

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

24 FÉVRIER 2022 – 24 FÉVRIER 2023

TROUPES DE POUTINE HORS DE TOUTE L'UKRAINE

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari Editore (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'aux blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre : <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental : www.cetri.be/

ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse : www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots : <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org

Les Utopiques : lesutopiques.org

M Éditeur : <https://m-editeur.info/>

New Politics : newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>

24 FÉVRIER 2023

ISBN: 979-10-399-0142-0

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

Illustrations: DR

VIENT DE PARAÎTRE

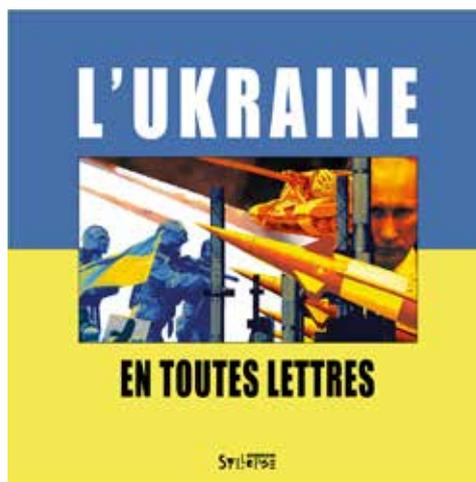


TABLE DES MATIÈRES

L'ORCHESTRE DES AVEUGLES, DES SOURD·ES, DES AMNÉSIIQUES, DES
BONIMENTEUR·EUSES ET DES COMPLICES JOUE SA PARTITION
DIDIER EPSZTAJN, MARIANA SANCHEZ, PATRICK SILBERSTEIN
6

MON 24 FÉVRIER À KHARKIV
VITALIY
9

L'EXTRÊME DROITE EN UKRAINE
TARAS BILOUS
11

PEUPLES DU CAUCASE: « DÉFENDEZ VOTRE LIBERTÉ DANS LES RUES ET SUR LES PLACES »
DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'UKRAINE
19

FÉMINISMES

SOLIDARITÉ FÉMINISTE INTERNATIONALE POUR UNE RECONSTRUCTION INCLUSIVE ET JUSTE
OLGA GHEORGHIEV
23

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

RÉSISTER À LA GUERRE ET À LA RÉPRESSION DANS LA RUSSIE DE POUTINE
ENTRETIEN AVEC IVAN OVSYANNIKOV
28

NOUS DISONS: GUERRE À LA GUERRE!
MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE (BRANCHE ÉMIGRATION)
32

PRISES DE POSITION

LA CRISE DE L'HÉGÉMONIE, L'IMPÉRIALISME ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ MONDIALE
MAKSYM SHUMAKOV
37

UN PLAN DE PAIX EN DIX POINTS
YORGOS MITRALIAS
43

LES VILLES DU DONBASS FURENT DES INCUBATEURS DE LA LOYAUTÉ AU PROJET IMPÉRIAL RUSSE PUIS SOVIÉTIQUE
HANNA PEREKHODA
47

VIVE LÉON BLUM ET LA NON-INTERVENTION?

DOMINIQUE VIDAL

52

MOUVEMENT OUVRIER ET COOPÉRATIVES EN UKRAINE (1898-1920)

PATRICK LE TRÉHONDAT

55

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

BRÈVES

62

LE SYNDICAT ÉTUDIANT PRYAMA DIYA EST DE RETOUR

65

UN NOUVEAU SYNDICAT DE BASE INDÉPENDANT À L'HÔPITAL DE LVIV

67

DES SYNDICALISTES D'UKRAINE, DU BÉLARUS ET DE RUSSIE DANS LA GUERRE

72

BOÎTES ALERTES

ILYA REPIN, UN PEINTRE UKRAINIEN ET LA COMMUNE DE PARIS

PATRICK LE TRÉHONDAT

90

LE CINÉMA UKRAINIEN ET L'AVENIR DU TRAVAIL

THOMAS ROBERTS

92





MANIFESTONS LE 25 FÉVRIER EN SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE QUI SUBIT DEPUIS UN AN UNE GUERRE MEURTRIÈRE

Poutine massacre et terrorise la population, déporte en masse des enfants, dont plus de quatorze mille mineurs isolés identifiés ; il faut arrêter son entreprise criminelle.

Pour le retrait total des troupes russes hors de tout le territoire de l'Ukraine et le retour de ses populations déportées,

Contre cette guerre destructrice qui menace la paix de toutes et de tous,
Nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens, toutes les forces et organisations démocratiques, partis, syndicats, associations, à se rassembler :

SAMEDI 25 FÉVRIER, PARTOUT EN FRANCE, AFIN D’AFFIRMER NOTRE SOUTIEN À L’UKRAINE ET NOTRE OPPOSITION À POUTINE ET À SA GUERRE CRIMINELLE

(A PARIS, RENDEZ-VOUS LE 25 FÉVRIER À 14H PLACE DE LA RÉPUBLIQUE)

Union des Ukrainiens de France,
Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU)
Pour l'Ukraine pour leur liberté et la nôtre



Bertrand BADE
coordonnateur national
Assemblée de Paris
Estelle SIB-MARIN
coordonnatrice
Kilian HINACERON
coordonnateur
Morgan LANGUET
coordonnatrice régionale
J. Pierre PASTORIAS
coordonnateur des Ukrainiens
de France
et des représentants de
la CGT, du CNIS,
syndicats Solidaires
et de la CGT de l'Ukraine
de l'Assemblée de Paris
(Bertrand BADE)

à l'initiative de Réseau français de solidarité
avec l'Ukraine (RESU)

" Pour une paix juste
et durable pour l'Ukraine ! "

TROUPES
RUSSSES ACROS
DE TOUTE
L'UKRAINE!

JEUDI 23 FÉVRIER

à la Bourse du travail
29 bd du Temple, Paris 3^{ème}

RÉUNION PUBLIQUE

à 19H00 salle Eugène Hénaff

CONTACT
ukrainesolidaritefrance@gmail.com

Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine
<https://ukraine-solidarity.eu/>



LE RESU* AVEC L'UKRAINE RÉSISTANTE

* A Manca – Aplusoc – Assemblée européenne des citoyens - Association Autogestion - Athena 21 - ATTAC France - Club politique Bastille - Éditions Syllepse - Émancipation Lyon 69 - Ensemble! - Entre les lignes entre les mots European Alternatives - Fédération syndicale unitaire - Fondation Copernic - Gauche démocratique et sociale - Gauche écosocialiste - Inprecor - L'insurgé Les humanités - Mouvement national lycéen - Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - PEPS – Pour une écologie populaire et sociale - Rejoignons-nous - Union syndicale Solidaires

L'ORCHESTRE DES AVEUGLES, DES SOURD·ES, DES AMNÉSIIQUES, DES BONIMENTEUR·EUSES ET DES COMPLICES JOUE SA PARTITION

DIDIER EPSZTAJN, MARIANA SANCHEZ, PATRICK SILBERSTEIN¹

AVEUGLES ET SOURD·ES...

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des Ukrainien·nes qui luttent contre l'invasion de leur pays et contre les politiques néolibérales de leur gouvernement.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des organisations syndicales, étudiantes, féministes et politiques en Ukraine qui partagent nos combats et nos idées.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des forces antiguerre et progressistes et des peuples opprimés dans la Fédération de Russie.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des forces antiguerre et progressistes au Bélarus.

Peut-être n'avons-nous pas entendu Vladimir Poutine parler de la destruction de l'Ukraine et de la non-existence des Ukrainien·nes en tant que peuple.

Peut-être n'avons-nous pas saisi que les armées de la Fédération de Russie ont violé les frontières d'un pays indépendant (crime d'agression), bombardé des populations civiles (crime de guerre), déporté des adultes et des enfants (crime de guerre), utilisé le viol comme arme de guerre (crime contre l'humanité), etc.

Peut-être ne savons-nous pas que si les armées poutiniennes se retirent sans conditions, de toute l'Ukraine, il n'y aura plus de guerre et que la paix redeviendra un horizon du possible.

Peut-être ne savons-nous pas que si les Ukrainien·nes renoncent à résister, l'Ukraine sera détruite comme peuple et comme nation indépendante.

Peut-être ne savons-nous pas que si les Ukrainien·nes ne sont plus suffisamment armé·es, l'Ukraine sera détruite comme nation indépendante.

Peut-être ne savons-nous rien ou si peu de choses. Mais est-ce une raison de croire les bonimenteur·euses ?

AMNÉSIIQUES...

Peut-être avons-nous oublié la distinction entre les guerres légitimes – telles les guerres de libération nationale –, et les guerres impérialistes, de conquête ou coloniales – les guerres d'oppression.

Peut-être avons-nous oublié qu'il y a une différence fondamentale entre une dictature fascisante et une république démocratique, aussi imparfaite soit-elle.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions tchèques et que nous nous sommes battu·es contre l'annexion de notre pays et que certain·es disaient dit « non à la guerre » et que les armées nazies nous ont envahi·es.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions irlandais·es et que nous nous sommes battu·es contre l'occupation anglaise et que certain·es nous disaient



1. Membres des Brigades éditoriales de solidarité.

« non à la guerre » et... la partition de notre pays dure depuis plus d'un siècle.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions résistant·es dans l'Europe occupée et que certain·es nous ont traité·es de terroristes et que d'autres nous expliquaient que les deux camps se valaient.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions est-allemand·es, polonais·es, hongrois·es, tchécoslovaques, afghan·es et que nous nous sommes battu·es contre l'occupation et l'invasion soviétique et que certain·es nous disaient qu'il fallait défendre la « patrie des travailleurs » contre l'impérialisme.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions amérindien·nes, que nous étions herero ou namas, que nous étions arménien·nes et que certain·es n'ont rien fait contre les génocides ou les ont applaudis.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions africain·es et que certains n'ont rien fait contre la traite négrière et l'ont même applaudie.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions quelque part dans le monde et que beaucoup n'ont rien fait contre les colonisations et que beaucoup les ont soutenues.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions espagnol·es, catalan·es, basques... et que certains ont refusé de nous livrer des armes pour combattre les armées de Franco.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions algérien·nes et que nous nous sommes battu·es pour libérer notre pays de la colonisation française et que certain·es se contentaient de dire « Non à la guerre » et « Paix en Algérie ».

Peut-être avons-nous oublié que nous étions vietnamien·nes et que nous nous sommes battu·es, d'abord contre l'armée française puis contre celle des États-Unis et que certain·es se contentaient de dire « Non à la guerre » et « Paix au Vietnam ».

Peut-être avons-nous oublié que nous étions syrien·nes et que nous battions contre la dictature de Bachar el-Assad, soutenue par la Fédération de Russie, et que certain·es disaient « Non à la guerre ».

Peut-être avons-nous oublié que des compagnons de Karl Marx se sont engagés dans l'armée de l'Union pour faire abolir l'esclavage.

Peut-être avons-nous oublié que des anarchistes espagnol·es sont entré·es dans Paris sur les chars américains de la 2^e DB.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions russes, biélorusses, tchéchènes, géorgien·nes, que savons-nous encore, et que nous nous battons contre la dictature grand-russienne et que certain·es pensent qu'il ne faut pas humilier la Russie.

Peut-être avons-nous oublié que l'impérialisme étatsunien avait fourni des armes aux Chinois·es pour lutter contre le colonialisme japonais.

Peut-être avons-nous oublié que l'impérialisme étatsunien avait fourni des armes au gouvernement soviétique pour lutter contre les armées nazies.

Nous sommes tchèques, nous sommes irlandais·es, nous sommes polonais·es, nous sommes hongrois·es, nous sommes vietnamien·es, nous sommes algérien·nes, nous sommes palestinien·nes, nous sommes syrien·nes, nous sommes sahraoui·es, nous sommes haïtien·nes, nous sommes birman·es, nous sommes ouïghour·es, nous sommes kurdes, nous sommes péruvien·nes, nous sommes nicaraguayen·nes, nous sommes iranien·nes, nous sommes ukrainien·nes.

Nos vies et nos libertés justifiaient et justifient que nous résistions à l'impérialisme et à la dictature.

LES BONIMENTEUR·EUSES...

Nous ne voulons pas être passé·es sous silence et notre sécurité ne peut être considérée comme

quantité négligeable au nom de la paix entre grandes puissances, au nom du maintien de l'ordre mondial.

Celles et ceux qui soutiennent les dictatures, celles et ceux qui soutiennent les agresseurs impérialistes, nous dénie le droit de résister (militairement ou non) pour défendre nos libertés, nos droits nationaux, nos droits en tant que peuples, nos acquis sociaux.

Celles et ceux qui veulent nous désarmer au nom de la « paix », choisissent la destruction de l'Ukraine et de son peuple.

Hier Chamberlain (et l'impérialisme anglais) et Staline (et sa dictature au nom du soviétisme) ont soutenu la paix avec Hitler : résultat le démantèlement de la Pologne, la multiplication des camps de concentration, l'industrie étatique de la mort et les camps d'extermination, une guerre mondiale, des millions de victimes civiles et militaires et un génocide des populations juives et tziganes...

Celles et ceux qui soutiennent l'invasion des armées russes en Ukraine, celles et ceux qui ne veulent pas donner aux populations ukrainien·nes les moyens de résister et de libérer leur pays ne sont pas nos ami·es.

Celles et ceux qui parlent de « paix » en ne soutenant pas le droit légitime à l'autodétermination des peuples ukrainiens et le droit de vivre, celles et ceux qui rompent avec le soutien aux luttes de libération nationale se trompent et contribuent à saper les droits de tous·tes les citoyen·nes, en Ukraine et dans le monde.

Solidarité !



POUR LA PAIX



TROUPES DE POUTINE HORS DE TOUTE L'UKRAINE

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui ont déferlé sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir de samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Référé en Brigades éditoriales de solidarité, les éditions Syllepse et Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Roberto Massari Editori (Rome), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris), Contre-Temps (Paris), Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne) et Europe solidaire sans frontières, le Centre Tricontinental (Louvain), le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) se sont associés pour donner la parole à la résistance ukrainienne, aux mouvements sociaux ukrainiens, ainsi qu'aux oppositions russes et biélorusses à la guerre.

www.syllepse.net



MON 24 FÉVRIER À KHARKIV

VITALIY¹

Nous avons publié dans le numéro 15 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, un article de Vitaliy, «Je vous écris au nom des conducteurs de trolleybus de Kharkiv». Il nous a adressé pour ce numéro anniversaire du déclenchement de l'invasion, son témoignage sur «son 24 février». Qu'il en soit remercié.

Le matin du 24 février, à 5 heures, les habitants de Kharkiv se sont réveillés en entendant de fortes explosions et une canonnade à la périphérie de la ville. Nous ne pouvions pas croire que c'était arrivé que la Russie nous avait attaqués. Le temps s'est alors séparé en deux : l'avant et l'après. Que faire et que va-t-il se passer? Les transports fonctionnaient encore, les magasins et les marchés ouvraient, les gens se précipitaient au travail. Les chauffeurs des transports publics étaient déconcertés, mais effectuaient leurs trajets. Dans la soirée, il était devenu évident que notre rythme habituel de vie était perturbé et que tout pouvait s'arrêter à tout moment.

Le 25 février, la ville est devenue déserte, les chauffeurs de trolleybus ne sont pas allés travailler et beaucoup ont commencé à quitter la ville. Les premières explosions ont eu lieu, avec des morts et des blessés, des dommages sur le réseau de transport. Le pain, l'eau et d'autres produits sont devenus rares dans les magasins en raison d'un manque d'approvisionnement. De nombreux magasins ont été fermés et des files d'attente se sont formées dans lesquelles les gens ont passé des heures.

Les gens ont commencé à quitter la ville en masse, avec d'énormes embouteillages à la sortie de la ville, le manque de carburant s'est vite fait sentir, il y avait aussi de très nombreuses personnes à la gare qui voulaient partir. Ce n'était pas la panique, mais on ne comprenait pas ce qui allait se passer. Les transports ne fonctionnaient plus, les stations de métro étaient utilisées comme des abris antibombes. Le bombardement du centre-ville a alors commencé.

Ceux qui vivaient près du dépôt de trolleybus sont allés travailler et ont essayé de se rendre utiles, les répartiteurs étaient à leur poste de travail. Il y a un abri antibombes au dépôt, où pendant les bombardements les travailleurs et les habitants des maisons voisines se cachaient.

Les chauffeurs du dépôt de trolleybus ont commencé à chercher à se rendre aussi utiles autant que possible; l'un des services postaux nous a contactés en nous proposant de livrer de l'aide humanitaire en utilisant notre matériel roulant. Nous avons accepté, mais le jour même, on nous a informés qu'ils avaient déjà des chauffeurs et qu'ils avaient besoin de gens pour décharger les wagons d'aide humanitaire.

Nous avons accepté avec plaisir et nous nous sommes mis au travail. Il y avait beaucoup de gens pour décharger les wagons qui arrivaient d'Ukraine et d'autres pays européens. Les trains de passagers en direction de l'ouest étaient remplis de femmes et d'enfants, et dans la direction opposée, vers l'est, ils étaient chargés d'aide humanitaire. Immédiatement, nous avons déchargé du pain, du lait, de l'eau potable et d'autres denrées alimentaires et les avons distribués aux points établis dans toute la ville par l'aide humanitaire. Nous avons travaillé sans relâche, sachant que

1. Conducteur de trolleybus à Kharkiv.

nous nous reposerions plus tard et que notre aide était nécessaire et ce tous les jours.

De nombreux chauffeurs ont rejoint la défense territoriale ou l'AFU [forces armées ukrainiennes]. Peu à peu, le nombre de travailleurs au travail dans les centres humanitaires a augmenté, des conducteurs, des monteuses, des travailleurs d'autres dépôts nous ont rejoints, se rendant partout dans la ville pour enlever les débris et nettoyer les rues des séquelles des bombardements. C'était effrayant, mais nous avons continué à aller travailler tous les jours. Nos chauffeurs ont participé à l'évacuation des bus municipaux du dépôt de trolleybus de Saltovo, qui était constamment sous le feu des tirs russes. Après le bombardement du dépôt n°2 de trolleybus en avril, les trolleybus ont également été évacués de cette zone, ils étaient stationnés dans différentes rues des quartiers de la ville afin d'éviter des dégâts massifs.



Le 16 mai 2022, les premiers trolleybus, tramways et autobus ont commencé à circuler dans la ville. Les passagers étaient ravis car, pendant près de trois mois, il n'était possible de se déplacer dans la ville qu'en taxi, par ses propres moyens, à vélo ou à pied. Les voyages étaient gratuits. La ville a commencé à revivre. Peu à peu, le nombre d'itinéraires et de matériel roulant a augmenté, les gens ont commencé à revenir en ville. Les travailleurs de nos dépôts sont toujours aujourd'hui à l'œuvre dans des entrepôts humanitaires, les chauffeurs de trolleybus s'y rendent pendant leurs jours de congé, mais il y a aussi de simples bénévoles qui veulent être utiles dans cette période aussi difficile.

Nous nous tenons debout et nous allons gagner!

KHARKIV, 16 FÉVRIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat



L'EXTRÊME DROITE EN UKRAINE

TARAS BILOUS¹

Comment évaluez-vous l'influence des forces d'extrême droite en Ukraine? Nous avons vu des affirmations selon lesquelles, l'Ukraine serait un État nazi, ou, d'autre part, l'extrême droite serait un facteur insignifiant dans la vie ukrainienne. Quelle est votre évaluation?

Fondamentalement, leur influence électorale est extrêmement faible, mais ils utilisent leurs forces dans d'autres domaines, comme dans la rue, pour essayer d'influencer les politiques. Leur influence extraparlementaire ne doit être ni minimisée ni exagérée.

Est-il vrai que l'extrême droite a la capacité de bloquer les politiques qu'elle rejette en menaçant de recourir à la violence?

L'exemple le plus significatif a été la prétendue «protestation contre la capitulation», une mobilisation contre les initiatives de paix à la fin de 2019 après l'élection de Zelensky au poste de président. Il s'agissait d'une tentative de la droite nationaliste d'arrêter le lancement du processus de paix. Il y avait eu un accord selon lequel il y aurait un désengagement des troupes sur trois points de ce qui était alors la ligne entre les forces ukrainiennes et les forces russes/séparatistes dans le Donbass. Ensuite, des gens de l'entourage du mouvement Azov, et du Parti du corps national, ont organisé une campagne à cet

endroit, à l'un de ces points, présentant ce désengagement comme s'il représentait une sorte de gain pour le Kremlin, comme si les troupes ukrainiennes seules étaient appelées à se retirer et à quitter leurs positions. Mais ce n'était pas ce que le désengagement exigeait; il exigeait que les deux parties se retirent.

Mais même dans ce cas, qui était si crucial pour la droite, où ils ont essayé d'atteindre une mobilisation maximale, ils n'ont pas réussi à faire valoir leur point de vue parce que Zelensky est intervenu personnellement. Il s'est rendu sur cette ligne de front et a engagé des discussions animées avec certains membres d'Azov, et finalement, l'Ukraine a procédé à ce désengagement, qui était une condition préalable à la reprise de la réunion du «format Normandie» avec la France et l'Allemagne comme médiateurs entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, même dans ce cas, la droite n'a pas été en mesure de bloquer la politique gouvernementale.

Ce n'est pas seulement la quantité d'efforts que l'extrême droite met dans ses campagnes qui détermine leur succès. Il s'agit surtout de savoir comment leurs positions s'alignent sur celles de la société ukrainienne en général, car lorsque leurs revendications sont en contradiction avec la position de la majorité de la société, il leur est beaucoup plus difficile de les faire passer; en revanche, lorsqu'ils soutiennent la position de la population en général, ils ont plus de chances d'influencer les décisions gouvernementales.

Une partie de la presse occidentale de gauche a fait croire que Zelensky avait reculé sur sa politique sous la pression de l'extrême droite. Mais ils n'ont pas réussi à contrecarrer ses initiatives de paix, qui

1. Historien ukrainien, et rédacteur de *Commons: Journal of Social Criticism*. Il est également membre de Sotsialniy Rukh. Il sert actuellement dans l'armée ukrainienne. Il a été interviewé par Stephen R. Shalom, membre du comité de rédaction de *New Politics*. Denys Pilash a aidé à la traduction.

étaient favorisées par la majorité de la population ukrainienne et pour lesquelles Zelensky estimait avoir un mandat populaire. D'autre part, les sondages ont montré que la majorité des Ukrainiens, tout en soutenant le processus de paix, rejetaient certaines exigences politiques spécifiques mises en avant par la partie russe. Et là, Zelensky a dû faire marche arrière.

Dans le domaine politique où les positions de l'extrême droite ne coïncidaient pas avec celles des libéraux et des nationaux libéraux, l'extrême droite n'a pas réussi à exercer sa pression sur le gouvernement. Par exemple, sur les politiques de genre ou les questions LGBTQ, où la droite s'est retrouvée en minorité, elle n'a pas été en mesure d'influencer les décisions gouvernementales.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur le comportement de l'extrême droite envers les féministes et les personnes LGBTQ? Et quel est le rôle de la police et des forces de sécurité ukrainiennes dans ce domaine?



Avant la guerre, les groupes d'extrême droite ont activement tenté de perturber différents événements visant à promouvoir les droits des femmes et des LGBTQ. Nous avons pu constater que la réaction de l'État et de la police dépendait fortement de la couverture internationale de l'événement, comme la parade de la Fierté à Kyiv ou les manifestations de femmes du 8 Mars. Dans ce cas, les autorités et la police ont essayé de prévenir ces attaques d'extrême droite.

Cependant, lors d'événements moins connus dans les provinces, dans certaines petites villes, ces mobilisations ont également été activement attaquées par l'extrême droite, et la police est restée généralement inactive, sans rien faire. Dans ces cas, l'extrême droite a donc mieux réussi à attaquer et à perturber ces événements.

Il y avait un phénomène général d'infiltration de l'extrême droite dans les services de sécurité et les forces de l'ordre, mais il est difficile de mesurer l'ampleur de ce phénomène. Nous en connaissons quelques exemples: le chef local de la police de Kyiv vient du milieu Azov. Lors des confrontations entre militants de gauche et d'extrême droite, nous avons souvent vu la police saluer certains militants d'extrême droite, montrant ainsi qu'ils se connaissaient. Cela signifiait qu'il y avait des liens. Mais en réalité, il semble que ce n'était pas si répandu.

Même dans les cas où la police ne fait rien pour empêcher les attaques contre les événements féministes et autres événements progressistes, cela ne signifie pas automatiquement qu'elle le fait parce qu'elle a des affinités avec les attaquants ou qu'elle a des liens avec eux. La police ne fait pas son travail principal, qui est de protéger les rassemblements pacifiques, non pas tant parce qu'elle est du côté des attaquants, mais parce que s'abstenir et ne rien faire lui cause moins de problèmes. La défense d'un événement LGBTQ (par exemple) peut entraîner des attaques d'extrême droite contre la police, provoquant des blessures chez les policiers. Par conséquent, pour éviter un combat avec l'extrême droite, il est plus facile pour eux de ne rien faire. L'arrestation d'un membre de l'extrême droite entraînera la mobilisation d'autres membres de l'extrême droite, qui organiseront un rassemblement devant le poste de police et mettront généralement la pression sur la police. La police ne veut pas de problèmes, il est donc souvent plus facile pour elle d'insister pour que les organisateurs annulent leur événement que de se battre contre l'extrême droite. Bien entendu, il s'agit là d'un manquement de la police à son devoir de protéger la liberté de réunion. Elle se comporte de la même manière en cas de conflit avec des

fonctionnaires de haut rang ou d'autres personnes susceptibles de lui créer des problèmes.

La situation s'est toutefois améliorée après le limogeage du ministre de l'intérieur Arsen Avakov, qui était largement considéré comme un protecteur du Corps national et d'autres groupes d'extrême droite. Après qu'il a quitté ses fonctions en 2021, une série d'arrestations de militants d'extrême droite ont eu lieu, et nous avons pu ressentir une amélioration générale de la situation, et certaines choses montrent que l'influence de l'extrême droite dans les services de sécurité se réduit.

Mais la situation pourrait être différente dans le cas des «gardes municipaux». Il s'agit de structures paramilitaires qui ont été créées dans certaines villes en tant qu'assistants des forces de police, dans de nombreux cas avec un statut juridique plutôt douteux. L'extrême droite a essayé de les présenter comme un moyen d'employer des vétérans de la guerre.

L'extrême droite a infiltré la garde municipale à Kyiv et dans d'autres villes, et y a joué un rôle majeur. Leurs membres étaient responsables devant les autorités locales, devant les dirigeants municipaux, devant les maires, mais en même temps, ils avaient un statut juridique très douteux. C'était donc une occasion pour l'extrême droite de gagner en influence. Dans d'autres villes, cependant, l'extrême droite n'était pas présente lors de la création des gardes municipales. En fait, ces corps étaient généralement composés d'une sorte d'athlètes et n'étaient que des serviteurs loyaux des élites locales, presque de manière féodale.

Quelles étaient les relations entre la gauche ukrainienne et l'extrême droite ukrainienne avant la guerre?

Eh bien, évidemment, notre attitude était directement opposée à eux, et nous étions en perpétuelle

confrontation avec eux. Mais nous pouvons dire que la guerre dans le Donbass, quand elle a commencé en 2014, a contribué au déclin de la force des mouvements de gauche, et dans les rues, l'extrême droite est devenue plus puissante, tandis que la gauche était en déclin. En fait, dans ces confrontations avec l'extrême droite, le meilleur résultat était généralement un match nul. Mais ces dernières années, on a assisté à un certain renversement de ces tendances, à une renaissance du mouvement antifa dans la rue et à quelques victoires antifascistes du côté de la gauche. Il y a donc eu des signes que la situation était en train de s'inverser.

Pour revenir à février 2022, comment la guerre à grande échelle a-t-elle affecté l'influence de l'extrême droite?

Il n'est pas facile de répondre à cette question, car avec la guerre, la vie politique en Ukraine a été mise en pause. Il est assez compliqué de prédire ce que sera la situation après la guerre, car elle dépend beaucoup de son issue.

Qu'est-ce qui a changé avec la guerre? Beaucoup de membres de l'extrême droite, la majorité d'entre eux, sont entrés dans l'armée. Certains ne se sont pas engagés, et ont parfois fait des choses controversées à l'arrière — mais ils étaient généralement critiqués pour cela par l'opinion publique. Ainsi, par exemple, lorsque l'extrême droite a fait ses trucs habituels et a tenté d'attaquer et de discréditer une manifestation féministe à Lviv contre les violences domestiques, cela s'est plutôt retourné contre elle, car elle n'a pas trouvé un énorme soutien populaire pour cette activité. Au contraire, la couverture médiatique a été favorable aux militantes féministes et aux organisations qui les soutiennent, dont la nôtre, y compris de la part d'un blogueur populaire de YouTube, et dans certains médias grand public. Nous pouvons donc

dire que les activités d'extrême droite de ce type ne sont pas très bien tolérées à l'arrière.

Un élément très important, car c'est précisément la faiblesse de la résistance à l'extrême droite: l'absence d'esprit critique à son égard dans les grands médias et de la part d'une partie importante du public modéré, qui a été l'un des principaux avantages de l'extrême droite ukrainienne. Ils ont habilement utilisé l'auréole de «héros» qu'ils avaient gagnée sur le Maïdan en 2014 et dans la guerre du Donbass pour se protéger des critiques.

En fait, si vous évaluez la puissance de l'extrême droite ukrainienne en termes absolus, elle n'a jamais établi de record. Tout le monde connaît sa faiblesse électorale, mais même si l'on parle de mobilisations de rue, l'extrême droite polonaise est définitivement plus forte que sa «collègue» ukrainienne. Il suffit de comparer chaque année les plus grandes marches de rue – le 14 octobre en Ukraine et le 11 novembre en Pologne – pour le comprendre. En termes d'ampleur de la violence, l'extrême droite ukrainienne fait également pâle figure par rapport à ce que l'extrême droite russe a fait dans les années 2000, souvent sous la couverture des services spéciaux russes. En fait, les néonazis ukrainiens ont agi avant le Maïdan dans l'ombre et sous la grande influence des néonazis russes. La principale différence dans la situation ukrainienne après le Maïdan ne réside pas dans le pouvoir absolu de l'extrême droite, mais dans son pouvoir relatif par rapport aux autres acteurs politiques, ainsi que dans l'attitude non critique du grand public modéré à son égard.

Mais ces dernières années, l'opinion publique à leur sujet a changé, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le groupe antifa antiraciste et antifasciste Arsenal (Kyiv) a osé sortir de sa profonde clandestinité et défier à nouveau l'extrême droite. En

2014-2018, lors des affrontements entre la gauche et la droite, l'opinion publique n'était pas de notre côté. Mais lors de la lutte de l'été 2021, l'extrême droite est devenue les «méchants» dans les médias. Et il semble qu'après la guerre, cette tendance va se poursuivre car l'extrême droite ne pourra plus se défendre des critiques comme avant.

Mais pourquoi leur héroïsme en temps de guerre, par exemple à Marioupol, ne leur permet-il pas de détourner les critiques ?

Cela les protège. Mais seulement en tant qu'unité militaire. Cela ne se transfère pas à l'extrême droite en tant qu'acteur politique. Au cours des dernières années, la société ukrainienne a parcouru un long chemin pour prendre une position selon laquelle l'héroïsme au front ne peut être une indulgence pour ceux qui commettent des crimes et des violations des droits humains à l'arrière. Et bien que sur d'autres questions, pendant la guerre totale, la situation se soit détériorée, sur cette question, je ne vois pas de retour en arrière.

De plus, après cette guerre, il y aura des anciens combattants de tous les secteurs de la population et présents des deux côtés dans les conflits politiques. Maintenant, il y a des volontaires militaires même parmi les Rroms, le groupe le plus discriminé de la société ukrainienne – malgré le fait que la participation à la guerre va à l'encontre de leurs propres traditions. Si, en 2018, l'extrême droite a réussi à organiser une série de pogroms contre les Rroms sans que cela n'entraîne de graves conséquences pour elle-même, ce ne sera plus le cas aujourd'hui.

Mais il y a une catégorie de personnes qui ne pourront pas se protéger de cette manière – les résidents pro-russes de Donbass et de Crimée. Il est donc nécessaire que les organisations internationales



prennent une part active à la protection des droits humains dans ces territoires.

Passons à la question du régiment Azov. Quelle est son importance? S'agit-il d'une force militaire indépendante? Ont-ils leurs propres symboles d'extrême droite? Et, pour poser une question qui a été soulevée par la gauche américaine, l'aide militaire américaine à l'Ukraine arme-t-elle en fait des unités néonazies?

Le régiment Azov a été intégré à la Garde nationale et aux structures officielles, mais il a conservé un certain niveau d'autonomie. Des fonctionnaires ukrainiens ont pris des mesures pour le contrôler, notamment pour changer sa direction, mais il a conservé ses liens avec ses fondateurs, comme Andriy Biletsky, et il avait même sa propre école de sergents.

La majorité du régiment Azov d'origine se trouvait à Marioupol, et beaucoup d'entre eux ont été faits prisonniers. Certains ont été échangés dans le cadre d'échanges de prisonniers, mais la majorité est toujours en captivité en Russie, et les commandants sont internés en Turquie. Néanmoins, le régiment a été reconstitué avec de nouvelles personnes et continue de recruter. Je ne sais pas dans quelle mesure ils ont réussi à restaurer la structure.

Plus important encore, après l'invasion à grande échelle, les personnes associées au mouvement Azov ont également créé un certain nombre d'autres unités, comme des unités de défense territoriale, par exemple, qui étaient liées au mouvement Azov et utilisaient la marque Azov. La plus grande d'entre elles, l'unité des forces d'opérations spéciales Azov de Kyiv, a été transformée en brigade d'assaut à la fin du mois de janvier. Donc, en général, par rapport à 2014 ou 2021, en chiffres absolus, beaucoup plus d'individus d'extrême droite ont rejoint l'armée, et beaucoup plus de personnes servent dans les unités qu'ils ont créées. Mais en même temps, en termes

relatifs, ils jouent un rôle moins important dans la guerre qu'en 2014, parce que l'armée en général s'est beaucoup plus développée et modernisée.

Mais il est important de comprendre que les individus d'extrême droite ne sont pas les seuls à servir dans les unités créées par l'extrême droite. (D'un autre côté, vous pouvez également trouver des éléments d'extrême droite dans les unités «régulières»). Il est difficile de déterminer les pourcentages, mais les personnes apolitiques ou centristes servent souvent dans les unités d'extrême droite, motivées par le haut niveau d'entraînement et de discipline de ces unités. Lorsque vous rejoignez une armée de combat, vous pensez d'abord à vos chances de survie, aux conditions de service, à la compétence des officiers et à la fiabilité de vos camarades de combat. Les opinions politiques passent au second plan. Ce qui arrivera à ces unités et aux personnes qui y servent après la guerre dépend des résultats de la guerre et de la situation politique générale en Ukraine.

Ce que je vois de mes propres yeux, c'est que la situation actuelle n'est pas comparable à celle de 2014. À l'époque, le niveau de contrôle de l'État sur les unités militaires qui ont été créées était minimal. Tout était très chaotique. Je connais même l'histoire de la façon dont, en 2014, un volontaire a volé un véhicule blindé de transport de troupes entier et l'a emmené du Donbass en Ukraine occidentale. Aujourd'hui, cependant, il y a un contrôle strict de la distribution des armes, plus de contrôle sur ces unités séparées, et d'après ce que je sais, aucune des petites unités récemment fondées ne jouit d'un niveau d'autonomie comparable à celui d'Azov les années précédentes. Donc, en fait, la situation est qualitativement très différente de ce qu'elle était il y a huit ou neuf ans.

Pour illustrer ce contrôle plus strict de l'État sur les unités militaires et sur la distribution des armes, permettez-moi de me référer à ma propre expérience. Mon bataillon précédent a été dissous, et j'ai été transféré dans un autre de notre brigade. Lorsque le bataillon a été dissous, on a découvert que plusieurs kalachnikovs avaient disparu. Cela a déclenché une réaction immédiate des forces de l'ordre. Le bureau des procureurs militaires a ouvert une enquête et des poursuites pénales contre les officiers qui étaient responsables du contrôle des armes dans ce bataillon. Cela montre que l'État s'efforce de contrôler très strictement la destination de tous les armements et équipements, et de s'assurer qu'ils ne vont pas à des personnes non autorisées. C'est l'un des aspects du contrôle plus strict de l'État sur les différentes unités armées.



En ce qui concerne cette notion de l'Occident armant les nazis, etc., les armes sont distribuées plus ou moins équitablement entre les différentes unités. Il se peut donc qu'il y ait des personnes d'extrême droite, des personnes ayant des convictions d'extrême droite, dans certaines unités, mais elles ne reçoivent pas spécifiquement cet armement. De plus, étant donné le contrôle plus strict que j'ai décrit, cela signifie que les armes vont être confisquées après la guerre, reprises par l'État.

Donc, plus ou moins toutes les personnes qui ont rejoint les forces armées sont plus ou moins égales dans l'accès aux différentes armes. Et évidemment, l'armement lourd de l'Ouest n'est pas dirigé vers les unités d'extrême droite. Ce sont les unités ordinaires qui reçoivent les armes, et il se peut qu'elles comptent dans leurs rangs des personnes ayant des opinions d'extrême droite, ainsi que des personnes ayant toutes les autres opinions. Il n'y a donc pas d'armement spécifique pour la droite.

En ce qui concerne les symboles d'extrême droite, en 2015, sous la pression des autorités, Azov a supprimé le soleil noir de son insigne et a incliné son emblème en angle pour se distancier des symboles d'extrême droite. L'année dernière, l'effacement des symboles d'extrême droite s'est poursuivi – les unités Azov nouvellement créées utilisent trois épées au lieu du symbole du régiment Azov. La nouvelle brigade utilise un symbole créé sur la base de l'emblème précédent, mais il n'a presque aucune ressemblance avec le Wolfsangel.

D'autre part, dans l'armée, de nombreux soldats et même des officiers de rang inférieur portent aujourd'hui divers écussons militaires non réglementaires. C'est un type de marchandise populaire que les gens achètent dans les magasins militaires, il n'est contrôlé d'aucune façon. Ils sont souvent humoristiques ou portent des inscriptions comme «Navire de guerre russe, va te faire foutre». Mais parfois, on trouve des symboles d'extrême droite sur ces écussons, comme le Wolfsangel ou le Totenkopf. J'ai rencontré des cas où des personnes portaient des écussons avec des symboles d'extrême droite mais ne comprenaient absolument pas leur origine et leur signification. Un type a retiré le symbole du soleil noir lorsqu'un anarchiste de mon ancienne unité lui a expliqué ce qu'il signifiait et lui a montré l'article qui lui était consacré sur Wikipédia. Bien sûr, ceux qui ont commencé à utiliser ces symboles en Ukraine comprenaient bien ce qu'ils signifiaient. Mais maintenant, si vous voyez un type avec un Totenkopf, il peut penser que c'est juste un crâne et des os. Ce n'est pas parce que les gens utilisent ces symboles qu'ils soutiennent leur signification d'extrême droite.

Volodymyr Ishchenko, dans un article récent paru dans New Left Review, a fait valoir que l'Ukraine en temps de guerre, contrairement à d'autres luttes

anticoloniales, est devenue de plus en plus néolibérale, pas plus démocratique, pas plus interventionniste et pas moins corrompue. Pensez-vous qu'il ait raison, et s'agit-il d'indications de la force croissante de l'extrême droite?

En commençant par la dernière question, je ne vois pas de pertinence de l'extrême droite pour cette question. Mais en ce qui concerne la première question, il y a deux aspects distincts : l'un concerne les tendances antidémocratiques et autoritaires et l'autre les politiques sociales et économiques. En ce qui concerne les tendances antidémocratiques, on ne peut pas dire que tous les mouvements de libération nationale précédents aient été immunisés contre cela. Au contraire, la guerre évoque généralement des tendances plus autoritaires et moins démocratiques, et cela s'est appliqué à de nombreux mouvements de libération en Asie et en Afrique, simplement dictées par les conditions. Donc, oui, évidemment, la guerre crée des possibilités de tendances autoritaires, et elle peut être utilisée par les autorités de l'État, par le gouvernement. Mais le fait que cela conduise à plus d'autoritarisme dépendra fortement du déroulement et de l'issue de la guerre. Et on ne sait pas comment l'extrême droite va réagir à cela, si elle va, d'une certaine manière, essayer de s'y adapter, de les soutenir, ou si elle va, au contraire, être victime de la confrontation avec le gouvernement. Donc, en fait, il y a beaucoup de choses qu'on ne sait pas, en raison de l'issue incertaine de la guerre.

En ce qui concerne les politiques sociales et économiques, encore une fois, nous ne pouvons pas dire que nous avons une image claire, parce que d'un côté vous avez des mantras néolibéraux et la libéralisation des relations de travail et du marché du travail. Mais d'un autre côté, il y a des raisons objectives qui poussent le gouvernement ukrainien – même s'il

parle de privatisation – à entreprendre un certain nombre de nationalisations dans des secteurs stratégiques, à nationaliser certaines grandes entreprises, des usines liées à l'armée, au secteur de l'énergie, et ainsi de suite. En outre, au cours de la reconstruction d'après-guerre, les fonds seront distribués par l'intermédiaire de l'État. Ainsi, le pourcentage du PIB concentré dans les mains de l'État va clairement augmenter, à la fois en raison de ces nationalisations et du contrôle des fonds de reconstruction. Nous ne pouvons donc pas dire qu'il existe une tendance très claire et unilatérale.

Je participe à un fil de discussion sur Twitter à propos de la nature de classe du gouvernement Zelensky et je soutiens qu'il représente principalement les intérêts de la bourgeoisie moyenne, ou de la bourgeoisie classique, par opposition à la classe ouvrière et au capital oligarchique. Ainsi, d'une part, ils sont très motivés et très actifs dans la mise en place d'une législation néolibérale anti-ouvrière. Mais en même temps, ils sont aussi intéressés à contrôler le pouvoir des oligarques. En fait, la guerre a déjà perturbé le niveau d'influence des oligarques. Donc, une fois encore, l'issue de la guerre influencera fortement la politique et l'économie. Et malgré leur idéologie néolibérale, ils ont été contraints de prendre des mesures contraires à leurs positions idéologiques afin de créer une économie de guerre.

J'aimerais te poser la question suivante. Il y a un large soutien en Ukraine pour résister à l'invasion russe, de la gauche à la droite. Mais en quoi la position de la gauche sur la guerre diffère-t-elle de celle de la droite en termes d'objectifs et de stratégie?

Il existe des distinctions assez évidentes dans nos visions et les leurs sur l'avenir de l'Ukraine d'après-guerre. De toute évidence, la gauche souhaite un pays plus orienté vers le social, plus pluraliste, plus

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

démocratique, plus inclusif, tandis que l'extrême droite, les libertariens et les conservateurs défendent des positions opposées.

Et puis nous avons la question de l'autodétermination, et cela devient un peu plus compliqué. Quand on passe aux questions de la Crimée et du Donbass, dans le camp de la gauche, il n'y a pas une position unique, mais un spectre de visions. Nous n'avons pas non plus de consensus sur l'Union européenne et l'OTAN.

L'invasion russe à grande échelle a partiellement aplani les anciens conflits entre les différents groupes

de gauche en Ukraine, car sur la question la plus importante, la majorité absolue de la gauche ukrainienne a adopté la même position – soutien et participation à la résistance. Mais les questions qui divisaient la gauche ukrainienne dans le passé n'ont toujours pas disparu.

PUBLIÉ PAR [NEW POLITICS](#), 8 FÉVRIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat



PEUPLES DU CAUCASE: « DÉFENDEZ VOTRE LIBERTÉ DANS LES RUES ET SUR LES PLACES »

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'UKRAINE

Voilà un appel du président ukrainien qui aurait dû faire grand bruit. Invoquant la mémoire de l'imam Chamil, l'âme de la résistance des «peuples autochtones» du Caucase au colonialisme russe du 19^e siècle et exilé à Kyiv après sa reddition, Volodymyr Zelensky appelle les peuples du Caucase à se battre pour défendre leur liberté. Il met ainsi ses pas dans ceux de Taras Chevtchenko, le poète national ukrainien, qui appelait à la victoire de Chamil en s'écriant: «A toi la victoire! Que Dieu te bénisse! A toi la vérité, à toi la gloire!» Rappelant le lourd tribut payé par les peuples du Caucase à la marche du projet poutinien, Volodymyr Zelensky n'hésite pas à les appeler au combat contre leur oppresseur commun tout en formulant une proposition politique: le «droit à l'autodétermination des peuples du Caucase retenus de force par la Russie». Rappelons que le Parlement de Kyiv a reconnu la République d'Itchkérie (Tchéchénie), «provisoirement occupée par la Russie», comme le sont la Crimée et le Donbass. Et, comme le note *Le Monde*, Kyiv «poursuit depuis avec détermination sa politique de main tendue en direction des peuples du Caucase, afin d'encourager les désertions, voire les ralliements». Ainsi, si les peuples coloniaux, comme c'est l'usage, servent souvent de chair à canon pour leurs oppresseurs, des unités tchéchènes combattent déjà au sein des forces armées ukrainiennes; l'un de ces bataillons a d'ailleurs été baptisé «Djokhar Doudaïev», du nom du dirigeant indépendantiste tchéchène tué par l'armée russe.

S'il est peu vraisemblable que Volodymyr Zelensky ait lu ce que David Rousset écrivait en 1936 – «Si on organisait un soulèvement populaire au Rif espagnol, on [prendrait] Franco dans une tenaille, et, en second lieu, on créerait une situation très difficile pour les troupes marocaines de Franco. [...] La contrepartie est simple: la République accorderait l'autonomie au Maroc» –, on mesure ce qu'une telle politique peut avoir comme conséquence pour instiller les germes de la défaite dans les rangs de l'ennemi. À moins, évidemment, de penser que l'intégrité de la Fédération de Russie «telle qu'elle est» soit un horizon infranchissable.

PATRICK SILBERSTEIN

Je suis maintenant dans cette partie de Kiyv où l'imam Shamil, le héros du Daghestan et de tout le Caucase, a vécu dans les années 1860. Comme vous pouvez le constater, l'Ukraine sait comment honorer ses héros. Nous préservons la mémoire de ces lieux qui ont réuni les cultures de nos peuples.

Voici le centre de notre capitale. Une des centaines de villes ukrainiennes contre lesquelles les autorités russes dirigent missiles, bombes et troupes. Le Caucase sait ce que cela signifie. Le Caucase l'a vu.

Depuis 218 jours, nous nous défendons contre ceux qui ont plus de missiles et de personnes que nous, mais qui sont complètement dépourvus de décence. C'est une guerre ignoble de la part de la Russie, une guerre criminelle. Et nous faisons tout pour protéger notre peuple et l'indépendance de l'Ukraine. C'est notre devoir sacré. Devoir envers nos parents. Devoir

envers nos enfants. Devoir envers toutes les générations de notre peuple – celles qui ont vécu et celles qui vivront sur notre terre. Nous n'avons pas besoin de ce qui n'est pas à nous!

Déjà 58 500 soldats russes sont morts en Ukraine. Ils sont venus pour nous tuer et sont morts. On ne vous dit pas ce nombre. On vous ment en prétendant qu'il y a environ 6 000 morts. 58 500! C'est la vérité. Tous sont morts parce qu'une seule personne voulait cette guerre. Une seule, que beaucoup de gens servent.

Les peuples du Caucase! Tous les peuples sur le territoire de la Russie! Vous n'avez aucune raison d'être parmi ces nombreux qui servent encore celui qui veut cette guerre. Vous n'avez pas à mourir en Ukraine. Vos fils n'ont pas à mourir en Ukraine. Vous n'avez aucune obligation de ce genre. Pas envers vos parents, pas envers vos enfants, pas envers votre avenir, pas envers l'avenir de votre terre. Et vous le savez.

Nous voyons que vous résistez à la mobilisation criminelle avec laquelle les autorités russes veulent couvrir leur échec. L'échec de leur armée régulière, de leurs ordres criminels. On vous ment en vous disant qu'il n'y aurait pas de tels échecs.

Au lieu de mettre fin à cette guerre insensée pour la Russie, les autorités russes essaient d'envoyer de nouvelles personnes pour remplacer les morts. Qu'est-ce qui les attend tous? Vous connaissez la réponse.

L'Ukraine continuera à se défendre et gagnera dans cette guerre menée contre nous. Parce que nous sommes sur notre terre. La vérité est de notre côté. Et le monde civilisé tout entier est avec nous. Nous nous battons pour ce qui est vrai pour tous les peuples de la planète – pour la vie et la liberté, pour

le droit au bonheur pour toutes nos familles, pour tous nos enfants.

La Russie a été laissée seule. Elle est déjà isolée et sera condamnée pour cette guerre. «Quiconque lève une arme contre la vérité la lève pour sa propre destruction», le Kremlin ne semble pas connaître ces mots de l'imam Shamil. Mais ces mots devraient être connus dans le Caucase. Ils devraient être entendus en Sibérie et dans tous les autres pays d'où des gens sont envoyés à cette guerre.

Et maintenant il y a la mobilisation. Combattez pour éviter la mort! Défendez votre liberté maintenant dans les rues et sur les places, afin que plus tard vous n'ayez pas à vous battre dans les montagnes et les forêts simplement pour votre droit de vivre, lorsque les autorités russes commenceront les prochaines vagues de mobilisation.

Croyez-vous qu'ils ne prendraient que 300 000 personnes? Celui qui a commencé cette guerre ne s'arrêtera pas à la première vague de mobilisation, il y en aura d'autres. Il va essayer de prendre d'autres vies aussi.

Il ne se soucie pas des gens. Il ne respecte ni les vivants ni les morts...

Des milliers de corps de soldats russes morts, originaires de diverses régions, demeurent en Ukraine. Ils pourrissent dans les champs, ils sont stockés dans des morgues.

Ceux qui n'ont pas été brûlés par l'armée russe elle-même. La seule armée au monde qui transporte des fours crématoires mobiles pour se débarrasser des corps de ses soldats tombés au combat quand elle a le temps de le faire. Mais maintenant, elle fuit si vite qu'elle laisse même des chars et des MLRS derrière elle, et pas seulement les corps des morts.

Pensez à ce que cela a donné! Nous sommes obligés de commencer un travail d'information pour



transmettre aux citoyens de la Russie, qui sont mobilisés maintenant, une thèse spéciale: fais-toi au moins tatouer ton nom et ton prénom pour que nous sachions comment trouver tes proches quand tu seras tué et que tu n'auras même pas de jeton de l'armée sur toi. Les autorités russes envoient les gens à cette guerre sans jetons de l'armée, souvent sans documents! Elles le font exprès pour qu'il soit plus facile de vous mentir sur le nombre de personnes qui meurent réellement ici. C'est leur opération spéciale. Opération spéciale sur le mensonge, la terreur, l'extermination des peuples indigènes.

Au cours de la première semaine de mobilisation criminelle, il y a eu plus d'hommes qui ont fui la Russie que les autorités russes n'allaient officiellement envoyer à la guerre. Et comment le Kremlin réagit-il à cela? Il envoie des troupes à la frontière de la Russie contre les citoyens mêmes de la Russie! C'est une honte! Et les mensonges accompagnés de référendums fictifs, de confessions et d'annexions se solderont par un déshonneur encore plus grand pour la Russie.

Personne n'a à prendre part à une guerre dés-honorante. Les Daghestanais n'ont pas à mourir en Ukraine. Les Tchétchènes, les Ingouches, les Ossètes, les Circassiens et tous les autres peuples qui sont passés sous le drapeau russe. Au total, près de 200 peuples différents... Vous savez qui les envoie en Ukraine. Celui qui envoie veut en faire un «cargo 200».

Vous voulez ça? Non? Je suis sûr que vous voulez vivre. Je suis sûr que vous en avez assez qu'on vous mente. Je suis sûr que vous savez qu'il faut se battre maintenant!

Pour que les citoyens russes aillent à la guerre, on les pousse artificiellement à la pauvreté. À l'emprunt. Les gens sont intimidés par les répressions, harcelés par la propagande. Vous pouvez changer ça. Vous devez juste comprendre qui est un vrai symbole pour vous, qui est un héros pour vous, qui est la fierté de votre histoire, et qui veut juste profiter de vous.

Battez-vous! Et vous êtes sûrs de gagner!

www.president.gov.ua/en/news/zvernennya-prezidenta-ukrayini-do-korinnih-narodiv-rosiyi-bo-78137



FÉMINISMES

SOLIDARITÉ FÉMINISTE INTERNATIONALE POUR UNE RECONSTRUCTION INCLUSIVE ET JUSTE

OLGA GHEORGHIEV¹

L'avenir de l'Ukraine après la guerre est l'un des sujets centraux du débat politique aux niveaux national et international. La guerre de la Russie contre l'Ukraine a non seulement contraint des millions de réfugié·es et de personnes déplacées à l'intérieur du pays à fuir leur foyer, mais a également gravement affecté l'économie et les infrastructures de l'Ukraine, entraînant une baisse annuelle record du PIB, paralysant l'industrie et provoquant une forte hausse du chômage. En outre, la guerre a affecté de manière disproportionnée la vie des femmes, qui représentent plus de 90 % des réfugiés, ainsi que les enfants et les personnes âgées dont elles ont la charge.

Les visions sur la manière de reconstruire le pays varient en termes de portée et de priorité, et reflètent souvent les intérêts contradictoires des parties prenantes. Quels que soient les plans stratégiques et les récits qui guideront le redressement du pays, il est clair que les coûts seront supportés par les travailleurs ukrainiens. Dans le même temps, la pression mondiale en faveur d'une libéralisation accrue du marché du travail et d'une réduction des programmes de protection sociale pourrait conduire à une situation encore plus vulnérable et précaire sur le marché du travail pour les femmes ukrainiennes. La mesure dans laquelle les concepts de reconstruction de l'Ukraine reflètent les intérêts des travailleurs ukrainiens, y compris les femmes, dépendra de la mesure dans

laquelle ils sont inclus dans le débat et dans quelle mesure leurs voix sont entendues et reconnues.

«La crise actuelle a démontré l'existence de deux poids deux mesures, de la discrimination raciale et du traitement préférentiel de certains groupes de réfugiés.»

La Chambre d'experts en matière de genre de la République tchèque, en coopération avec l'Académie tchèque des sciences, a organisé une table ronde sur le thème «La solidarité féministe transnationale pour soutenir la reconstruction et la lutte de l'Ukraine». Parmi les invités figuraient la sociologue et militante politique ukrainienne Oksana Dutchak, la chercheuse et militante de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté Nina Potarska, la journaliste et rédactrice en chef de Voxpot Vojtěch Boháč, et Eva Čech Valentová, représentante de l'Association tchèque pour l'intégration et la migration. La discussion, animée par Míla O'Sullivan de l'Institut des relations internationales, nous a permis d'entendre les luttes et les visions de la reconstruction d'après-guerre de la bouche de représentants de la société civile ukrainienne.

La question de la solidarité transnationale est particulièrement pertinente étant donné que les réactions internationales à l'agression russe, en particulier celles des cercles de gauche occidentaux, ne sont pas toujours fondées sur une compréhension profonde des luttes menées par les groupes féministes et les travailleurs en Ukraine. En mars 2022, un certain nombre de féministes occidentales ont signé un manifeste condamnant le soutien de l'Ukraine en matière

1. Sociologue.

d'équipement militaire et appelant à une démilitarisation immédiate comme moyen de parvenir à la paix et à la sécurité dans la région. Cette incompréhension des circonstances historiques et de la situation actuelle a été mise en évidence dans une réponse initiée par des féministes ukrainiennes intitulée «The Right to Resist: A Feminist Manifesto». Les autrices, dont la chercheuse Oksana Dutchak, ont condamné l'ignorance de celles qui se livrent à une «analyse géopolitique abstraite» et ne reconnaissent pas le droit de l'Ukraine à résister à l'agression impérialiste et «le droit des femmes à déterminer de manière indépendante leurs besoins, leurs objectifs politiques et les stratégies pour les atteindre».

Dans le cadre du débat, Oksana Dutchak a exprimé un certain nombre de questions qui sont devenues particulièrement pertinentes pendant la guerre et qui nécessitent une réponse conjointe de la gauche ukrainienne et occidentale. Tout d'abord, le grand nombre de réfugié·es ukrainien·es en Europe et les obstacles qu'ils et elles rencontrent sur le chemin de la migration ont à nouveau soulevé la question des régimes frontaliers européens. La crise actuelle a démontré l'existence de deux poids deux mesures, de la discrimination raciale et du traitement préférentiel de certains groupes de réfugié·es. Elle a également mis en évidence les obstacles systémiques auxquels les réfugié·es ukrainien·es (dont la plupart sont des femmes avec enfants) sont confronté·es lorsqu'elles et ils tentent de s'intégrer aux marchés du travail européens.

«Toute critique de l'OTAN et des structures similaires devrait tenir compte des intérêts des petits États pour lesquels ces groupes militaires et de défense sont vitaux.»

En outre, la guerre appelle à la création d'un nouveau système de sécurité durable dans la région,

capable de garantir la paix et la stabilité des pays d'Europe orientale. L'expérience de l'Ukraine montre la vulnérabilité des États neutres et la nécessité urgente de construire un système de sécurité efficace, stable et équitable, capable de protéger contre toute nouvelle agression impérialiste. Toute critique de l'OTAN et de structures similaires devrait tenir compte des intérêts des petits États pour lesquels ces groupes de défense militaire sont vitaux. Outre la création et le maintien d'alliances de sécurité efficaces, il convient de mettre en œuvre des programmes visant à accélérer le désarmement mondial, ainsi que des traités multilatéraux et à grande échelle de réduction des armements stratégiques.

Les activistes et les experts ukrainiens ont également plaidé en faveur de l'annulation de la dette extérieure. La crise économique à laquelle l'Ukraine est confrontée en raison de l'invasion russe a pour toile de fond des obligations croissantes en matière de dette, en particulier envers les organisations et institutions financières internationales telles que la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international et la Commission européenne. Comme l'ont noté les panélistes, le montant énorme de la dette extérieure est une source de préoccupation. En outre, avant même le début de l'invasion à grande échelle, il était clair que l'Ukraine ne serait pas en mesure de gérer sa dette croissante et de satisfaire en même temps aux conditions du FMI. Dans ce contexte, la BM a fait valoir que la «bonne gouvernance» était cruciale pour un État en guerre qui continuait à recevoir un soutien financier sous forme de prêts.

En d'autres termes, les institutions financières attendent de l'État qu'il soutienne une «économie de marché réussie», principalement en protégeant les entreprises privées et en stabilisant les paramètres macroéconomiques. La priorité absolue



de la BM est de «s'attaquer à l'inflation et à la stabilité macrofinancière», puis de «rétablir la capacité des entreprises privées à reprendre leurs activités normales». Ainsi, les aspects les plus importants qui restent sans réponse sont les soins de santé, la prise en charge des groupes vulnérables, la sécurité et les besoins matériels du peuple ukrainien.

«Le besoin urgent d'aide humanitaire détourne l'attention et les ressources des efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes et à protéger les droits sociaux.»

La BM affirme également que les plans de reconstruction peuvent «fournir l'occasion de repenser les services sociaux... La reconstruction des institutions de services sociaux devrait viser un nouveau modèle de soins qui ne soit plus principalement institutionnel (par exemple, orphelinats, maisons de retraite, institutions pour personnes handicapées), mais plutôt axé sur les soins à domicile et dans la communauté». En d'autres termes, cette approche est fondée sur le transfert de la responsabilité de l'aide sociale et des soins aux personnes et à leurs familles, ce qui indique une fois de plus que la charge sociale sera largement supportée par les femmes.

Bien qu'il s'agisse d'un coup dur pour la lutte pour l'égalité des sexes en Ukraine, la position précaire et vulnérable des femmes ukrainiennes sur le marché du travail, dans l'économie informelle et dans l'accomplissement de leurs obligations sociales n'est pas un sujet nouveau. Comme le souligne le manifeste de Right to Resist, «les féministes ukrainiennes se sont battues contre la discrimination systémique, le patriarcat, le racisme et l'exploitation capitaliste bien avant aujourd'hui». Comme l'a fait remarquer Nina Potarska de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté au cours de la discussion, le besoin urgent d'aide humanitaire détourne l'attention et les

ressources des efforts visant à garantir l'égalité des sexes et à protéger les droits sociaux.

Contraintes de fuir la zone de guerre, et souvent de quitter carrément le pays, les Ukrainiennes ont été confrontées à des problèmes d'accès au logement, aux infrastructures sociales, sans revenus stables, aux services de santé et aux droits reproductifs (notamment en matière d'accès à la contraception et à l'avortement). Nombre d'entre elles risquent d'être victimes de la traite sexuelle forcée. Les problèmes d'accès aux services sociaux, notamment aux écoles et aux jardins d'enfants, ont alourdi la charge des femmes, qui s'occupent souvent non seulement de leurs enfants mais aussi des membres handicapés ou âgés de leur famille et de leur communauté. Ces responsabilités rendent également difficile l'intégration des femmes sur le marché du travail.

«La grande vague de réfugiés a trouvé les pays européens complètement démunis pour leur fournir un logement adéquat, et a également révélé une faible capacité organisationnelle.»

Nina Potarska a également attiré l'attention sur la situation des femmes dans les territoires occupés qui sont coincées entre la nécessité de survivre dans les conditions imposées par les forces d'occupation et les accusations potentielles de collaboration par les autorités ukrainiennes. C'est généralement le cas des enseignants, des médecins et d'autres travailleurs qui sont contraints de trouver des stratégies de survie dans une réalité nouvelle et extrêmement menaçante.

Eva Čech Valentova, de l'Association tchèque pour l'intégration et la migration, a évoqué les ressources limitées et la lourde charge de travail des ONG travaillant avec les migrants et les réfugiés, dont les «lignes d'assistance se sont transformées en lignes téléphoniques d'urgence». La grande vague de réfugiés a pris les pays européens, dont la République

tchèque, complètement au dépourvu pour leur fournir un logement adéquat, et a révélé un manque de plans de gestion de crise et une faible capacité organisationnelle. Dans ce contexte, les ménages privés et leur capacité à s'auto-organiser ont joué un rôle crucial dans l'accueil des réfugiés.

En outre, la politique migratoire tchèque reflète mal le contexte de genre de la migration et reste, selon les termes d'Eva Czech Valentova, «aveugle au



Elena Osipova, 77 ans, a exposé ses affiches à Saint-Petersbourg. La police a envahi le lieu et a emporté toutes les affiches.

genre». Il s'agit des droits reproductifs et de l'accès aux soins de santé, de la lutte contre la violence fondée sur le sexe, ainsi que du rôle social et reproductif des femmes en tant que seules responsables de leurs enfants et des autres membres de la famille. Dans le même temps, le traitement inadéquat de ces questions aux niveaux politique et institutionnel complique

les processus d'intégration équitable et durable des femmes sur le marché du travail et dans la société en général. Actuellement, les plans et propositions du gouvernement tchèque se concentrent sur le court terme et les besoins matériels les plus urgents des réfugié-es. Ils ne répondent pas aux besoins à long terme d'une infrastructure sociale adéquate pour soutenir les femmes et leurs enfants dans le processus d'intégration.

Enfin, le journaliste Vojtech Bogach a présenté un aspect important du rôle des femmes journalistes dans la couverture et la documentation des conséquences de l'invasion russe. L'agression russe, comme les guerres en général, est souvent décrite comme une démonstration de force hypermasculine, et le récit du courage et de l'héroïsme masculin domine les récits documentant la guerre. Vojtech Bogach a souligné l'importance de couvrir des histoires qui évitent ces vues hypermasculines et détaillent plutôt les sacrifices consentis par les femmes qui s'aventurent dans des voyages dangereux et imprévisibles pour la sécurité de leurs enfants. Les femmes journalistes ont la possibilité d'aller au-delà des reportages de guerre habituels et de devenir une voix importante pour une couverture véridique, sensible et complète de ces périodes troublantes.

EUROPE SOLIDAIRE SANS FRONTIÈRES

<https://commons.com.ua/uk/mizhnarodna-feministichna-solidarnist-z-ukrayinoyu/>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65615>

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

RÉSISTER À LA GUERRE ET À LA RÉPRESSION DANS LA RUSSIE DE POUTINE

ENTRETIEN AVEC IVAN OVSYANNIKOV¹

Les militants russes ont appelé à des journées internationales de protestation du 19 au 24 janvier 2023 contre la guerre impérialiste de Poutine en Ukraine et la répression politique en Russie. Des milliers de progressistes, socialistes, anarchistes et féministes russes ont été arrêtés, des centaines ont été emprisonnés avec de longues peines, et un nombre incalculable d'entre eux sont sous surveillance pour leur opposition au régime. Ashley Smith, membre de *Tempest*, interroge le socialiste russe Ivan Ovsyannikov sur la guerre impérialiste, la résistance à celle-ci et la répression politique.



Les militant-es russes ont appelé à des journées d'action internationales du 19 au 24 janvier 2023 pour demander la libération des prisonniers politiques emprisonnés par le régime de Poutine. Qui sont certains de ces prisonniers et pourquoi ont-ils été incarcérés ?

Il y a plus de répression politique aujourd'hui que dans le souvenir de mon passé. Selon le portail des droits de l'homme OVD-info, plus de 20 000 personnes ont été détenues lors de manifestations l'année dernière (huit fois plus qu'en 2020). Quatre cents militants antiguerre font l'objet de poursuites pénales; 120 d'entre eux sont en prison ou assignés à résidence. Par conséquent, lorsque nous mentionnons certains noms de prisonniers politiques, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais seulement d'exemples choisis, en grande partie au hasard.

1. Ivan Ovsyannikov est un militant socialiste russe. L'entretien a été conduit par Ashley Smith.

Ceux que le Mouvement socialiste russe (RSM) a mentionnés dans son appel à la solidarité représentent une partie de la «collectivité» de gauche, qui (comme la société civile russe dans son ensemble) est systématiquement détruite par les autorités. Arrêté en avril, Kirill Ukraintsev est un vidéoblogueur de gauche bien connu. Il est un dirigeant du syndicat *Kurier*, qui défend les intérêts de l'un des groupes de travailleurs les plus précaires: les livreurs, les coursiers.

La raison officielle de son arrestation n'est autre que sa participation à des manifestations pacifiques de travailleurs, interdites par les autorités. La raison réelle est la tentative (heureusement infructueuse jusqu'à présent) de briser la résistance des coursiers et d'envoyer un signal au mouvement syndical: les grèves pendant la guerre sont inadmissibles.

Le socialiste démocrate Mikhail Lobanov est probablement le politicien d'opposition le plus connu encore en Russie. En 2021, Lobanov, mathématicien et militant syndical, s'est fait connaître grâce à sa victoire écrasante lors des élections à la Douma de Moscou (qui lui a été volée par un scandaleux tripatouillage des votes). L'année dernière, Lobanov a organisé une plateforme électorale appelée *Nomination*. Elle a soutenu les militants antiguerre lors des élections municipales dans la capitale.

Depuis lors, Lobanov a été arrêté à plusieurs reprises étant donné sa position. La dernière fois ce fut peu avant le nouvel an. Pendant son séjour en prison, il a été battu. Il y a quelques jours, Lobanov a été libéré, mais nous craignons pour son sort. Dans

le contexte russe, ces arrestations envoient un signal clair : « Quittez le pays, ou vous serez incarcérés pour longtemps. »

Alexandra Skochilenko est une artiste et féministe de Saint-Petersbourg qui a été arrêtée au printemps pour avoir remplacé les étiquettes de prix dans les magasins par des imprimés antiguerre. Elle risque maintenant une longue peine de prison pour « diffusion de fausses informations sur l'armée ». Alexandra Skochilenko est un symbole de la protestation pacifique, qui, dans l'actuelle Russie, est devenue presque aussi dangereuse que les actions militantes, telles que l'incendie des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires.

Les accusés [fin août] dans l'« affaire Tioumen » [capitale de l'oblast du même nom en Sibérie occidentale, ville de quelque 800 000 habitants] sont plusieurs anarchistes [six] accusés par les autorités de préparer des attaques terroristes. Selon les enquêteurs, les jeunes gens allaient faire sauter des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires, des postes de police et des voies ferrées qui transportent des armes vers l'Ukraine. Il n'existe aucune preuve réelle de ces intentions, si ce n'est des témoignages obtenus sous la torture. Le cas de Tioumen n'est qu'un exemple parmi d'autres des actes de répression, ces dernières années, du gouvernement contre de jeunes anarchistes dans différentes villes du pays (par exemple, le cas du Réseau [voir à ce sujet l'article d'openDemocracy du 27 avril 2018], le cas des adolescents de Kan [voir l'article du 9 décembre 2020 sur le Yorkshire EveningPost], et bien d'autres).

Nous avons choisi de mettre en avant ces cas en partie parce que l'on est beaucoup moins informé dans le monde sur ces personnes de gauche réprimées et incarcérées que sur des personnalités telles qu'Alexei Navalny (dont nous demandons aussi, bien

sûr, la libération). Nous espérons, entre autres, que les informations sur cette répression inciteront les les militant·e·s de gauche à l'étranger à adopter une position plus ferme contre le régime de Poutine et sa guerre en Ukraine.

Vous avez vous-même récemment fui le pays pour éviter les persécutions politiques. Quelles sont les conditions faites à la dissidence politique? Comment les gens ont-ils réussi à continuer à s'organiser dans ces conditions?

J'aimerais bien dire que le mouvement de protestation en Russie se développe malgré toute la répression, mais, malheureusement, ce n'est pas le cas. Avant la guerre, manifester était déjà extrêmement risqué, mais les militant·e·s pouvaient se sentir relativement en sécurité tant qu'ils n'enfreignaient pas les règles non écrites (qui étaient constamment renforcées). Aujourd'hui, vous pouvez être arrêté ou licencié pour toute critique, même voilée, de la guerre ou toute autre manifestation de « manque de loyauté ».

Parfois, il n'y a pas de véritable raison à cela. Par exemple, de nombreuses féministes de Saint-Petersbourg (en particulier, ma femme, Valeria) ont été détenues pendant plusieurs jours car elles étaient soupçonnées de « terrorisme téléphonique ». Cette accusation a été complètement inventée par la police pour isoler les manifestant·e·s potentiels à la veille d'anniversaires importants pour le régime. Par exemple, Valeria a été arrêtée quelques jours avant l'anniversaire de Poutine.

Même dans le cas de manifestations non politiques (par exemple, pour défendre les parcs des villes avec des arbres ou les droits des travailleurs), la plupart prennent aujourd'hui la forme de simples appels aux autorités, car il est devenu impossible de sortir dans la rue, quel que soit le sujet ou le thème. Tout acte de dissidence sera écrasé.

Cependant, la résistance se poursuit, même si nous n'avons pas vu de manifestations de rue ces derniers mois. Les militant·es antiguerre animent des chaînes Telegram, distribuent des tracts, font des graffitis et aident les prisonniers politiques. Certains syndicalistes continuent à s'organiser et même à mener des actions collectives. Par exemple, en décembre, le syndicat Kurier a organisé une impressionnante grève interrégionale. Des personnes téméraires ont mis le feu à des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires. Au cours de l'année écoulée, une centaine de cas de ce type ont été recensés.

L'invasion impérialiste de l'Ukraine par Poutine a échoué. Pour sauver la situation, il a opéré des remaniements parmi les généraux; il a déclenché des attaques relevant du terrorisme d'État contre des cibles civiles en Ukraine; il a tenté de consolider son emprise sur l'est et le sud-est du pays. Certains signes indiquent qu'il va lancer une offensive, peut-être à partir de la Biélorussie, dans une nouvelle tentative de reprendre le contrôle du pays. Quelle est la stratégie de Poutine maintenant?



Je ne suis pas un expert militaire. De plus, après le 24 février, la rationalité de Poutine et de son entourage, leur capacité à penser stratégiquement, n'est pas très évidente. Néanmoins, je suis sûr que dans les mois à venir, nous assisterons à une nouvelle escalade des hostilités, à une nouvelle série d'attaques contre des populations civiles et à une nouvelle vague de mobilisations en Russie.

Poutine ne peut pas faire marche arrière. Une défaite militaire signifierait presque certainement l'effondrement de son régime. L'Ukraine n'acceptera jamais la confiscation de ses territoires et (si les pays occidentaux lui fournissent suffisamment d'armes) elle a toutes les chances de les reconquérir. Par conséquent, il y a peu d'espoir que Poutine batte en

retraite ou fasse des concessions, ce qui serait une condition préalable à tout règlement négocié.

Poutine a récemment mobilisé des centaines de milliers de personnes pour renforcer ses forces d'occupation en Ukraine. Quel impact cette mobilisation a-t-elle eu sur la population et la conscience politique? Va-t-il mobiliser davantage de personnes, soit pour maintenir l'occupation, soit pour lancer une nouvelle offensive? Quel impact aurait une autre mobilisation sur l'attitude des gens vis-à-vis de la guerre?

Comme je l'ai dit, une nouvelle vague de mobilisation viendra presque certainement. Quant aux sentiments de la population, il est difficile d'en dire davantage avec certitude. Les sondages, en particulier ceux qui interrogent directement [par téléphone] les gens sur leur attitude à l'égard de la guerre, sont trompeurs. En règle générale, les Russes ont peur de parler aux enquêteurs de «l'opération militaire spéciale» ou de Poutine. La grande majorité refuse de communiquer avec les enquêteurs, d'autres évitent les sujets politiquement sensibles, et d'autres encore mentent. Après l'annonce de la mobilisation, de nombreux jeunes hommes n'ont tout simplement pas décroché le téléphone ayant numéro inconnu.

Selon les instituts de sondage indépendants de l'État, environ 30 % des Russes peuvent être classés comme opposants à la guerre, et environ 50 % comme partisans. Cependant, la signification de ces chiffres n'est pas tout à fait claire. Beaucoup de ceux et celles qui ont soutenu la guerre aspirent à une paix rapide, quelles que soient les conditions. Beaucoup de ceux et celles qui sont contre la guerre ont renoncé et cessé de faire quoi que ce soit actuellement.

Je pense qu'après février, la société russe est sous le choc, la confusion, la dépression et la dépolitisation (que le régime de Poutine encourage depuis des décennies). Ces conditions entravent

l'auto-organisation encore plus efficacement que la peur des représailles.

La réponse de la société à la récente mobilisation s'est opérée sous toutes sortes de formes de ce que l'on pourrait qualifier de «sabotage individuel». Des centaines de milliers de personnes ont fui le pays en octobre-novembre 2022, la plupart vers des pays voisins comme la Géorgie, le Kazakhstan et la Turquie, où l'entrée ne nécessite pas de visa. Beaucoup de ceux qui n'ont pas cette possibilité se cachent à la campagne et ont quitté leur domicile pour vivre chez des amis ou des connaissances.

Ceux qui ont été mobilisés se rebellent assez souvent, réclamant un meilleur soutien matériel ou des périodes d'entraînement suffisantes. Bien que ces protestations ne soient pas antiguerre, elles sont susceptibles de saper la discipline de l'armée et, dans certaines conditions, elles peuvent se transformer en quelque chose de plus important. Il est difficile de se prononcer avec certitude sur le nombre de déserteurs et de *refuzniks*, car seule une petite partie de ces cas est médiatisée. Cependant, ces histoires sont nombreuses. Tout cela témoigne-t-il de la croissance de la conscience politique? Honnêtement, c'est difficile à dire.

Quelles sont les conditions économiques et politiques pour les gens en Russie aujourd'hui? Ces conditions modifient-elles la conscience des gens à l'égard de la guerre? Quelle est la solidité de la base populaire de Poutine?

Les conditions sont mauvaises pour un nombre croissant de personnes. L'inflation, la pénurie de certains produits importés, le départ de nombreuses entreprises occidentales et le ralentissement général de l'économie russe en raison des sanctions ont eu un impact énorme. La situation est particulièrement difficile pour les familles des personnes mobilisées.

Elles ont perdu leurs proches et leurs soutiens de famille. Cependant, la mobilisation et l'exode massif des spécialistes ont quelque peu amélioré la situation sur le marché du travail. Les emplois ont augmenté, notamment dans l'industrie militaire.

Je ne pense pas qu'une détérioration de la situation économique conduira à un soulèvement à elle seule. Les Russes s'adaptent bien aux crises. Les «années [19]90 de la faim», où la population a survécu au moyen de ses activités artisanales et des gîtes, l'ont démontré.

Cependant, avec la combinaison de défaites sur le front, d'une augmentation du nombre de morts et de dissensions au sommet du régime et parmi les oligarques, une situation disons propice à une «révolution» pourrait se développer. C'est exactement ce qui s'est passé dans les années 1980, lorsque la guerre impopulaire en Afghanistan, les problèmes économiques et les réformes tardives de Gorbatchev ont conduit à l'effondrement de l'URSS.

Quelles sont les perspectives de la résistance contre Poutine en Russie ainsi qu'en Biélorussie?

Je pense, comme cela s'est produit plus d'une fois dans l'histoire de la Russie, que la défaite militaire serait un catalyseur du changement. Si cela se produit, le processus peut se développer selon la formule classique de Lénine : la classe dirigeante ne peut pas gouverner à l'ancienne, et les classes populaires ne peuvent pas vivre à l'ancienne. Les scissions et les conflits au sein des élites se combineront avec la montée du mouvement de protestation et, probablement, avec des actions séparatistes dans les républiques nationales. Je suis sûr que le régime de Loukachenko tombera le jour même où le pouvoir en Russie sera ébranlé.

Quelles positions la gauche internationale devrait-elle adopter sur la guerre impérialiste de la Russie, sur l'OTAN et l'Ukraine?

L'OTAN, bien sûr, c'est le fléau. Mais il faut se rappeler que dans cette affaire, c'est la Russie de Poutine, et non l'OTAN, qui est l'agresseur. La gauche internationale doit comprendre que la victoire de Poutine serait une victoire pour les forces politiques et les régimes d'extrême droite dans le monde. Contrairement à l'opinion des «pacifistes» qui s'opposent à l'aide militaire à l'Ukraine, céder à l'agresseur conduirait à la normalisation des conquêtes territoriales et à de nouvelles guerres d'agression dans le monde.

En outre, la victoire de Poutine signifierait la perpétuation de l'esclavage pour les peuples d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie et d'autres pays post-soviétiques dans l'orbite de l'impérialisme russe. Elle préserverait également le modèle barbare de capitalisme oligarchique fondé sur des inégalités sociales record, la corruption et le commerce des hydrocarbures que nous connaissons en Russie.

En analysant la situation, la gauche doit s'inspirer de la tradition de solidarité antifasciste dans la lutte contre la tyrannie. Cela signifie un soutien sans compromis à l'Ukraine, ainsi qu'aux mouvements de libération biélorusses et russes.

TEMPEST, 22 JANVIER 2023

Traduction: [A l'Encontre](#).

NOUS DISONS: GUERRE À LA GUERRE!



MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE (BRANCHE ÉMIGRATION)

Depuis un an, le régime de Vladimir Poutine tue des Ukrainiennes et des Ukrainiens, envoie des centaines de milliers de Russes à la mort et menace le monde de l'arme nucléaire au nom de l'objectif fou de restaurer son empire. Pour nous, femmes et hommes russes qui nous opposons à l'agression et à la dictature de Poutine, cette année a été une année d'horreur et de honte face aux crimes de guerre commis quotidiennement en notre nom.

À l'occasion du premier anniversaire de cette guerre, nous appelons toutes celles et ceux qui aspirent à la paix à participer aux manifestations et aux rassemblements contre l'invasion de Poutine. Malheureusement, tous les rassemblements «pour la

paix» qui auront lieu le week-end prochain ne seront pas des actions de solidarité avec l'Ukraine. Une grande partie de la gauche en Occident ne comprend pas la nature de cette guerre et prône le compromis avec le poutinisme. Nous avons rédigé cette déclaration pour aider nos camarades d'autres pays à comprendre la situation et à adopter la bonne position.

UNE GUERRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Certains auteurs occidentaux attribuent la guerre à des causes telles que l'effondrement de l'URSS, «l'histoire contradictoire de la création de la nation ukrainienne» et la confrontation géopolitique entre puissances nucléaires. Sans nier l'importance de ces facteurs, nous sommes surpris de ne pas y trouver la raison la plus importante et la plus évidente de

ce qui se passe : la volonté du régime de Poutine de supprimer les mouvements de protestation démocratique dans toute l'ancienne Union soviétique et en Russie même.

La réoccupation de la Crimée en 2014 et le déclenchement des hostilités dans le Donbass étaient une réponse du Kremlin à la «révolution de la dignité» en Ukraine, qui a renversé le gouvernement pro-russe corrompu de Viktor Ianoukovitch, ainsi qu'aux manifestations de masse des Russes pour des élections équitables en 2011-2012 (connues sous le nom de manifestations de la place Bolotnaya). L'annexion de la péninsule de Crimée a été une victoire de politique intérieure pour Poutine. Il a utilisé avec succès la rhétorique revancharde, anti-occidentale et traditionaliste (ainsi que la persécution politique) pour élargir sa base sociale, isoler l'opposition et effrayer la population avec les conséquences des «Maïdans».

Mais le regain de popularité qui a suivi l'annexion a été de courte durée. La fin des années 2010 a été marquée par la stagnation économique, une réforme impopulaire des retraites et des révélations anti-corruption très médiatisées par l'équipe d'Alexei Navalny qui ont fait s'effondrer la cote de Poutine, notamment auprès des jeunes. Des manifestations ont balayé le pays, et le parti au pouvoir, Russie Unie, a subi une série de lourdes défaites aux élections régionales. Dans ce contexte, le Kremlin a misé sur la conservation du régime. Le plébiscite constitutionnel de 2020 (qui a nécessité un trucage sans précédent, même selon les normes russes) a fait de Poutine un dirigeant à vie. Sous le prétexte de contenir la pandémie de Covid-19, les rassemblements de protestation ont été définitivement interdits. Une tentative d'empoisonnement du chef de l'opposition extraparlamentaire Alexei Navalny a eu lieu, à laquelle il a miraculeusement survécu.

Le soulèvement populaire de l'été 2020 au Bélarus a confirmé la conviction de l'élite russe que l'«Occident collectif» mène une «guerre hybride» contre la Russie, l'attaquant, elle et ses satellites, par des «révolutions de couleur». Bien sûr, de telles affirmations ne sont rien d'autre qu'une théorie du complot. Le mécontentement social et politique en Russie s'est accru en raison des inégalités sociales records, de la pauvreté, de la corruption, des reculs des libertés civiles et de l'évidente absence de perspectives du modèle russe de capitalisme, fondé sur l'appropriation des «rentes naturelles» par une couche parasitaire de l'oligarchie des matières premières. S'il y a une chose que nous pouvons reprocher à l'«Occident collectif», c'est sa complaisance de longue date envers le poutinisme, y compris sur la question ukrainienne. Pendant des décennies, la politique du *business as usual* a dominé les relations des élites européennes et américaines avec la Russie de Poutine, ce qui a permis à la dictature de prospérer, de réaliser des superprofits et de se sentir en totale impunité sur la scène mondiale.

LES CONCESSIONS À POUTINE NE MÈNERONT PAS À LA PAIX

L'invasion de l'Ukraine était une tentative de Poutine de répéter son triomphe de 2014 en Crimée – en s'assurant une victoire rapide, en ralliant la société russe autour du drapeau avec des slogans revancharde, en écrasant définitivement l'opposition et en établissant son hégémonie dans l'espace post-soviétique (que l'impérialisme de Poutine considère comme faisant partie de la «Russie historique»).

La résistance héroïque des Ukrainiens a contrecarré ces plans, transformant la «petite guerre victorieuse» dont rêvait le Kremlin en un conflit prolongé qui a épuisé l'économie russe et brisé le mythe de

l'invincibilité de son armée. Acculé, Moscou menace le monde avec ses armes nucléaires tout en exhortant l'Ukraine et l'Occident à négocier. À l'unisson de cette rhétorique, on entend les voix de ceux qui, dans la gauche européenne et états-unienne, s'opposent aux livraisons d'armes à l'Ukraine (pour «sauver des vies» et empêcher une apocalypse nucléaire). En même temps – puisque la Russie n'est pas prête à se retirer des territoires occupés, ce qui est une condition impérative pour Kiev (et la position de 93 % des Ukrainiens) – on sous-entend que l'Ukraine doit sacrifier sa souveraineté afin d'«apaiser l'agresseur». Une politique qui a de sinistres précédents dans l'histoire européenne!

SAUVER DES VIES?



Est-il donc vrai que la défaite de l'Ukraine (inévitabile si l'aide occidentale est réduite) permettra d'éviter davantage de victimes? Même si nous acceptons la logique non évidente du point de vue socialiste selon laquelle «sauver des vies» est plus important que de combattre la tyrannie et l'agression, nous pensons que ce n'est pas le cas. Il est notoire que Vladimir Poutine revendique l'ensemble du territoire de l'Ukraine, affirmant que les Ukrainiens et les Russes sont «une seule nation» et que l'existence d'un État ukrainien est une erreur de l'histoire. Un cessez-le-feu ne ferait que donner au Kremlin le temps de reconstituer sa capacité militaire en vue d'un nouvel assaut. Il s'agirait notamment d'augmenter la taille de l'armée en y enrôlant de force des Russes (pour la plupart issus des minorités ethniques et des plus pauvres).

Si l'Ukraine continue à résister à l'invasion sans approvisionnement en armes, cela entraînera d'innombrables pertes parmi les soldats et les civils ukrainiens. Et la terreur, dont nous avons vu les horribles

résultats à Boutcha et ailleurs, est ce qui attend tous les territoires qui seraient accaparés par la Russie.

L'IMPÉRIALISME MULTIPOLAIRE

Lorsque Poutine parle de se débarrasser de l'hégémonie américaine dans le monde et même d'«anti-colonialisme» (!), il ne fait pas référence à la création d'un ordre mondial plus égalitaire. Le «monde multipolaire» de Poutine est un monde où la démocratie et les droits humains ne sont plus considérés comme des valeurs universelles, et où les dites «grandes puissances» ont le champ libre dans leurs sphères d'influence géopolitiques respectives. Cela signifie essentiellement le rétablissement du système de relations internationales qui existait à l'aube des deux guerres mondiales. Ce «brave vieux monde» serait un endroit merveilleux pour les dictateurs, les corrupteurs et l'extrême droite. Mais ce serait l'enfer pour les travailleurs, les minorités ethniques, les femmes, les LGBT, les petites nations et les mouvements de libération. Une victoire de Poutine en Ukraine ne rétablirait pas le statu quo d'avant-guerre, elle créerait un précédent mortel légitimant ainsi «le droit des grandes puissances» de mener des guerres d'agression et de pratiquer le chantage nucléaire. Ce serait le prologue de nouvelles catastrophes militaires et politiques.

À QUOI CONDUIRAIT UNE VICTOIRE DU POUTINISME DANS LA GUERRE EN UKRAINE?

Une victoire de Poutine signifierait non seulement la soumission de l'Ukraine, mais aussi la soumission de tous les pays post-soviétiques aux diktats du Kremlin. En Russie, une victoire du régime préserverait un système défini par la domination de l'oligarchie du pouvoir et des combustibles fossiles sur les autres

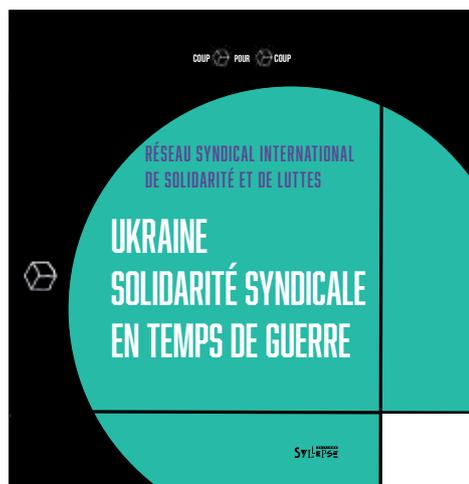
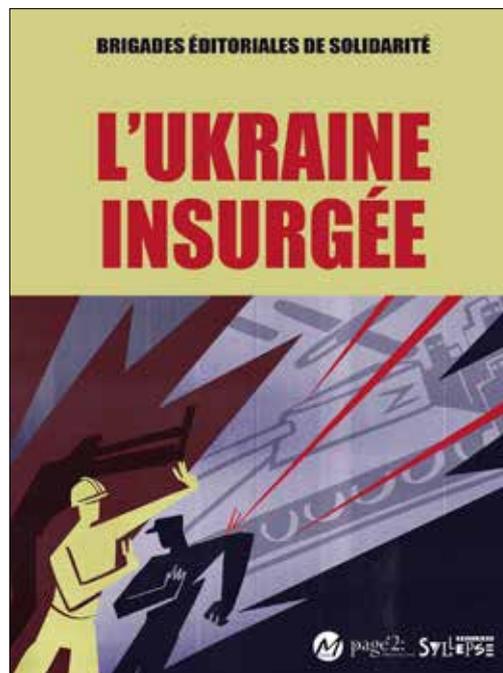
classes sociales (et surtout sur la classe ouvrière) et le pillage des ressources naturelles au détriment du développement technologique et social.

En revanche, la défaite du poutinisme en Ukraine donnerait probablement un élan aux mouvements pour le changement démocratique en Biélorussie, au Kazakhstan et dans d'autres anciens pays soviétiques, ainsi qu'en Russie même. Il serait trop optimiste de prétendre que la défaite à la guerre mène automatiquement à la révolution. Mais l'histoire de la Russie regorge d'exemples de revers militaires à l'étranger qui ont conduit à des changements majeurs dans le pays – dont l'abolition du servage, les révolutions de 1905 et 1917, et la Perestroïka dans les années 1980.

Les socialistes russes ne veulent pas une «victoire» de Poutine et de ses copains oligarques. Nous appelons tous ceux qui souhaitent réellement la paix et qui croient encore au dialogue avec le gouvernement russe à exiger qu'il retire ses troupes des territoires ukrainiens. Tout appel à la paix qui n'inclut pas cette exigence est fallacieux.

- Non à la guerre! Soyez solidaires contre l'invasion de l'Ukraine par Poutine!
- Mettez fin à l'enrôlement! Les Russes ne sont pas de la chair à canon!
- Libérez les prisonniers politiques russes!
- La Russie doit être libre!

PUBLIÉ DANS [INPRECOR.FR](https://inprecor.fr)
février 2023



PRISES DE POSITION

LA CRISE DE L'HÉGÉMONIE, L'IMPÉRIALISME ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

MAKSYM SHUMAKOV¹

Paix, négociation, arrêt de la guerre, beaucoup de gens discutent de ces sujets à propos de l'Ukraine, et souvent pour demander la reddition de l'Ukraine. Cependant, cette question est beaucoup plus large : il est nécessaire « d'offrir une nouvelle vision qui serait basée sur des valeurs de gauche et serait capable d'assurer une paix stable », affirme Maksym Shumakov. C'est l'objet de sa contribution, qui prend en compte l'évolution du capitalisme mondialisé et ses nouvelles contradictions. Il expose une « vision socialiste du système de sécurité international ».

La fin du 20^e siècle, marquée par la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide et la défaite du « socialisme réel », a encouragé les intellectuels à proclamer la « fin de l'histoire ».

Pour beaucoup de gens le dépassement de la logique campiste des blocs militaires, politiques et économiques était un point de non-retour, qui empêcherait les crises d'envergure mondiale à l'avenir. La conviction qu'un modèle de sécurité internationale stable avait été inventé était particulièrement dominante. Cette vision idyllique du monde n'a cependant pas duré longtemps. Le début du 21^e siècle s'est déroulé sous le signe de la « guerre contre le terrorisme » mondiale, de la montée en puissance de nouveaux géants économiques comme la Chine, du renouveau de formes radicales de nationalisme et de fondamentalisme. L'un des événements clés de cette séquence est la guerre russo-ukrainienne et son point culminant, l'invasion à grande échelle le 24 février 2022. La menace d'une confrontation nucléaire, d'un désastre écologique et humanitaire, et l'incapacité des mécanismes internationaux existants à arrêter la guerre – tous ces défis pour le système de sécurité mondial incitent à chercher une alternative. L'analyse de la situation actuelle du point de vue de la gauche socialiste et la discussion de nouvelles visions ont eu lieu lors de la conférence Feuerbach 11, organisée par la revue *Commons*.

1. Maksym Shumakov est étudiant à la faculté de philosophie et de recherche en intelligence artificielle (Lviv), militant de Sotsialniy Rukh, organisateur du réseau du syndicat étudiant indépendant Action directe. Il est aussi un militant de terrain, soutenant les réfugié·es à la gare de Lviv au début de la guerre, avec les étudiant·es luttant contre la fermeture de leur académie ou en soutien aux féministes de Bilkis.

LA RECONFIGURATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

Les événements qui ont commencé après le 24 février ont été causés par des changements structurels profonds. C'est pourquoi il est important qu'après la fin de la guerre, le système de sécurité mondial ne revienne pas à l'état qui a précédé l'invasion russe et qui a rendu possible l'escalade de la guerre russo-ukrainienne. Ilya Matveev, politologue, chercheur au laboratoire de sociologie publique et rédacteur en chef de *Posle Media*, a parlé de ces changements géopolitiques de ces dernières années et de leurs conséquences.

Dans cette perspective, le chercheur met en évidence les tendances récentes des relations entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Le changement général des politiques de ces pays est illustré par deux événements récents sans précédent. Premièrement, cette année, les États-Unis ont abandonné leur ligne d'«ambiguïté stratégique» vis-à-vis de Taïwan. Elle a été marquée par la déclaration de l'administration américaine selon laquelle, en cas de guerre contre Taïwan, les États-Unis devraient intervenir.

Deuxièmement, en raison du risque potentiel de pressions politiques et économiques de la part de l'Occident, la Chine effectue les fameux «tests de résistance» pour vérifier sa stabilité en cas de sanctions américaines telles que celles mises en œuvre contre la Russie après le 24 février. De nombreux investisseurs américains quittent déjà la Chine tandis que de plus en plus d'entreprises chinoises refusent les investissements et les actifs américains car, en cas de sanctions américaines, ils seront gelés. Par conséquent, il est juste de parler de la tendance mondiale

à la séparation économique, un processus opposé à la mondialisation de la fin du 20^e siècle.

Un autre exemple du processus de séparation proposé par Ilya Matveev est celui de la secrétaire d'État américaine au Trésor, Janet Yellen, qui soutient le «*friend-shoring*»: le déplacement des chaînes d'approvisionnement dans l'espace géopolitique occidental et la rupture des relations économiques avec la Chine. Cette idée devient de plus en plus influente dans les cercles intellectuels américains, car on pense que l'ère de la mondialisation est révolue et qu'il est donc nécessaire de créer une sorte de bloc commercial qui inclurait les pays politiquement amis et impliquerait de couper les liens économiques avec les pays aux comportements inamicaux, en premier lieu la Chine.

De l'avis d'Ilya Matveev, il est évident que la formation de blocs économiques – américain, chinois et peut-être russe – entraînera une pression supplémentaire entre les impérialismes et des menaces redondantes sur la sécurité mondiale. Bien sûr, les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis atteignent encore des milliards de dollars, il est impossible de s'en débarrasser instantanément. Par ailleurs, certains hommes politiques influents, tels qu'Olaf Scholz, critiquent le nouveau paradigme du «*friend-shoring*». Matveev résume la situation ainsi :

Bien sûr, ce processus a ses limites. Mais je crains qu'une fois lancée, la séparation économique ne s'auto-accélère. Cela pourrait se produire progressivement au début, le volume des échanges diminuerait lentement, puis l'isolement prendrait soudainement de l'ampleur, provoquant un rapt complet sur toutes les relations économiques. Alors, rien n'empêchera le monde de sombrer dans un nouveau conflit mondial.



DISCUSSIONS DANS LA GAUCHE INTERNATIONALE ET MENACES POUR LA RÉGION DE L'EUROPE DE L'EST

Face à des défis croissants, il est important d'élaborer de nouvelles visions du système de sécurité mondial dans une perspective de gauche. Alors que l'invasion russe illustre les conséquences possibles de la fragmentation et de la séparation économique, il est important de lui donner une évaluation politique appropriée, d'approfondir la compréhension des failles des outils existants de prévention de la guerre. Et bien qu'il n'existe pas de vision unifiée de ces événements au sein de la gauche, la majorité des voix socialistes reconnaissent l'existence de principes de base.

L'une d'elles est la distinction entre les guerres légitimes, telles que les guerres de défense nationale ou de libération nationale, et les guerres impérialistes ou coloniales – les guerres d'oppression. Cette distinction est fondamentale, affirme Gilbert Achcar, chercheur en développement et relations internationales à la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres. Cette classification fournit non seulement des outils permettant de reconnaître fermement la lutte des Ukrainiens contre la Fédération de Russie comme légitime – la rhétorique et les actions de Poutine sont certainement coloniales à l'égard de l'Ukraine – mais permet également une meilleure approche de la question de la montée du nationalisme ukrainien. Dans la situation de la guerre de libération nationale, le nationalisme du peuple opprimé est justifié, contrairement au nationalisme de l'opresseur qui est toujours chauvin dans son essence.

La classification des guerres décrite fournit le cadre dans lequel se déroulent les discussions, notamment sur les raisons de l'invasion militaire à grande échelle

de la Russie en Ukraine. Certaines organisations socialistes interprètent ces événements comme des mesures nécessaires que les autorités russes ont été contraintes de prendre en raison des menaces que l'impérialisme occidental fait peser sur sa sécurité nationale. Les partisans de cette position comparent les actions de la Russie à une situation hypothétique : imaginez que la Chine transforme le Mexique en sa base militaire, que feraient les États-Unis dans un tel cas ? Mais Gilbert Achcar souligne les incohérences d'une telle position car ses partisans, en cas d'invasion préventive des États-Unis au Mexique, devraient justifier les actions des États-Unis, le pays qui est pour eux l'incarnation de l'impérialisme mondial. L'essence de cet argument est la légitimation de l'agression, le déplacement de l'attention de l'impérialisme russe vers l'impérialisme américain, et finalement, cela pousse toutes les parties à entamer immédiatement des négociations dans lesquelles l'Ukraine n'aura pas de son mot à dire ou d'espace politique.

La gauche internationale a demandé et continue de demander la dissolution de l'OTAN car, après l'effondrement de l'Union soviétique, cette alliance militaire a changé non seulement de fonction mais aussi de mode d'action, a souligné Gilbert Achcar. Depuis les années 1990, l'alliance est intervenue dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak. L'expansion du bloc militaire n'a pas non plus cessé. Le chercheur résume la question :

Ainsi, nous devrions reconnaître le fait, qui ne justifie en rien les actions de la Fédération de Russie, que Vladimir Poutine est en partie le résultat de circonstances historiques et politiques façonnées par les États-Unis. La montée du nationalisme est une réaction à une menace de l'Occident que la

propagande de Poutine utilise pour renforcer les sentiments nationaux.

Tout en reconnaissant le rôle joué par les États-Unis dans la création des conditions qui ont permis l'émergence de la Russie de Poutine, il est important de ne pas décharger cette dernière de la responsabilité de sa politique. La Russie sous la présidence de Poutine est un pays extrêmement agressif qui a participé à des guerres ou les a déclenchées lui-même – la guerre en Syrie, deux guerres de Tchétchénie, la guerre en Ukraine. Ilya Matveev a noté que les autorités russes n'ont jamais proposé une architecture alternative pour la sécurité mondiale, sans l'OTAN, tout en critiquant toujours l'Alliance. Au contraire, les dirigeants russes ont un besoin pathologique de prouver qu'ils peuvent faire les mêmes choses que l'Alliance. Cela est prouvé, entre autres, par le fait que le discours de Poutine après l'annexion de la Crimée contenait des extraits de la déclaration d'indépendance du Kosovo.



Même si la rhétorique des autorités russes utilise des clichés sur la multipolarité et la lutte contre l'hégémonie américaine et pour la paix, les actions des dirigeants russes ont délibérément accru les tensions dans l'espace post-soviétique. Zofia Malisz, membre du parti parlementaire polonais de gauche Razem, affirme que l'OTAN, après l'inclusion de la Pologne et d'autres pays dans l'Alliance, a adopté une tactique extrêmement prudente vis-à-vis de la Russie. Par exemple, il n'y avait pas de soldats américains en Pologne jusqu'en 2014, et il n'y a sûrement pas d'armes nucléaires. L'escalade en Europe de l'Est a toujours été poussée par la Russie.

D'après Zofia Malisz, les positions de la gauche mondiale concernant la sécurité internationale et les mécanismes qu'elle propose sont très abstraits ou extrêmement idéologisés, ce qui les rend pratiquement inutiles dans les situations de conflit armé

en cours. La position abstraite de la gauche occidentale équivaut souvent à un pacifisme naïf, et une position idéologisée – à un discours du type «non à l'OTAN». Les défis auxquels les institutions internationales sont confrontées aujourd'hui sont bien plus compliqués que l'analyse que proposent les partisans des visions susmentionnées. Ils ne prennent pas en compte généralement l'éventail des formes de résistance immensément pertinentes, comme l'opposition à l'industrie des combustibles fossiles et au complexe militaro-industriel qui lui est lié.

La paix, la démilitarisation et le démantèlement de blocs militaires comme l'OTAN ou l'OTSC sont, sans aucun doute, des objectifs que la gauche devrait poursuivre à long terme, mais ce ne sont pas des objectifs opportuns.

Les politiciens qui ont adopté la position du «non à l'OTAN» ne sont pas cohérents, du moins lorsqu'ils mélangent les situations de tous les pays membres de l'Alliance, leurs intérêts et les défis qu'ils connaissent en matière de sécurité. Ainsi, pour parvenir à un accord, il est nécessaire de prendre en compte chaque pays du traité de l'Atlantique Nord, sa situation politique, et de proposer des alternatives au bloc militaire. Zofia Malisz affirme que jusqu'à présent, nous n'avons pas une réponse cohérente de la gauche occidentale dans laquelle un tel travail aurait été effectué. De plus, Razem a soulevé ces questions bien avant février 2022, et même à cette époque, alors que la situation mondiale était complètement différente, il n'y avait pas de stratégie cohérente.

Compte tenu de la menace active que représente l'impérialisme russe, des pays comme la Finlande, la Lettonie, la Pologne et la Roumanie ont parfaitement le droit de s'armer et d'exiger un approvisionnement en armes de la part de l'OTAN, estime Zofia Malisz. Ceux qui adoptent une position trop idéologique et

nient ce droit, ignorent les intérêts de sécurité des pays d'Europe de l'Est. Puisque certains partis de gauche reconnaissent la justification de l'armement des pays d'Europe de l'Est, «il y a maintenant place pour un dialogue sur cette question avec les socialistes occidentaux».

Mais, comme l'a noté la militante polonaise, une discussion internationale plus large et une recherche commune d'alternatives font encore défaut. Cela rend impossible une solidarité efficace pendant la guerre et fragmente le mouvement de gauche mondial :

Dans des endroits comme l'Ukraine, la Pologne et les pays scandinaves, la gauche ne peut tout simplement pas se permettre d'éviter l'analyse programmatique des politiques de défense et de se concentrer uniquement sur l'opposition à l'impérialisme de l'OTAN.

VISIONS SOCIALISTES POUR LE SYSTÈME DE SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Gilbert Achcar souligne que le programme socialiste contemporain doit être divisé en deux catégories, utopique et tactique. Cela permettra, selon lui, d'éviter les discussions improductives au sein de la gauche. Il est extrêmement important aujourd'hui de renouveler le dialogue sur les visions à court et moyen terme. La position pacifiste de la gauche occidentale, causée par une incapacité à formuler des visions à court terme, est très dangereuse et crée une absence d'idées non seulement dans le domaine de la sécurité et des capacités de défense, mais aussi concernant d'autres questions importantes, note Zofia Malisz. Par exemple, parce que la gauche occidentale qualifie Razem de pro-OTAN, elle refuse de discuter avec cette organisation d'autres sujets : économiques,

écologiques, culturels, etc. Zofia Malisz a parlé des dangers d'une telle situation pour l'Ukraine :

Quand il n'y a pas de débat international au sein de la gauche, quand la gauche ne participe pas à la discussion, s'en coupe, elle permet au capital de dominer, ce qui s'est produit en Pologne au début des années 1990. Nous n'avions pas d'alternatives de gauche pour le processus de transformation de la part de nos camarades occidentaux. Et cela peut se reproduire en Ukraine si, dans un avenir proche, il n'y a pas de dialogue et de compréhension des différentes réalités de sécurité politique.

Des actions et des propositions urgentes sont nécessaires pour assurer la paix dans la région et pour créer une alternative socialiste pour l'Ukraine. Sans le soutien inconditionnel de la gauche et du mouvement syndical ukrainiens, de nouvelles doctrines de choc néolibérales frapperont le pays.

Razem travaille pour une alternative de gauche dépassant le cadre de la fausse dichotomie entre pacifisme naïf et militarisme. Il est important, comme le note la militante et chercheuse socialiste française Catherine Samary dans ses travaux, de créer une manière plus démocratique de gérer les forces armées. Pour y parvenir, Razem propose une approche visant à construire les forces armées comme une institution de service public qui répond aux fonctions constitutionnelles de l'État, à savoir la défense de ses citoyens et la garantie de l'intégrité des frontières nationales. Ce concept minimise la capacité de l'armée à atteindre des objectifs politiques et économiques. Elle devrait, en premier lieu, assurer la sécurité des citoyens et l'inviolabilité des frontières de l'État, et seulement ensuite être en mesure d'aider les alliés. Zofia Malisz a noté qu'un autre point du programme du parti polonais prévoit de lutter contre la militarisation croissante de la société et

d'empêcher l'utilisation de l'armée pour atteindre les objectifs des forces politiques de droite. Pour y parvenir, ils proposent de limiter les budgets militaires à 2 %. Cela réduira également la possibilité d'utiliser les fonds budgétaires pour stimuler l'économie par le biais des complexes militaro-industriels.

Gilbert Achcar a proposé une autre approche pour façonner un système efficace pour une paix stable. Selon le chercheur, les socialistes doivent défendre le modèle conceptuel des relations internationales incarné par l'ONU et sa charte. En particulier, la non-ingérence des États dans les affaires des autres États, c'est-à-dire l'interdiction pour les États plus puissants d'intervenir dans les affaires des États moins puissants. La charte établit une certaine égalité entre les pays, créant ainsi un espace mondial plus démocratique. En même temps, le principe de non-ingérence ne s'étend pas aux activités des mouvements sociaux et partisans mondiaux. Gilbert Achcar note :

L'ONU est une réalisation historique importante, un produit du mouvement séculaire de l'histoire et de deux horribles guerres mondiales. Tout cela a permis la création de ce type d'organisation qui constitue, sans aucun doute, un énorme pas en avant dans la sphère des relations internationales, malgré toutes ses limites.

Le désarmement mondial, également inclus dans la charte de l'ONU, devrait être une position fondamentale du programme socialiste. Il devrait y avoir une campagne internationale constante sur cette question. Un exemple d'une telle initiative est le discours de 50 lauréats du prix Nobel qui ont avancé l'idée que tous les pays du monde diminuent leurs dépenses de défense de 2 % chaque année sous la supervision de l'ONU. Ils ont compté que quelques années de l'argent ainsi «libéré» pourraient être utilisées pour lutter efficacement contre le changement

climatique et vaincre les pandémies. Le principe de la démilitarisation a toujours fait partie intégrante du mouvement ouvrier. Vers la fin du 19^e siècle, Friedrich Engels s'adressait déjà aux travailleurs dans un pamphlet appelant à lutter pour le désarmement.

Aujourd'hui, nous pouvons observer une tendance objective à la fragmentation des relations internationales et de l'économie, et à la division du monde en sphères d'influence, ce qui marque la fin de la mondialisation au début du 21^e siècle. Les mécanismes habituels de la sécurité mondiale s'avèrent inefficaces dans les nouvelles circonstances qui permettent les conflits armés, les guerres économiques, etc. Dans la dichotomie entre néomercantilisme et économie mondialisée, la première alternative s'est avérée historiquement destructrice, et la seconde ne correspond pas à la réalité et perd de plus en plus de sa pertinence.

Il est extrêmement important aujourd'hui d'offrir une nouvelle vision qui serait basée sur les valeurs de gauche et serait capable d'assurer une paix stable. La création de telles politiques exige des discussions globales entre la gauche internationale, un dialogue sur les solutions à court terme et une analyse des situations individuelles des différents pays. Éviter davantage la polémique et la recherche commune d'alternatives, cultiver le vide d'idées et répéter des clichés dépassés revient à préparer le terrain pour les politiciens néolibéraux, les agressions interimpérialistes directes et la montée des forces d'extrême droite.

PUBLIÉ PAR [COMMONS](#), 31 JANVIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat



UN PLAN DE PAIX EN DIX POINTS

QUELLE PAIX POUR L'UKRAINE ?

Qui aurait pu prévoir, le 24 ou le 25 février 2022, qu'un an plus tard les Ukrainiens feraient l'objet d'une avalanche de propositions de paix et de cessez-le-feu de leurs ennemis mais aussi de leurs amis ? La réponse n'est pas difficile : pratiquement personne car tout le monde, ennemis mais aussi amis, ne croyait pas qu'un an plus tard, il y aurait encore un pays indépendant nommé Ukraine en état de négocier sérieusement quoi que ce soit avec la toute-puissante Fédération de Russie. En somme, si on parle aujourd'hui de paix, on le doit à la résistance héroïque et totalement « imprévue » du peuple ukrainien à l'agression de l'impérialisme grand-russe, laquelle a fait échouer les plans initiaux tant des uns que des autres.

Ceci étant dit, ces propositions de paix font problème. Venant des ennemis de l'Ukraine, elles se résument à un ultimatum clair et net : rendez-vous tout de suite pour qu'il y ait la paix aujourd'hui même ! Ou cette variante : rendez-vous pour que cesse le massacre inutile des Ukrainiens... dont les Ukrainiens sont les seuls responsables. Prononcé presque jour après jour par des éminences du Kremlin telles que Medvedev, Soloviev ou même Poutine lui-même, cet ultimatum ne fait qu'illustrer le cynisme et l'arrogance de ces sinistres personnages. Mais, répété par des gens qui se disent de gauche, il ne fait que scandaliser tout être normalement constitué : Comment est-il possible qu'une proposition de paix pose comme préalable qu'une des deux parties en cause accepte volontairement sa disparition ? Et aussi, qu'elle ne s'arme pas de façon adéquate pour faire front à la « deuxième plus grande puissance militaire » du monde ?

Mais, l'hypocrisie de ces prétendus « pacifistes »

apparaît dans toute sa splendeur macabre quand ces gens de gauche s'apitoient sur le sort tragique des seuls ukrainiens prétendument « sacrifiés inutilement » par leurs dirigeants, et ne disent rien des hécatombes de jeunes Russes servant de chair à canon au maître du Kremlin. S'ils voulaient vraiment la paix, ils pourraient très bien commencer par demander, en toute priorité, à Poutine de cesser de sacrifier ses compatriotes dans une guerre impérialiste et pas aux Ukrainiens qui ne font que défendre leur droit le plus élémentaire : le droit d'exister...

Si ces « propositions de paix » venant des ennemis des Ukrainiens sont de la plus pure propagande pour les imbéciles, il n'en va pas de même des propositions de paix des amis (ou prétendus amis) occidentaux des Ukrainiens. Prêchant – d'une façon ou d'une autre – la nécessité de « ne pas humilier Poutine », la plupart de ces propositions de paix sont conditionnées par le besoin des grandes puissances occidentales de ne pas couper les ponts avec la Russie, son marché et ses matières premières. C'est d'ailleurs pourquoi l'aide militaire offerte par les pays occidentaux à l'Ukraine fait imperceptiblement penser à celle offerte jadis par les pays du « socialisme réellement existant » au Vietnam luttant contre l'agression américaine : suffisante pour ne pas être vaincu mais insuffisante pour vaincre...

Évidemment, la résistance (imprévue) du peuple ukrainien en armes influe grandement sur la politique ukrainienne des Occidentaux, les obligeant à modérer ou même à « oublier » momentanément leurs pressions sur Kiev. Cependant, ces pressions refont périodiquement surface, surtout quand les Ukrainiens rencontrent des difficultés face à l'armée russe. C'est alors

qu'elles prennent la forme des propositions (ou plans) de paix conseillant aux Ukrainiens de «modérer» leurs ambitions (par exemple, en abandonnant la Crimée à la Russie) afin de ne pas créer trop de difficultés à Poutine et à son pouvoir à l'intérieur de la Russie.

L'objectif de telles propositions de paix est manifeste: amadouer Poutine afin de le rendre plus «raisonnable»! Malheureusement, cette tactique présente au moins deux grandes faiblesses, qui la rendent finalement inopérante. D'abord, elle ne tient aucun compte des populations intéressées (p. ex. des Tatars de Crimée) dont elle s'en fout éperdument, ce qui a comme conséquence logique qu'elle se heurte à leur refus et leur résistance. Et ensuite, qu'elle ignore les désastres auxquels ont abouti de telles «politiques d'apaisement» appliquées au 20^e siècle à des tyrans comme Hitler ou même à Poutine lui-même dans un passé beaucoup plus récent!

Inopérants pour ces raisons, ces «plans de paix» sont aussi et surtout immoraux car paternalistes et empreints d'arrogance de grande puissance. Voulant décider du sort du peuple Ukrainien en lieu et place de celui-ci, ils ne font que confirmer qu'au-delà des accords et des alliances passagères, le peuple ukrainien ne peut compter finalement que sur ses propres forces. Exactement comme il l'a fait dès le début de cette guerre. Et évidemment sur la solidarité active internationaliste des opprimés.es et de «ceux d'en bas» en Russie et Biélorussie, en Europe et de par le monde...

YORGOS MITRALIAS

1. SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

La Russie doit immédiatement retirer tous ses combattants du territoire de la centrale nucléaire de Zaporijjia. La centrale doit être immédiatement transférée sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du personnel ukrainien. La

connexion normale de la centrale au réseau électrique doit être rétablie immédiatement afin que rien ne menace la stabilité des réacteurs.

Il en va de même pour les menaces folles d'armes nucléaires auxquelles les responsables russes ont recours. Il n'y a et ne peut y avoir aucune excuse au chantage nucléaire.

2. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nous avons déjà lancé l'initiative Grain From Ukraine... L'Ukraine peut exporter 45 millions de tonnes de nourriture cette année. Et une partie importante de celle-ci doit se diriger vers ceux qui souffrent le plus.

Chaque pays peut se joindre à nous avec une contribution spécifique et devenir un cocréateur de la victoire contre la faim et la crise alimentaire.

3. SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Environ 40 % de nos infrastructures énergétiques ont été détruites par les frappes des missiles russes et des drones iraniens utilisés par les occupants.

Un objectif connexe de cette terreur est d'empêcher l'exportation de notre électricité vers les pays voisins, ce qui pourrait considérablement les aider à stabiliser la situation énergétique et à réduire les prix pour les consommateurs.

Je remercie tous nos partenaires qui ont déjà aidé l'Ukraine en lui fournissant des systèmes de défense aérienne et de défense antimissile. Cela nous permet d'abattre certains des missiles russes et des drones iraniens... Je leur demande d'augmenter leur aide respective.

Des restrictions de prix sur les ressources énergétiques russes devraient être introduites. Si la Russie essaie de priver l'Ukraine, l'Europe et tous les consommateurs d'énergie dans le monde de la prévisibilité et de la stabilité des prix, la réponse à cela



devrait être une limitation forcée des prix à l'exportation pour la Russie.

4. PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Des milliers de nos concitoyens, militaires et civils, sont en captivité chez les Russes. Ils sont soumis à des tortures brutales.

En outre, nous connaissons par les noms des 11 000 enfants qui ont été déportés de force en Russie. Ils ont été séparés de leurs parents en pleine connaissance de cause.

Ajoutez à cela des centaines de milliers d'adultes déportés et des prisonniers politiques. Des citoyens ukrainiens qui sont détenus en Russie et dans le territoire temporairement occupé, en particulier en Crimée.

Nous devons libérer toutes ces personnes.

5. CHARTE DES NATIONS UNIES ET INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE L'UKRAINE

Nous devons rétablir la validité du droit international – et cela sans aucun compromis avec l'agresseur. Car la Charte des Nations unies ne peut être appliquée de manière partielle, sélective ou selon son bon vouloir.

La Russie doit réaffirmer l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans le cadre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations unies et des documents internationaux contraignants applicables. Il ne s'agit pas de négociations.

6. TROUPES RUSSES ET HOSTILITÉS

La Russie doit retirer toutes ses troupes et formations armées du territoire de l'Ukraine. Le contrôle de l'Ukraine sur toutes les sections de la frontière de notre État avec la Russie doit être restauré. Cela entraînera une cessation réelle et complète des hostilités.

7. JUSTICE

Le monde devrait approuver l'établissement du tribunal spécial concernant le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine et la création d'un mécanisme international pour compenser tous les dommages causés par cette guerre. Une compensation aux dépens des actifs russes est nécessaire, car c'est l'agresseur qui doit tout faire pour rétablir la justice qu'il a violée.

Nous avons déjà proposé une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU concernant un mécanisme international de compensation des dommages causés par la guerre russe. Elle a été approuvée. Nous vous demandons de la mettre en œuvre.

Nous préparons également la deuxième résolution, sur le tribunal spécial. Nous vous conjurons d'y adhérer et de la soutenir.

8. PROTECTION IMMÉDIATE DE L'ENVIRONNEMENT

Des millions d'hectares de forêt ont été brûlés par les bombardements. Près de 200 000 hectares de nos terres sont contaminés par des mines et des obus non explosés.

Je remercie tous les pays qui nous aident déjà à déminer. Il est urgent d'augmenter le nombre d'équipements et d'experts pour ces opérations.

Des fonds et des technologies sont également nécessaires pour la restauration des installations de traitement des eaux.

9. PRÉVENTION DE L'ESCALADE

L'Ukraine n'est membre d'aucune alliance. Et la Russie a pu déclencher cette guerre précisément parce que l'Ukraine est restée dans la zone grise, entre le monde euro-atlantique et l'impérialisme russe.

Nous devrions organiser une conférence internationale pour cimenter les éléments clés de l'architecture de sécurité d'après-guerre dans l'espace euro-atlantique, y compris les garanties pour l'Ukraine. Le principal résultat de la conférence devrait être la signature du Pacte de sécurité de Kiyv. (Le pacte de sécurité de Kiyv de neuf pages publié en septembre appelle les pays occidentaux à fournir des «ressources politiques, financières, militaires et diplomatiques» pour renforcer la capacité de Kiyv à se défendre).

10. CONFIRMATION DE LA FIN DE LA GUERRE

Lorsque toutes les mesures antiguerre seront mises en œuvre, lorsque la sécurité et la justice commenceront à être rétablies, un document confirmant la fin de la guerre devra être signé par les parties. Les États prêts à prendre l'initiative de telle ou telle décision peuvent devenir parties à cette convention.



LES VILLES DU DONBASS FURENT DES INCUBATEURS DE LA LOYAUTÉ AU PROJET IMPÉRIAL RUSSE PUIS SOVIÉTIQUE

HANNA PEREKHODA¹

Poumon industriel de l'empire russe puis de l'Union soviétique, le Donbass fut avant tout la courroie de transmission du pouvoir impérial et post-impérial dans une périphérie traitée avec suspicion.

Depuis 2014, la guerre fait rage dans un territoire dont le nom est devenu familier des habitants d'Europe de l'Ouest comme du monde entier: le Donbass. Pourtant, son histoire reste mal connue, et sujette à de nombreux clichés. Historiquement, pourriez-vous nous présenter ce territoire qu'est le Donbass, et nous dire ce qu'il a de si singulier?

L'utilisation du terme «Donbass» est en soi assez problématique, parce qu'il désigne une région géographique et économique: le bassin houiller de la rivière Donets. Lorsqu'on dit Donbass, en fait on parle d'une région qui ne correspond à aucune réalité administrative, toutefois souvent ce vocable est utilisé pour parler du territoire de l'oblast de Donetsk et de Lougansk en Ukraine.

En 1917, le mot Donbass désignait un territoire qui ne coïncide qu'en partie avec deux oblasts. Le Donbass se trouve dans ce qu'on appelait le champ sauvage c'est-à-dire la région steppique qui était très faiblement peuplée jusqu'au 19^e siècle: un espace

frontalier entre l'empire russe et l'empire ottoman, où les rares habitants étaient essentiellement des cosaques; un groupe militaire chargé de protéger ces frontières épaisses, ces marches entre l'empire russe, la Pologne et l'empire ottoman. Ce vaste champ sauvage avait été conquis par la Russie principalement au 18^e siècle. Par la suite on y a aussi découvert des gisements de charbon, de fer et de matières premières, découvertes qui a déterminé le futur de cette région.

À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, on assiste au développement industriel très intensif du Donbass. L'industrialisation de l'empire russe a beaucoup augmenté la demande de charbon pour les chemins de fer comme pour l'économie, faisant ainsi du Donbass la base industrielle principale de tout l'empire. Avant la révolution de 1917, environ 80 % du charbon russe est extrait de cette région, où se concentrent également un grand nombre d'investissements étrangers, notamment français et belges. Ces investissements ont permis que l'industrie locale s'équipe des dernières technologies, menant à l'implantation, dans le Donbass, d'usines parmi les plus modernes au monde pour l'époque. Mais ces îlots de modernité sont au cœur d'un océan de grande pauvreté paysanne, avec des modes de vie comparables à ceux du 17^e siècle. Le Donbass est devenu un cas d'école de ce que Trotsky nommait à l'époque le «développement inégal et combiné» c'est-à-dire cette coexistence de réalités modernes et prémodernes, et qui a fait de la région un réservoir de conflits sociaux

1. Doctorante et assistante à l'Institut des études politiques à l'université de Lausanne. Ses recherches portent sur l'histoire de l'Ukraine. L'entretien a été mené par Gwendal Piégais. Elle est aussi militante du comité suisse du RESU.

qui ont pesé dans la chute de l'empire tsariste en 1917.

Ce territoire est âprement disputé par la Russie et l'Ukraine dès la révolution et la guerre civile. Est-ce seulement pour des raisons économiques?

La question que je me posais au début de mes recherches sur l'histoire de la région à partir de 1917 était de savoir pourquoi la frontière actuelle entre la Russie et l'Ukraine passe là où elle passe et pas 300 km plus à l'est ou à l'ouest. Pourquoi et à quelle époque s'impose cette idée que le Donbass et plus généralement les territoires de l'est et du sud de l'Ukraine actuelle sont des territoires qui doivent faire partie de l'Ukraine? Quand est-ce que la représentation de l'Ukraine comme l'espace politique tel qu'on connaît aujourd'hui devient vraiment une évidence pour les acteurs politiques?

Après 1917 ce n'est pas seulement le Donbass, mais toute la partie est et sud de ce qui est aujourd'hui l'Ukraine, qui deviennent un territoire dont l'appartenance est ambiguë. Il n'y a rien d'évident à tracer les frontières d'un nouvel espace politique là où il n'y avait qu'un empire continental. Et dans cet empire continental, l'Ukraine en tant qu'espace politique n'a pas été délimité de quelque manière que ce soit. Le mouvement national ukrainien en 1917, qui était représenté par ce qu'on appelle la Rada centrale, un organe quasi parlementaire à Kyiv, fait face à un autre acteur, le gouvernement provisoire de la Russie en place à Petrograd après la chute de tsarisme. On a aussi des acteurs économiques qui avaient leurs intérêts en Ukraine notamment à l'est. Le mouvement national ukrainien revendiquait une autonomie politique pour l'Ukraine, mais pour tous les territoires ethniques ukrainiens, ce qui incluait justement ce territoire du sud et de l'est. Mais le gouvernement provisoire considérait au contraire que l'Ukraine en

tant qu'entité politique autonome devait se limiter aux territoires de la région de Kyiv, pour laisser le sud et l'est sous le contrôle direct de la Russie, car ce sont des territoires riches en matières premières, et donc importantes pour l'économie de l'empire.

Mais le gouvernement provisoire et la Rada sont balayés par la révolution bolchevique et la guerre civile. Ce sont donc les bolcheviks qui vont devoir résoudre ce problème de frontière entre l'Ukraine et la Russie quelques années plus tard. À partir de 1917 il y avait justement un clivage dans le parti bolchevique qui opposait deux groupes. Tout d'abord il y avait ceux qui voyaient l'Ukraine soviétique de la même manière que le mouvement national ukrainien, comme un espace politique qui doit inclure les terres où les Ukrainiens sont en majorité, avec une délimitation du territoire qui se rapproche des frontières qu'on connaît aujourd'hui. Et il y avait ceux pour lesquels l'espace politique ukrainien devait être divisé au moins en trois entités subordonnées directement à la Russie: un territoire autour de Kyiv, un territoire au sud, la région d'Odessa, et à l'est autour de Kharkiv et du Donbass. Cette division territoriale en trois parties était en vigueur dans l'empire tsariste, c'est la division en gouvernorats généraux. Et en 1917, les bolcheviks reproduisent ces mêmes structures. Dans leur géographie mentale, leur représentation des espaces politiques, on remarque la persistance des structures administratives institutionnelles et idéelles préexistantes.

Au moment où les bolcheviks à Petrograd et à Moscou prennent le pouvoir, ceux de Kyiv n'arrivent pas à en faire autant en Ukraine. Ils sont en position de faiblesse par rapport aux forces nationales ukrainiennes, et ils finissent par comprendre que pour contrecarrer le projet nationaliste ukrainien ils doivent aussi adopter un certain discours national



auquel ils s'opposaient jusque-là. Cela les amène à voir ces trois pôles comme un espace politique commun, comme étant l'Ukraine, alors que jusque-là les bolcheviks ne se posaient même pas la question de ce qu'est l'Ukraine, de ses frontières, etc. Cette nouvelle manière de se représenter l'espace politique ukrainien était le résultat d'une défaite politique subie sur ce territoire. Mais lorsqu'ils ont commencé à imiter les discours nationalistes, pour des raisons purement stratégiques et politiques, les bolcheviks ont malgré eux commencé à donner de la légitimité à l'idée de l'État-nation ukrainien tel qu'il était défini par le mouvement national, y compris dans sa dimension territoriale, et en insistant sur le fait que le Donbass, le sud et l'est de ce territoire font partie de l'Ukraine.

Ces bolcheviks ukrainiens insistent sur le fait que les cités de l'empire russe avaient été des métropoles colonialistes, mais que ce sont désormais des capitales de la révolution socialiste, ce qui les rend encore plus légitimes à décider du sort des périphéries comme l'Ukraine, l'Asie centrale, le Caucase.

Mais les bolcheviks des régions plus urbanisées sont moins confrontés aux paysans ukrainiens et n'ont pas suivi les mêmes processus d'adaptation. Beaucoup d'entre eux restent empreints de l'idéologie de la lutte des classes et d'universalisme, et ne veulent pas que l'État socialiste soit organisé selon un principe de délimitation nationale perçu comme une relique du passé. Leur idée est que l'État soit organisé selon des critères de pertinence économique et donc en écartant toute question de frontières nationales, de revendications des peuples opprimés comme les Ukrainiens. Pour eux, la révolution socialiste rendait obsolète toute cette problématique. Ils faisaient preuve de leur loyauté politique à la Russie socialiste et révolutionnaire, à Moscou et à Petrograd, où

les ouvriers ont pris le pouvoir. Le discours de ces bolcheviks insiste justement sur le fait que même si ces cités de l'empire russe avaient été des métropoles colonialistes, symboles de l'oppression, ce sont désormais des capitales de la révolution socialiste et que c'est cela qui les rend encore plus légitimes à décider du sort des périphéries comme l'Ukraine, l'Asie centrale, le Caucase; en un tour de main, la révolution socialiste aurait fait de la Russie oppressive l'incarnation de l'émancipation.

Cette conviction était partagée – en 1917 et en 1918 – par la grande majorité des bolcheviks en Ukraine. Ils ne construisaient pas leur projet politique en opposition à l'empire en tant que tel. Leur problème ce n'était pas l'empire, leur problème, c'était le tsarisme, l'autocratie, la monarchie, etc. En un certain sens, leur but était de proposer une meilleure version de l'empire, un État universaliste et bien plus capable de gérer les tensions sociales ou ethniques, et de mieux préserver l'intégrité de l'espace politique de l'ancien empire russe. Cet empire régénéré serait ainsi capable d'endosser sa nouvelle mission civilisatrice, mais une mission cette fois opposée à celle de l'époque tsariste. Malgré le fait qu'ils soient des révolutionnaires porteurs d'une volonté de rupture radicale avec le passé, ils restent paradoxalement conservateurs dans leur rapport à l'empire. Cela se traduit par le maintien d'une conception hiérarchique des relations entre l'empire et les périphéries, entre des élites dites éclairées – le parti, l'avant-garde de la révolution, les bolcheviks – et le peuple. C'est le maintien de ces hiérarchies qui va rendre cette rupture avec le passé impérial très temporaire. Cela explique que le renversement rhétorique s'opère assez facilement à l'époque du stalinisme, lorsqu'on écarte le discours anti-impérialiste au profit d'un discours grand-russe.

On peut donc imaginer qu'il y a eu un choc très violent pendant la guerre civile entre les populations urbaines et rurales dans cette partie de l'Ukraine...

Il y avait en effet cette opposition au niveau territorial, mais également au sein du parti bolchevique. Mais les bolcheviks l'emportent dans la guerre civile car ils sont une des rares forces politiques à savoir s'adapter et à tirer des leçons de leurs défaites. Le dogme qui les motive en 1917, ils ne l'abandonnent pas, mais ils font un certain nombre de concessions, opèrent un changement de stratégie et de pratiques sur le terrain. Cela leur a permis de gagner plus d'influence sur la population locale que les autres forces politiques.

C'est dans cette confrontation avec la population locale paysanne et avec leurs revendications – à la fois sociales et nationales – que les bolcheviks deviennent de plus en plus convaincus par ce projet d'Ukraine unitaire dans un cadre national. Ils renoncent donc au projet de partition de l'espace politique ukrainien en plusieurs régions. Ce projet unitaire s'impose donc d'abord pour des raisons de nécessité politique et militaire, pour faire concurrence aux autres forces politiques et gagner de l'influence sur la population locale. Il s'impose à plus long terme en particulier après les défaites militaires répétées des Rouges, surtout en 1919, lorsqu'ils sont chassés d'Ukraine en raison de l'hostilité de la population locale paysanne. Les bolcheviks commencent à comprendre que la souveraineté ukrainienne n'est pas juste un moyen de battre les nationalistes ukrainiens à leur propre jeu ou de leur faire concurrence. Mais c'est une condition nécessaire de la survie même de leur pouvoir dans les périphéries. À partir de ce moment, plus personne dans le parti ne remet en question l'appartenance du Donbass et d'autres

parties du sud et de l'est de l'Ukraine à ce territoire unitaire.

Une autre raison – rarement explicitée – est que le parti et le gouvernement bolchevique voyaient le Donbass comme un outil, un moyen de sécuriser ou d'imposer le contrôle sur le reste de l'Ukraine. Les autres parties du territoire étaient à dominante paysanne. Le Donbass était le seul territoire urbain habité par un prolétariat dont les bolcheviks se réclamaient. La présence du Donbass dans ce territoire unitaire permettait de contrebalancer le poids politique d'une population de paysans ukrainiens potentiellement peu loyale, comme on l'a vu pendant la guerre civile.

Dans les siècles précédents, pour affermir le pouvoir impérial, on installait une population loyale de colons dans les périphéries ; au 19^e siècle on favorisait la conversion des autres peuples à l'orthodoxie afin d'amener les populations locales à endosser ce rôle de colon qui sécurise les confins de l'empire. À partir de la seconde moitié du 19^e siècle cette stratégie laisse place à la russification linguistique et culturelle. Et dès 1917 le pouvoir bolchevique s'est appuyé sur la population urbaine, ouvrière et russophone pour intégrer les populations locales à ce mode de vie et à cette nouvelle culture à la fois urbaine et impériale. Les villes du Donbass deviennent à la fois des incubateurs et des bastions de cette loyauté au projet impérial. Pour reprendre l'expression de Lénine, utilisée dans une autre situation, la Donbass serait une « courroie de transmission » entre cette périphérie à la loyauté douteuse et la métropole.

Selon vous, y a-t-il d'autres cas de persistance de ces structures impériales dans un temps long ?

On peut faire de nombreuses comparaisons avec d'autres situations impériales. La première que j'ai



en tête, c'est celle qu'on peut dresser entre la relation Ukraine-Russie et Irlande-Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne est une ancienne puissance impériale, avec un passé colonial comme la France ou la Russie. Les analogies ne sont jamais complètement justes, et il y a évidemment des différences notables entre les unionistes nord-irlandais et les pro-russes du Donbass, mais je pense que le schéma général de ces relations est assez comparable. L'Irlande du Nord comme le Donbass étaient des régions à forte concentration d'industries lourdes au sein d'un territoire essentiellement agricole et différente culturellement et linguistiquement. En Irlande du Nord comme dans le Donbass, le dynamisme économique était au service de la métropole et non pas du reste du territoire, qui restait des périphéries impériales.

La grande différence, c'est l'importance des institutions. D'un côté on a un système britannique relativement démocratique, avec le système de *checks and balances*, une séparation des pouvoirs, qui empêchait à l'époque la Grande-Bretagne de s'engager dans une répression complète et extensive sur tout le territoire irlandais ou de se lancer dans une guerre indiscriminée contre les populations civiles. En Russie on a un clan mafieux qui s'est emparé du pouvoir et qui prend en otage la moitié du continent européen. La comparaison montre que lorsqu'il n'y a pas un contrôle démocratique minimal les croyances, les identités, les idées et les passions des dirigeants politiques jouent un rôle tout à fait disproportionné. Les passions des dirigeants de la Grande-Bretagne ne jouaient pas un rôle aussi important dans leur politique.

Dans le cas de la politique que la Russie mène vis-à-vis de l'Ukraine, et pour parler justement de la persistance de ces structures impériales, l'identité nationale, la vision du monde et la perception de soi-même des classes politiques russes actuelles et

passées s'est formée dans le déni et le rejet de la subjectivité des Ukrainiens. Être russe cela signifie nier que les Ukrainiens existent. Cette compréhension de soi s'est diffusée de la classe politique à la population. Une telle vision d'eux-mêmes et de l'Ukraine et des Ukrainiens est un produit du 19^e siècle, d'une époque de transformations sociales et nationales en Europe. C'est une période de révolutions qui menacent justement d'atteindre la Russie où les élites politiques essaient de préserver leur pouvoir autocratique dans un monde en pleine mutation. La Russie devient ainsi un bastion de l'autocratie et de la monarchie qui se donne pour mission de protéger – non seulement la Russie – mais aussi toute l'Europe du désordre démocratique.

C'est dans ce contexte que l'Ukraine vraiment devient, au 19^e siècle, un des principaux champs de bataille dans lequel la Russie se définit par rapport à l'Occident. C'est à partir de ce moment-là qu'on a deux récits nationaux qui se forment : le récit national russe et le récit national ukrainien. Dans le récit russe, dans le schéma impérial russe, il n'y a de place pour l'identité ukrainienne que subordonnée à la Russie. Le récit ukrainien se développe dans ce contexte de révolution démocratique et nationale, avec l'idée de plus en plus forte que l'Ukraine ne peut survivre qu'en dehors de la Russie, parce que la Russie nie son droit à l'existence. Ces deux récits qui se forment sont en contradiction totale, s'excluent mutuellement. Et c'est là qu'on peut voir, une nouvelle fois, la persistance de structures idéologiques impériales dont on voit une nouvelle traduction dans la guerre actuelle. Ce conflit a ainsi – et il faut vraiment le prendre au sérieux – un potentiel génocidaire, parce qu'on a un déni de l'existence de l'autre.

L'idée de la russité, avec son messianisme, son anti-occidentalisme et la négation de la subjectivité

ukrainienne, s'est formée donc au 19^e siècle, dans un contexte politique très précis. Toutefois, ces idées finissent par être perçues comme des vérités absolues et immuables, propres à une identité russe, éternelle et ahistorique. C'est en cela que la guerre a aussi une dimension culturelle. Ces idées du 19^e siècle trouvent leur expression dans les œuvres littéraires et artistiques, dans l'historiographie, et sous cette forme anachronique elles sont transmises à l'ensemble de la population aujourd'hui, par le biais de l'éducation et

de la culture de masse. Nous ne devons pas sous-estimer le rôle de cet imaginaire impérial et colonial. À force d'analyser le conflit actuel dans une perspective strictement géopolitique, pétrie d'abstraction et de présentisme, on se condamne à ne pas voir que les relations entre la Russie et l'Ukraine sont marquées par une très longue histoire de domination impériale et coloniale.

PUBLIÉ PAR LE COURRIER D'EUROPE CENTRALE

VIVE LÉON BLUM ET LA NON-INTERVENTION?

DOMINIQUE VIDAL¹



Comparaison n'est certes pas raison. Au-delà des différences majeures d'époques et d'enjeux, la guerre civile espagnole et l'invasion de l'Ukraine comportent certains points communs. D'abord, le conflit naît dans le premier cas d'un putsch militaire et dans le second d'une sécession également armée. Ensuite l'intervention directe de grandes puissances – l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et l'URSS en Espagne, la Russie en Ukraine – marque les deux affrontements. Mais une différence majeure s'affirme : alors que la France et le Royaume-Uni refusent de livrer des armes à la République espagnole, tous deux, comme la plupart des États occidentaux, fournissent aujourd'hui de plus en plus d'armes à l'Ukraine. Certains s'y opposent, bien au-delà du « lobby pro-russe » qui recrute le gros de ses porte-voix à l'extrême droite. Raison de plus pour revenir sur la politique de « non-intervention » et ses conséquences dans les années 1930 et 1940.

Le 18 juillet 1936, le général Francisco Franco, depuis le Maroc espagnol, où il vient d'arriver après avoir été relégué aux Canaries, rallie le coup d'État qui se prépare contre le gouvernement de Front populaire de la 2^e République espagnole. Le pronunciamiento échoue, mais le chef factieux ne renonce pas. Avec l'aide des avions Junkers fournis par l'Allemagne nazie, les troupes rebelles brisent le blocus républicain de Gibraltar et débarquent en Andalousie, d'où elles entament trois ans de conquête du pays, après l'échec du gouvernement de compromis proposé par le président Manuel Azaña.

Dix jours plus tard, deux Espagne s'opposent, d'une superficie à peu près égale. Les républicains conservent les régions les plus riches, les plus industrielles et les plus urbanisées : Madrid, la Catalogne, la Biscaye, les Asturies et le Levant. Cette résistance doit beaucoup à l'armement de la population : l'échec du putsch et les atermoiements du gouvernement républicain ont en effet déclenché une révolution sociale et politique, dont communistes, socialistes, anarchistes et POUM se disputent la direction. La victoire des nationalistes s'explique avant tout par le

1. Journaliste et historien, codirecteur de l'ouvrage collectif *Le monde ne sera plus comme avant*, Paris, Les liens qui libèrent, 2022.

contraste entre la «non-intervention» des démocraties et l'intervention des dictatures.

Décidé en juillet, après le putsch franquiste, à répondre positivement aux demandes d'aide militaire du gouvernement républicain¹, conformément à l'accord signé en 1935 avant la victoire du Front populaire en Espagne et en France, le gouvernement présidé par Léon Blum renonce officiellement dès le 8 août. La presse de droite et d'extrême droite l'accuse de vouloir entraîner la France dans la guerre. Ses alliés socialistes modérés et radicaux, refusent cette aide. Mais, surtout, le gouvernement du Royaume-Uni se tient à une ligne de neutralité dans la guerre civile qui commence en Espagne: «Plutôt Hitler que le Front populaire», affirmait un slogan de cette droite qui, quelques années plus tard, collaborera avec l'occupant.

Le 6 septembre, dans un discours à Luna Park, Blum propose «la conclusion d'une convention internationale par laquelle toutes les puissances s'engageraient, non pas à la neutralité – il ne s'agit pas de ce mot qui n'a rien à faire en l'espèce – mais à l'abstention, en ce qui concerne les livraisons d'armes, et s'engageraient à interdire l'exportation en Espagne du matériel de guerre²». Aux militants socialistes, il expose – non sans démagogie – les déchirements que lui inflige cette orientation, qu'il justifie par la nécessité de préserver la paix sur le continent. Et il menace les dirigeants communistes de sanctionner leur opposition comme une rupture du contrat de Front populaire.

1. Le président du Conseil espagnol, José Giral, avait demandé le 20 juillet, dans un télégramme à Léon Blum, 20 bombardiers, 8 mitrailleuses, 8 canons, 250 000 balles de mitrailleuses, 4 millions de cartouches et 20 000 bombes.

2. Seuls n'ont pas signé l'accord de non-intervention en Espagne Andorre, le Liechtenstein, Monaco, la Suisse et le Vatican.

De fait, 27 États européens³ vont s'engager à respecter un embargo sur les transferts d'armes à l'Espagne. Le Comité international pour la non-intervention, mis en place pour y veiller, charge Londres de surveiller l'Atlantique, Paris les Pyrénées et Rome les côtes méditerranéennes. Pure hypocrisie: l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie fournissent massivement les franquistes; et l'Union soviétique, dénonçant cette violation, arme l'armée républicaine, en échange de l'or détenu par sa banque. De surcroît, la neutralité sous-tendue par cet engagement international favoriser le régime insurgé du général Franco, placé *de facto* à égalité de traitement avec la République espagnole...

S'il respecte l'embargo jusqu'au terme de sa présidence du Conseil, en avril 1938, Blum laisse néanmoins ses ministres Pierre Cot et Jules Moch organiser une aide clandestine à l'armée républicaine, avec notamment le transfert de plus de 100 avions civils et militaires. D'autres avions, venus de l'Espagne républicaine, se ravitaillent en bombes sur des aéroports du sud de la France. De son côté, le Parti communiste français (PCF), opposé à la politique de «non-intervention», contribuera aux livraisons d'armes clandestines via France Navigation: cette compagnie maritime, créée en avril 1937 par l'ambassadeur d'Espagne en France, aura pour dirigeants les communistes Giulio Ceretti et Georges Gosnat.

Ni ces transferts d'armes françaises, ni celles livrées par les Soviétiques ne contrebalanceront durablement l'aide massive apportée par Berlin et Rome aux nationalistes: les cinq divisions de Chemises noires italiennes et surtout la Légion Condor allemande joueront un rôle décisif dans la conquête franquiste

3. On peut lire l'intégralité de ce discours et en écouter des extraits sur le lien <http://retirada37.com/a-luna-park-blum-tente-de-justifier-aux-militants-sa-politique-de-non-intervention-en-espagne/>.

du reste de l'Espagne. Certes, l'arrivée, à partir de l'automne 1936, de milliers de volontaires antifascistes – les Brigades internationales totaliseront 35 000 hommes venus de plus de 50 pays – et l'intervention des chars lourds soviétiques T-26, appuyés par les chasseurs Mosca et Chato, contribuèrent notamment à la résistance de Madrid.

Mais, au fur et à mesure de la guerre, Mussolini et Hitler fourniront à Franco de plus en plus d'armements terrestres et aériens d'une efficacité toujours plus grande: chars Fiat et Panzers Mark 1, chasseurs Fiat, Savoia, Messerschmitt et Heinkel, les pièces anti-aériennes et les mitrailleuses allemandes et italiennes garantiront dès 1937 une supériorité croissante aux nationalistes. L'aviation nazie, en particulier, sèmera la terreur avec ses attaques en piqué sur les troupes des républicains, mais surtout ses bombardements massifs sur les villes qu'ils tiennent. La destruction sanglante de Guernica, le 26 avril 1937, en restera le symbole, préfiguration de la «guerre totale» contre les populations civiles qui caractérisera la guerre hitlérienne à l'est – et contre le Royaume-Uni.

Dans sa *Guerre d'Espagne*, Anthony Beevor conclut:

Il est fort possible que l'intervention soviétique ait sauvé Madrid pour les républicains en novembre 1936, ainsi que les historiens franquistes le prétendent, mais surtout il ne fait aucun doute que les forces allemandes et italiennes raccourcirent pour beaucoup la guerre en faveur des nationalistes. Dire qu'ils gagnèrent la guerre pour Franco serait exagéré. La légion Condor accéléra surtout la conquête du nord, ce qui permit aux nationalistes de concentrer leurs forces au centre de l'Espagne. Mais l'efficacité réellement dévastatrice de la légion Condor apparut lorsqu'elle contra les grandes offensives républicaines de 1937 et 1938, batailles

qui allaient briser la colonne vertébrale des forces armées républicaines. Mais ce fut la stratégie désastreuse des commandants communistes et de leurs conseillers soviétiques qui permit à la force aérienne nationaliste de se déployer avec sa puissance et son efficacité maximales¹.

C'est dire combien, avec le recul, Léon Blum s'est trompé – et a trompé les siens – en défendant, le 6 septembre 1936, sa «non-intervention»:

Aujourd'hui, toutes les puissances ont non seulement donné leur assentiment, mais promulgué des mesures d'exécution. Il n'existe pas, à ma connaissance, une seule preuve ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits.

Mais il y a pire que cette naïveté d'un chef de gouvernement ignorant la nature même des pouvoirs fasciste et nazi au point de croire à leur engagement de ne pas livrer d'armes aux franquistes. Car Blum disait aussi:

Je ne crois pas, je n'admettrai jamais que la guerre soit inévitable et fatale. Jusqu'à la dernière limite de mon pouvoir et jusqu'au dernier souffle de ma vie, s'il le faut, je ferai tout pour la détourner de ce pays. Vous m'entendez bien: tout pour écarter le risque prochain, présent de la guerre. Je refuse de considérer comme possible la guerre aujourd'hui parce qu'elle serait nécessaire ou fatale demain. La guerre est possible quand on l'admet comme possible; fatale, quand on la proclame fatale. Et moi, jusqu'au bout, je me refuse à désespérer de la paix et de l'action de la nation française pour la pacification.

1. Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 576 et 577.



On le sait aujourd'hui : cette défense aveugle de la paix a, au contraire, précipité la guerre. La plupart des historiens des années 1930 et 1940 en conviennent : le triomphe franquiste dans la guerre d'Espagne a joué un rôle essentiel dans l'escalade nazi-fasciste vers le second conflit mondial. Pour deux raisons : elle a convaincu Hitler et Mussolini qu'ils pourraient l'emporter face à des puissances occidentales tétanisées ;

et elle leur a servi, on l'a vu, de laboratoire d'une stratégie nouvelle dirigée contre les civils. Rhénanie, Espagne, Anschluss, Tchécoslovaquie : telles sont les étapes qui déboucheront sur la guerre la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité.

C'est avec la Seconde Guerre mondiale que la belligérance, qui tuait jusque-là 90 % de militaires, massacrera bientôt 90 % de civils...

MOUVEMENT OUVRIER ET COOPÉRATIVES EN UKRAINE (1898-1920)

PATRICK LE TRÉHONDAT

Le mouvement coopératif en Ukraine naît à la fin du 19^e siècle. Les petits producteurs ukrainiens ne pouvaient subvenir seuls à leurs besoins face à la concurrence des grandes entreprises le plus souvent russes. Afin de résister plus efficacement au marché, il était nécessaire de s'unir et de coopérer. Les consommateurs, quant à eux, subissaient les prix du marché souvent exorbitants. La coopération, en tant que mouvement d'autodéfense de couches de la population politiquement, culturellement colonisées, socialement humiliées et économiquement exploitées a joué un rôle important dans le développement du sentiment national. Sous domination des empires russe et austro-hongrois qui régnaient sur les terres ukrainiennes, ce nouveau type d'organisation économique représentait une forme de résistance économique. Cependant, cette forme d'organisation autonome n'était pas nouvelle pour les Ukrainiens, car l'on trouve des proto-coopératives dans les secteurs de la menuiserie, la maçonnerie, la forge et l'artisanat du 16^e au 18^e siècle.

Les premières associations de consommateurs sont apparues à la fin du 19^e siècle partout sur le territoire de l'empire russe, et leurs membres étaient des représentants de diverses couches sociales : intelligentsia, fonctionnaires, militaires, ouvriers, citadins, paysans. Les coopératives de consommation se fixaient pour objectif de fournir à leurs membres des biens de bonne qualité au meilleur prix possible. Les coopératives achetaient des marchandises en gros bénéficiant de remises importantes. Leurs propres magasins vendaient les marchandises à leurs membres à des prix moins chers. Kharkiv a vu la première coopérative de consommateurs en Ukraine. La charte de la coopérative de consommation de Kharkiv a été approuvée le 6 octobre 1866. Dès le début, elle comptait 356 membres. En plus du commerce de biens de consommation, la coopérative possédait sa propre cantine et sa boulangerie. Des membres de la coopérative avaient été en contact le mouvement coopératif en Occident, ses représentants s'étaient rendus en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne et entretenaient des relations avec des organisations coopératives européennes. En 1870, à son initiative,

un congrès coopératif et la formation d'un syndicat de coopératives de consommateurs sont prévus.

Cependant, le gouverneur de Kharkiv interdit la tenue de ces événements au motif que les activités de cette association ne devaient pas s'étendre au-delà des frontières de la ville. La politique réactionnaire du gouvernement russe, la persécution de toute initiative locale dans la vie éducative et économique ukrainienne ont eu un impact négatif sur les activités des premières coopératives ukrainiennes.

De 1870 à 1894, seules 31 coopératives de consommation sont créées dans la partie orientale de l'Ukraine. Une deuxième coopérative de consommation est fondée à l'ouest, à Kyiv, à la fin de 1868. Son conseil était dirigé par les personnalités les plus marquantes du mouvement national ukrainien de l'époque. En 1873, une loi permet le développement de la coopération sur le territoire de l'Autriche-Hongrie, et dès l'année suivante (1874) la coopérative Prosvita de Lviv (fondée le 8 décembre 1868) dépose, conformément à la loi, ses statuts. Par la suite, les fermes coopératives ont commencé à se répandre sur tout le territoire ukrainien occidental. Notons qu'avant même l'apparition de la loi austro-hongroise de 1873, plusieurs dizaines de coopératives fondées par des Polonais opéraient en Galice. En 1874, les coopérateurs polonais créés l'Union des coopératives à Lviv, qui comprenait 51 coopératives de crédit et sept coopératives industrielles et commerciales avec 17 175 membres. Plus tard le premier magasin coopératif Narodnia Torgivlya a été fondé à Lviv par l'ingénieur Vasyl Nahirny. Le nombre de coopératives de production a augmenté rapidement et, en 1902, il y avait plus de 125 coopératives de production, mais aucune d'entre elles n'a duré plus de trois ans.

En 1899, la première union ukrainienne de coopératives de crédit, la Caisse régionale de crédit (KSC),

est créée, qui s'occupe d'organiser des coopératives et de leur fournir des prêts à faible taux d'intérêt. Grâce à l'activité des coopératives de crédit, il a été possible de freiner dans une large mesure la pratique de l'usure. Mais ce mouvement se heurte à l'opposition des représentants du gouvernement, ainsi que de l'intelligentsia russe, y compris des socialistes. Tous voient dans le mouvement coopératif indépendant ukrainien un séparatisme économique et politique.



Entrepôt de coopérative à Sambor.

L'intelligentsia russe de gauche, occupant des positions de premier plan dans les centres coopératifs russes, tente d'empêcher le développement de la coopération ukrainienne par la concurrence, mettant en avant le mot d'ordre de l'«unité coopérative panrusse» lors des congrès coopératifs.

Par ailleurs, le gouvernement et l'administration locale ont souvent recours à des sanctions administratives et diverses répressions brutales contre les coopératives ukrainiennes. Aussi dans la partie orientale, les coopératives naissantes disparaissent rapidement et n'ont été relancées qu'après la révolution de février 1917.

La révolution de février 1917 a considérablement modifié les conditions de développement des coopératives, car les obstacles politiques concernant le mouvement coopératif avaient disparu. Les coopératives ont été libérées de nombreuses restrictions et interdictions imposées par le régime tsariste et un champ juridique plus favorable à leurs activités a émergé. Dans le cadre du début de la guerre de libération nationale, un processus à grande échelle d'ukrainisation des coopératives existantes et de



Membres de la coopérative Narodna Torgivlya à Lviv en 1913.

création de nouvelles coopératives ukrainiennes a été lancé. Les principales tâches de la coopération à l'époque étaient : la restructuration et la démocratisation de l'économie nationale, la fourniture à la population des biens les plus essentiels, ainsi que la réalisation d'un large éventail d'activités culturelles et éducatives.

LE MOUVEMENT OUVRIER S'ENGAGE DANS LES COOPÉRATIVES

En 1905-1916, le développement du mouvement coopératif sud-ukrainien a été caractérisé par sa politisation. Les forces sociales-démocrates se sont intéressées aux coopératives de consommateurs afin de diffuser leurs idées auprès de leurs membres. Elles ont apporté une aide financière et organisationnelle aux coopératives et y diffusaient leur propagande. Le 25 janvier 1908, le comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie a adopté une résolution, «Sur la coopération», qui obligeait tous les membres du parti à promouvoir activement le développement des organisations coopératives, à veiller à ce que les bénéficiaires des coopératives de consommation soient utilisés à des fins syndicales et culturelles. La politisation du mouvement coopératif a été particulièrement rapide dans le Donbass industriel. Les archives regorgent de rapports de police sur le comportement subversif des membres de certaines coopératives de consommation. L'une d'entre elles était la coopérative de consommation Robichnyi Trud (Travail) ouverte en 1909 à Yuzivka.

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, le Donbass s'est développé de manière intensive sur le plan industriel. À la veille du 20^e siècle, des travailleurs de la région ont pris l'initiative de gérer des coopératives de manière indépendante. Elles ont commencé à s'ouvrir dans la région à l'initiative des travailleurs

eux-mêmes, sans la participation ou l'aide de l'administration de l'entreprise. L'une des premières coopératives ouvrières indépendantes de consommation, non seulement dans la région, a commencé ses activités en 1898 à la Compagnie métallurgique de Donetsk-Yurievsk. Ces coopératives ont participé aux événements révolutionnaires de 1905-1907. En particulier, la coopérative de consommateurs du chemin de fer de Katerynka, qui a fourni aux révolutionnaires de la nourriture et des produits de première nécessité pendant les grèves de décembre 1905. La coopérative fait, en outre, un don de 300 roubles au comité de grève de Katerynoslav. De leur côté, les syndicats de métallurgistes d'Alchevsk et de Druzhkivka ont fourni une aide financière et organisationnelle aux coopératives de travailleurs et ont encouragé le développement de leurs activités culturelles et éducatives. En 1909, les militants sociaux-démocrates créent une coopérative de consommation dans l'usine métallurgique de la Novorossiysk Society à Yuzivka et l'utilisent également pour discuter de questions politiques. Elle comptait 860 membres, tous travailleurs de l'entreprise.



LA COOPÉRATIVE OUVRIÈRE TRUDOVA KOPYKA

L'activité de la coopérative Trudova Kopyka était la plus caractéristique de cette période de formation de coopératives de consommation. Fondée le 25 novembre 1908 à Mykolaïv, elle a existé pendant près de dix ans. C'était une véritable coopérative de consommation de masse, dont étaient membres 15 000 citoyens. Les activités de Trudova Kopyka et l'expérience qu'elle a acquise constituent l'une des pages marquantes de l'histoire du mouvement coopératif. En 1907, après des grèves dans les usines, le chômage s'étend. Les entreprises réduisent leurs

activités et de nombreux travailleurs se sont retrouvés au chômage. À cette époque difficile, un petit groupe de travailleurs des chantiers navals se donne pour objectif d'organiser une coopérative de consommation ouvrière. Pendant ses études à l'étranger, Kostyantyn Romanovych Krypopuskov s'était familiarisé avec le mouvement ouvrier de nombreux pays. Il se rend au comité syndical du chantier naval et propose d'organiser une réunion des ouvriers avec Levytsky, un organisateur bien connu du mouvement coopératif en Russie de l'époque. La direction de l'usine et le maire donnent leur accord pour une telle rencontre, qui a lieu dans l'usine.

La conférence sur le développement de la coopération à l'étranger, ses avantages et son importance pour l'amélioration de la vie des travailleurs séduit certains travailleurs. Un groupe de travail est créé, qui accueille ceux qui souhaitaient rejoindre la coopérative de consommation. Mais beaucoup de travailleurs, si ce n'est la majorité, se méfiaient de cette idée de coopérative, qui avait été discréditée par l'association de consommateurs qui avait existé dans l'usine en 1902-1903. Le groupe de travail redouble d'efforts jusqu'à ce que plusieurs dizaines de personnes rejoignent la coopérative et que son capital social minimum soit réuni. Une fois la charte de la coopérative approuvée à l'assemblée générale, son enregistrement au bureau du gouverneur devra attendre plus d'un an.

Enfin le 25 novembre 1908, une épicerie portant l'enseigne Trudova Kopyka, coopérative de consommation est ouverte. Immédiatement, les commerçants privés environnants lui déclarent une guerre acharnée. Ils calomnient les coopérateurs, intimident les acheteurs et les membres de la coopérative en expliquant qu'elle allait mourir, que les apports en parts allaient disparaître, etc. Cependant, Trudova

Kopyka se développe et les travailleurs sont de plus en plus nombreux à la rejoindre. Bientôt, les locaux du premier magasin sont trop petits, et transférés dans un autre lieu, plus spacieux et confortable. La coopérative a rejoint l'Union de Moscou, ainsi que la Banque populaire de Moscou. Elle veille non seulement à approvisionner ses adhérents en produits, mais aussi à améliorer leur sécurité sociale, notamment en assurant des soins médicaux. À cette fin, en 1909, son conseil embauche deux médecins. Les pharmacies accordent une remise aux membres de la coopérative à condition de présenter des formulaires d'ordonnance portant le sceau de la coopérative et les signatures des médecins.

Des représentants d'associations rurales viennent en ville pour voir de plus près le fonctionnement

du magasin, et obtenir des conseils sur la manière d'établir une entreprise coopérative dans leur village. Avec le début de la Première Guerre mondiale, les prix des produits de première nécessité commencent à augmenter. Par conséquent, le fonds de roulement de l'entreprise fond comme neige au soleil. Le conseil en rend compte à l'assemblée générale de la situation. Il constate que la guerre a privé la coopérative de nombreux travailleurs actifs et approuve le renversement du régime tsariste.

Afin de résister à la hausse sans précédent des prix, la coopérative rejoint l'Union des coopératives de consommation de Kherson et l'Union des coopératives de consommation du sud de la Russie, basée à Kharkiv. Mais, en 1918, Trudova Kopyka cesse ses activités.



Coopérative à Lviv.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION PENDANT LA RÉVOLUTION ET LES LUTTES DE LIBÉRATION

Un nouvel élan au développement de la coopération ukrainienne a été donné par la Rada centrale ukrainienne qui, déjà le 20 mars 1917, a publié une loi sur les coopératives qui crée une base juridique pour les activités et les congrès des coopérateurs nationaux. Le premier congrès coopératif ukrainien a eu lieu à Kyiv en mai 1917, et bientôt, en août 1917, le deuxième congrès coopératif se tient. Lors des congrès, des problèmes généraux sont discutés et des plans pour le développement ultérieur de la coopération en Ukraine sont élaborés. Immédiatement après le 1^{er} congrès coopératif, le Comité central coopératif ukrainien (UCCK) a commencé ses activités en tant que principale organisation de la coopération nationale. L'UCCK devient le principal centre de la coopération ukrainienne et édite la revue Coopération ukrainienne.

L'année 1917 a donné une impulsion puissante au développement de toutes les branches de la coopération en Ukraine. Au cours de cette année, par exemple, le nombre d'associations de consommateurs est passé à 4873 et un centre des coopératives des consommateurs, appelé Dniprosoyuz, est créé le 6 mai 1917. En janvier 1918, son chiffre d'affaires était de 5 millions de roubles et il publiait un bimensuel, *Cooperative Zorya*.

Au milieu de 1917, une coopérative financière ukrainienne est créée avec des succursales dans toutes les grandes villes du pays – la Banque coopérative du peuple ukrainien (Ukrainbank). L'organisateur de cette institution financière centrale de la coopération était un fonctionnaire du gouvernement ukrainien, le premier secrétaire général des affaires financières

de la République populaire ukrainienne d'Ukraine, H. Baranovskyi. La même année, la première Union des coopératives laitières, qui ont commencé à émerger en Ukraine au début du 19^e siècle, est créée à Kyiv. Au cours de la première année de la révolution, les unions laitières suivantes sont apparues à Odessa et à Kharkiv, et en 1918, 112 unions coopératives de ce type étaient déjà actives.

La moyenne du nombre de membres par coopérative de consommateurs augmente également: 1914 – 112 membres en 1914, 227 en 1917, 303 en 1918. En outre, en 1918, deux autres unions régionales de coopératives de consommateurs sont créées: l'Union de l'oblast d'Odessa (Odobsoyuz) et l'Union de la région de Tchernihiv.

En 1918, les unions coopératives avaient ouvert 14 librairies et fondé 70 maisons d'édition coopératives qui ont publié 273 titres de journaux, magazines, bulletins etc. nombre de ces titres ont également été imprimés en ukrainien, effort qui participe à la défense et à la renaissance de la langue ukrainienne. La coopérative Knygospilka publie 43 titres, Dniprosoyuz 40 titres et l'union coopérative Deoltava 41 titres.

Cependant, avec l'établissement du régime bolchevique, le mouvement coopératif a commencé à être subordonné aux structures étatiques. Peu de temps après, le Comité coopératif officiel d'Ukraine a été aboli, le 7 avril 1920, les syndicats régionaux des coopératives, y compris Dniprosoyuz.

Après la proclamation de la République socialiste soviétique d'Ukraine par les bolcheviks en Ukraine en 1920, les coopératives sont passées sous le contrôle strict de l'État.



PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

BRÈVES

LES TRAVAILLEURS AU COMBAT MÉRITENT UNE PROTECTION SOCIALE

La confédération syndicale KVPU s'inquiète de la manière dont sont traités les travailleurs engagés dans les forces armées : « Les membres de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine – mineurs, métallurgistes, cheminots, enseignants, médecins – ont été mobilisés dans les rangs des forces armées ou ont volontairement quitté leur emploi pour participer directement à la lutte contre les envahisseurs russes et défendre la patrie. Près de 80 membres du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine sont morts sur le champ de bataille. Malheureusement, les familles des défenseurs tombés au combat rencontrent d'importants problèmes pour recevoir les indemnités promises par l'État. »

Par exemple, les 16 familles de membres décédés du NPSU, anciens employés de Lvivvugilya, n'ont pas toutes reçu une aide. La procédure d'élaboration et de vérification des documents, ainsi que leur examen et leur approbation par la commission du

ministère de la défense, est longue et compliquée. Il y a également des problèmes pour enregistrer une pension liée à la perte d'un soutien de famille. Il est donc urgent de légiférer sur les questions suivantes : allouer à tous les enfants du défunt, sans exception, une pension d'au moins deux minimums vitaux ; paiement de l'aide d'État aux familles des personnes disparues ; réduction des procédures bureaucratiques pour les paiements...

Selon une enquête, le nombre d'Ukrainien·nes qui estiment que l'État ne remplit pas ses obligations envers les vétérans a augmenté. Si en août 2022, 69 % des citoyens considéraient que le soutien de l'État était suffisant, ils ne sont 53 % en janvier de cette année, soit 16 % de moins. Parmi les principaux problèmes rencontrés par les anciens combattants figurent les difficultés suivantes : enregistrement des prestations, emploi, assistance médicale.

MENACES SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN UKRAINE ?

Le Parlement vient d'adopter à la quasi-unanimité la loi sur les médias, n° 849-IX. Le Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion devient l'organe de contrôle qui, dès l'année prochaine, pourra imposer des sanctions aux médias, les poursuivre et, dans certains cas, les fermer sans procès. Selon le constitutionnaliste Vsevolod Rechytskyi, interrogé par le Groupe de protection des droits humains de Kharkiv, cette loi « serait nécessaire si elle élargissait la liberté intellectuelle, de liberté de parole et de pensée. [Mais] elle restreint la liberté d'expression au lieu de l'étendre, et donc, dans ce cas, elle est plus

nuisible aux intérêts ukrainiens que l'inverse. [...] Elle établit une liste beaucoup plus large de motifs suffisants pour restreindre la liberté d'expression. Elle est plus large que celle des motifs de restriction de la liberté d'expression contenue dans la Constitution ukrainienne. [...] La loi régleme aussi strictement la langue de diffusion. Elle prévoit d'énormes quotas pour la langue ukrainienne, qui est la langue dominante. Et ces quotas sont bien plus élevés que le pourcentage réel de personnes parlant ukrainien. Cela signifie que si des émissions de télévision et de radio sont seulement traduites en ukrainien ou si



des quotas sont utilisés, 90 % des émissions doivent être en ukrainien, ce qui ne coïncide pas avec les besoins de la population ukrainienne russophone. En tant que minorité nationale, ils ont le droit de recevoir des informations dans leur propre langue, et la Constitution le reconnaît, en particulier l'article 10».

Pour Volodymyr Yavorskyi, «les auteurs [de la loi] expliquent que cette réglementation est nécessaire pour lutter contre l'espace d'information russe, qui diffuse beaucoup de fake news sur Internet. Mais je soupçonne, ajoute-t-il, qu'elle peut aussi être utilisée contre l'opposition et les journalistes d'opposition».

DES ENFANTS UKRAINIENS EN AUTRICHE ENVOYÉS EN RUSSIE

L'Ukraine s'est retirée de l'Institut européen de médiation (EIO). «Cette décision résulte du fait que deux enfants ukrainiens, qui se trouvaient en Autriche à la suite de l'agression russe, ont été emmenés en Russie par un membre de l'EIO.» Selon les médias, les enfants ont été emmenés par le Dr Josef Siegele, secrétaire général de l'EIO. Les autorités autrichiennes ont lancé une enquête officielle. Dmytro Lubinets, commissaire parlementaire ukrainien aux droits humains, a fait appel à l'EIO, mais celui-ci n'a pas mené d'enquête interne et n'a pas appliqué les sanctions nécessaires à l'encontre du Dr Siegele, «dont l'acte contredit l'objectif de la

création de l'Institut et indique sa partialité». Il a également ajouté qu'il a déjà contacté d'autres membres de l'organisation pour leur proposer de se retirer de l'EIO et de condamner les actions de ses dirigeants.

Selon *Children of War*, à la date du 8 février, 16 168 enfants ukrainiens ont été déportés illégalement en Russie. Le Centre national de résistance (CNR) signale que les lycéens ukrainiens étaient emmenés en Russie prétendument pour passer des examens. Selon le CNR, 50 élèves de 11 ans ont été enlevés dans la seule ville de Lysychansk et emmenés au Tatarstan.

UNE INFIRMIÈRE GAGNE SON PROCÈS CONTRE L'ADMINISTRATION D'UN HÔPITAL

Participante au mouvement de protestation des infirmières Be Like Nina, l'infirmière Lyudmila Puh a gagné un procès contre les responsables de son hôpital, qui l'avaient illégalement licenciée. Son bras de fer de plusieurs mois avec l'administration de l'hôpital Myrhorod s'est terminé par une victoire. Lyudmila, qui a travaillé pendant plus de trente ans dans l'établissement, avait été licenciée au début du mois de juillet 2022. Vitalyi Dudin a représenté devant le tribunal l'infirmière par l'intermédiaire de Vitalyi Dudin. Selon celui-ci, le directeur de l'hôpital a eu assez de cynisme pour justifier la légalité du licenciement par le fait que l'infirmière s'était plainte

des conditions de travail... Vitalyi Dudin et le fils de Lyudmila, qui sert actuellement dans les forces armées, sont venus défendre l'infirmière. Le tribunal a réintégré Lyudmila dans le département des enfants et lui a octroyé une indemnité pour ce licenciement injuste. «Nous appelons tous ceux qui souffrent de l'odieuse réforme médicale à se battre pour obtenir justice. Nous espérons que ceux qui ont le pouvoir et l'argent pèseront chaque décision et éviteront les procès honteux», ont souligné Sotsialnyi Rukh et Be Like Nina. «De telles petites victoires ajoutent de la force pour avancer vers la grande victoire du peuple ukrainien», a déclaré Vitalyi Dudin.

DES BOUGIES ET DES VOITURES POUR LES SOLDATS UKRAINIENS

Le syndicat d'Energoatom (Société nationale de production d'énergie nucléaire) a livré, le 2 février, à une brigade mécanisée un fourgon Ford Ranger pour les missions de combat et un complexe mobile de douches pour améliorer les conditions de vie des soldats ukrainiens sur le front. «Nous travaillons ensemble, et ensemble nous rapprochons notre Victoire», a déclaré Oleksiy Lych, de l'organisation syndicale. Des étudiants de l'université nationale d'Uzhgorod (Transcarpathie, Ukraine occidentale) ont pris l'initiative de produire un lot de 160 bougies de tranchées pour les forces armées ukrainiennes. La production des bougies a eu lieu dans les locaux de l'Institut pédagogique et scientifique de chimie, les employés et les professeurs de l'institut sont venus en

aide aux étudiants. Le premier paquet contenant une centaine de bougies de tranchées a déjà été envoyé au front par l'armée ukrainienne. Un autre lot sera bientôt envoyé au front.

Par ailleurs, la secrétaire générale du plus important syndicat britannique des travailleurs du secteur public, Unison, Kristina Makanea, a remercié les travailleurs ukrainiens et leurs syndicats pour leur soutien à la lutte des travailleurs britanniques en grève: «Je tiens à vous remercier pour les lettres, les messages et les photos de vos membres qui expriment leur solidarité avec la grève que mènent actuellement les membres d'Unison et d'autres syndicats à travers le Royaume-Uni.»



ILS DÉFENDENT L'UKRAINE, MAIS NE PEUVENT Y VIVRE

Selon le Groupe de défense des droits humains de Kharkiv (KhPG), un couple d'anciens volontaires biélorusses a été confronté au fait que le service national des migrations n'acceptait pas leurs documents de résidence permanente en Ukraine, un pays qu'ils ont pourtant défendu.

Oleksiy Lazarev et Veronika Yanovych avaient rejoint le régiment Kalynovsky pour défendre l'Ukraine contre l'agression russe. Le 1^{er} février, Oleksiy Lazarev a tenté d'obtenir un permis de séjour permanent en Ukraine. Veronika Yanovych, son épouse, a demandé le statut de réfugiée. Cependant, le ministère de l'intérieur n'a même pas accepté les documents. Le passeport de Veronika Yanovych avait expiré en août 2022 et elle ne pouvait pas retourner en Biélorussie pour renouveler le document, car c'est extrêmement risqué. Pour avoir participé à la lutte

contre l'agression armée russe, elle pourrait même être condamnée à mort.

Les conjoints ne pouvaient pas quitter l'Ukraine pour se rendre en Pologne, par exemple. Après que cette situation eut fait l'objet d'une large publicité, Oleksiy a déclaré qu'à partir du 2 février «tous les malentendus ont été résolus». Mais Oleksiy a aussi déclaré que d'autres étrangers se battant pour l'Ukraine pourraient se retrouver dans une telle situation. «Mais mon cas n'est ni le premier ni le dernier. Savez-vous qu'après avoir été libéré des forces armées, un volontaire a sept jours pour quitter le pays? Et cela s'applique non seulement aux Biélorusses, mais aussi aux autres étrangers.»

LE SYNDICAT ÉTUDIANT PRYAMA DIYA EST DE RETOUR

Bonne nouvelle pour les étudiants ukrainiens. Le syndicat de lutte étudiante Pryama Diya (Action directe) est de retour. Après plusieurs années d'absence, il a participé ces derniers mois à la mobilisation des étudiants de Lviv contre la fermeture de l'Académie ukrainienne d'imprimerie. Cette renaissance en pleine guerre témoigne de la volonté des étudiants ukrainiens de défendre leurs droits face à la politique néolibérale du gouvernement, étudiants qui participent largement à la résistance anti-impérialiste à l'agression russe. Il revient au mouvement syndical étudiant international de lui apporter son soutien.

PATRICK LE TRÉHONDAT

DÉCLARATION DU SYNDICAT (9 FÉVRIER 2023)

En ces mois difficiles de guerre, alors que nous, étudiants, sommes désormais séparés non pas par les murs des salles de nos classes, mais par les frontières de nos régions et de pays, alors que beaucoup d'entre nous ont dû trouver abri dans des villes inconnues et tous les moyens possibles pour poursuivre nos études, et alors qu'il est devenu beaucoup plus difficile de s'unir et de s'entraider, le syndicat étudiant indépendant Pryama Diya reprend son travail actif.

Nous nous efforçons de créer un espace pan-ukrainien de coopération, d'assistance mutuelle et de solidarité entre les étudiants, afin de faciliter le processus éducatif pour toutes les personnes concernées. Il est important pour nous de créer des conditions sûres de vie pour les groupes vulnérables dans l'environnement éducatif, de soutenir les étudiants qui sont restés sur la ligne de front ou dans d'autres zones

dangereuses, et d'aider les étudiants déplacés à s'adapter dans les nouvelles villes.

En outre, tous les dangers qui existaient avant le 24 février 2022 demeurent : abus de pouvoir de la part des administrations universitaires, discriminations, corruption, actions hostiles du ministère de l'éducation et des sciences envers les étudiants, demande de frais supplémentaires ou excessifs, etc. Ces derniers mois, en raison de ces menaces, les tensions sociales entre les étudiants ont donné lieu à plusieurs campagnes de protestation, dont les plus marquantes ont été l'action pacifique des étudiants de l'Académie ukrainienne d'imprimerie contre la réorganisation de l'université et le mouvement Students UA, qui lutte pour le droit des étudiants ukrainiens dans les universités étrangères à voyager à l'étranger. Des militants de Pryama Diya ont participé aux deux campagnes.

Nous pensons qu'en raison de la guerre russo-ukrainienne, d'une part, et de la politique néolibérale fondamentaliste de marché des autorités ukrainiennes, d'autre part, la situation sociale des étudiants va s'aggraver de plus en plus. Dans le même temps, les plus grands mouvements étudiants ukrainiens existants ferment les yeux sur la composante sociale du problème de l'éducation et soutiennent la privatisation, la commercialisation et la rentabilisation de l'enseignement supérieur au nom d'une efficacité abstraite. En même temps, ils ne comprennent pas pourquoi un cours similaire en Europe occidentale au cours des trente dernières années a constamment conduit à des protestations à

grande échelle dans l'enseignement supérieur (souvent avec l'enthousiasme des corps d'enseignement).

Pryama Diya est fondé sur les principes de solidarité avec les groupes opprimés et exploités. Au niveau de la coopération internationale, Pryama Diya a rejoint Youth 4 Ukrainian Resistance, un réseau de jeunes soutenant la résistance ukrainienne à l'occupation russe, qui comprend des organisations de jeunes et d'étudiants de Pologne, du Royaume-Uni, d'Espagne, du Brésil et de Belgique. Nous pensons que le succès des mouvements étudiants ukrainiens passe par la solidarité, la communication et la coordination entre les participants de ces mouvements, et Action directe offre un tel espace à tout étudiant qui partage nos grands principes.

Anticapitalisme: nous luttons contre la marchandisation de l'éducation et de la science, nous nous opposons à la transformation de la connaissance en

marchandise et en privilège. En particulier, nous soutenons l'idée d'un accès libre et gratuit aux documents scientifiques. Pour nous, l'éducation anticapitaliste est une éducation qui promeut le développement créatif global de l'individu, plutôt que d'enfermer les êtres humains dans la machinerie encombrante et impersonnelle du capital.

Égalité des sexes: nous nous efforçons d'offrir des possibilités égales de développement et d'expression aux représentants et aux représentantes de tous les sexes au sein de l'organisation, de créer un environnement propice à l'expérimentation ou même à l'abandon de leur identité de genre. Par nos activités, nous essayons de populariser ce discours dans la société.

Éducation verte: nous prônons une éducation qui encourage une attitude éthique envers l'environnement. Pour la création d'espaces sûrs pour la nature,



les étudiants et toutes les personnes impliquées dans le travail de l'établissement d'enseignement.

Antidiscrimination: nous sommes contre toute discrimination sans distinction de classe, de sexe, d'âge, d'ethnie, de religion, d'orientation sexuelle, de région d'origine, de santé et de statut social.

Pourquoi avez-vous besoin d'un syndicat étudiant?

Solidarité: face à l'injustice dans votre université ou dans des circonstances difficiles, vous pouvez compter sur les autres membres du syndicat pour vous aider, où qu'ils soient dans le monde.

Développement personnel politique: réaliser sa passion pour la lutte politique et défendre ses droits en concevant des campagnes politiques, en organisant des sections syndicales, etc.

Compétences en gestion et en communication médiatique: un terrain d'expérimentation et de

pratique dans les domaines de l'événementiel, des relations publiques, dans les réseaux sociaux, de la rédaction d'articles, de reportages et de la réalisation d'interviews, de la prise de parole en public, de débats, etc. La participation directe au travail des médias vous aidera à couvrir les questions mondiales et locales sans aucun obstacle et à mener efficacement une lutte d'information contre l'arbitraire des administrations universitaires.

Personnes partageant les mêmes idées: un cercle de personnes partageant les mêmes idées, un minimum de bureaucratie, une communication informelle et un renforcement d'équipe.

Si vous êtes étudiant dans un établissement d'enseignement supérieur ou professionnel, ne perdez pas de temps – rejoignez le syndicat Pryama Diya!

WWW.FACEBOOK.COM/PRIAMA.DIIA

UN NOUVEAU SYNDICAT DE BASE INDÉPENDANT À L'HÔPITAL DE LVIV

Les institutions officielles et la direction des hôpitaux accordent de moins en moins d'attention au sort des travailleurs de la santé. En raison de la hausse des frais de déplacement, de l'inflation et de la hausse des prix des denrées alimentaires, les salaires des médecins et des infirmières, augmentés en 2021, sont à nouveau à peine suffisants pour couvrir les besoins de base.

Tous les professionnels de la santé du pays comprennent parfaitement les difficultés actuelles et continuent de servir dans les hôpitaux et d'exercer leurs fonctions consciencieusement. Cependant, il y

a des managers qui s'autorisent à ne pas payer leur travail pendant trois mois. C'est ce qui s'est passé à Lviv, dans la maternité 3 de l'hôpital de la ville. Les infirmières ont demandé l'aide de leur syndicat, qui n'a pas voulu prendre le parti des travailleurs et défendre leur droit fondamental à recevoir leur salaire à temps. Les travailleurs ont fait appel aux autorités de régulation de l'État et ont reçu leur salaire. Cependant le patron de l'hôpital et l'administration, décidant de profiter de leurs employées, ont commencé à modifier les horaires de travail pour casser les infirmières et les forcer à démissionner. Les

salariées ont créé leur propre syndicat indépendant et ont déjà entamé le processus de rédaction d'une nouvelle convention collective, qui devrait être élaborée par tous les syndicats existants avec l'administration.

Sotsialnyi Rukh soutient fermement cette soif de justice des travailleuses et leur courage en n'hésitant pas à entrer en conflit avec la direction, en défendant leurs droits, et appelle tous les travailleurs et travailleuses en Ukraine à s'informer de cette situation!

Sotsialnyi Rukh, <https://www.facebook.com/social.ruh>

TÉMOIGNAGES D'INFIRMIÈRES

Les infirmières travaillent depuis des années, faisant un travail très responsable pour fournir des soins médicaux aux personnes dans les hôpitaux et les cliniques. Pour des raisons imprécises, elles n'ont plus perçu leurs salaires régulièrement. Les paiements ont été retardés de trois mois. J'ai l'impression de revenir dans les années 1990. Les travailleuses ont survécu et ont continué à travailler. Mais une telle situation ne pouvait pas durer éternellement, elles ont commencé à demander de l'argent qu'elles avaient gagné.

Les infirmières ont soumis une réclamation écrite au président de l'Ukraine, au ministère de la santé de l'Ukraine et au département interrégional de l'Ouest du service public, au département de la santé du conseil municipal de Lviv. Afin de punir les «non-obéissantes», la direction a commencé à fractionner les heures de travail pour compliquer la vie des infirmières et les placer dans une condition difficile, surtout en temps de guerre.

La plupart des employées vivent à l'extérieur de la ville et dans leur temps libre, s'engagent dans l'aide pour les forces armées (cuisiner de la nourriture, organiser l'approvisionnement de nos défenseurs, etc.).

Il faut savoir que nos frais de déplacement pour aller au travail ont doublé. De plus, avec le début de la guerre, les horaires des transports en commun ont beaucoup changé, de nombreux transports ont été annulés et maintenant les employées n'ont plus rien pour rentrer chez elles après 20 heures.

Les infirmières se sont tournées vers le syndicat. Cependant, elles ont reçu des réponses de sa part qui coïncidaient complètement avec les vues de la direction. L'organisation, qui est censée protéger les droits des employés, s'avérait en être incapable.

L'équipe a donc décidé d'organiser un syndicat indépendant. C'est ainsi qu'a été formée une nouvelle organisation syndicale qui veut vraiment protéger les droits des travailleuses et les protéger de l'arbitraire.

Bien sûr, en raison de ces événements, la direction du personnel médical augmente la pression. Des efforts pour créer des conditions de travail insupportables continuent d'être déployés. Nous avons commencé à travailler à la rédaction d'une nouvelle convention collective et, selon la loi, tous les syndicats devraient être impliqués dans sa préparation.

Rejoignez-nous! Nous maintiendrons ensemble les bonnes conditions de travail et la prestation de soins médicaux de qualité!

12 FÉVRIER 2023

C'est très agréable que nous commençons à nous réveiller et à avancer bien que très lentement, mais c'est déjà quelque chose. Faites des pas en avant confiants, intelligents, ne jamais reculer et surtout rendre tout public! Cela ne permettra pas à l'affaire d'être «invisibilisée». J'aime et j'apprécie chacun et chacune d'entre vous.

Bougeons, l'union fait la force

10 FÉVRIER 2023







Beaucoup d'établissements médicaux n'ont pas perçu leurs salaires comme l'année dernière.

Il est peut-être temps de faire quelque chose et de ne pas se taire. Un ou deux hôpitaux ne pourront pas défendre tout seuls leurs droits. Nous devons tous et toutes commencer à agir ensemble

5 FÉVRIER 2023

KYIV : UNE LUTTE SOCIALE À L'HÔPITAL

Début 2023, des employés du KNP (Hôpital clinique n° 15 du district Podilskyi de Kiev) se sont plaints de violations des garanties de salaire minimum et d'un comportement inapproprié de la direction. La réponse a été des menaces de représailles, mais l'équipe médicale ne va pas reculer. Le conflit porte principalement sur la question des salaires. L'indignation des ouvriers a monté d'un cran par le fait que, bien que les privant de leurs propres salaires et les menaçant de licenciements, la direction a reçu d'importantes primes. Cela est confirmé par un audit officiel, qui a révélé un montant de plus d'un demi-million de UAH (12500 euros) de bonus sans

fondement avait été versé au directeur général du KNP, Andrii Musienko, en 2020-2022, la police a ouvert une enquête sur ce versement. Vitaliy Dudin, responsable du Sotsialnyi Rukh, a aidé les employées à préparer des courriers à la direction de l'hôpital, aux responsables de la capitale et au ministère du travail. Cependant, cela n'a pas apporté le résultat escompté. Cette situation nécessite une réaction du public et une réponse urgente des autorités de l'État. Il est inadmissible qu'un cadre parasite à l'hôpital, contre lequel une procédure pénale est ouverte, dicte sa volonté à ses subordonnés! Sur son site, Sotsialnyi Rukh qui rend compte de cette situation déclare: «Nous appelons tout le monde à soutenir le collectif KNP KL n° 15 dans la lutte contre la tyrannie et les salaires inéquitables. Assurer le fonctionnement normal des institutions médicales devrait être une priorité inconditionnelle de la politique de l'État dans les conditions de la loi martiale.»

10 FÉVRIER 2023

Sotsialnyi Rukh: <https://www.facebook.com/social.ruh>

Traductions Patrick Le Tréhondat

DES SYNDICALISTES D'UKRAINE, DU BÉLARUS ET DE RUSSIE DANS LA GUERRE

ENTRETIEN AVEC HRYHORIY OSOVOY,
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES
SYNDICATS D'UKRAINE (FPU)¹

Comment travaille-t-on au quotidien aujourd'hui en Ukraine?

L'agression russe a eu des effets dévastateurs pour le marché du travail ukrainien. Selon le ministère de l'économie au moins 5 millions de personnes ont perdu leur emploi. C'est environ 35 % des travailleurs. Plus de 10 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et 7,2 millions de réfugiés ukrainiens sont partis à l'étranger. La guerre est en train de détruire des emplois en Ukraine, ce qui se traduit par la hausse du chômage.



Dans ces conditions, les employeurs des secteurs public et privé de l'économie continuent de mettre en œuvre des «mesures d'optimisation des coûts», y compris des coûts salariaux, en instaurant notamment des réductions du temps de travail, en recourant aux congés sans solde ou au chômage technique. Malgré l'aide sociale adossée à l'aide internationale reçue par le gouvernement ukrainien et bien que le service militaire soit rémunéré, la réduction des salaires en termes réels (-25 % à la fin de 2022, selon le service des statistiques nationales) a entraîné une détérioration générale du bien-être des ménages.

Le budget de l'Ukraine pour 2023 prévoit le gel du minimum vital et du salaire minimum, du salaire de

base des fonctionnaires, ainsi que la suspension de la loi sur l'indexation des revenus, ce qui entraînera une nouvelle aggravation de la pauvreté, y compris parmi les travailleurs.

Depuis l'invasion russe, la hausse des prix de la plupart des biens et services s'est accélérée, principalement en raison des perturbations des processus de production et de logistique, de la destruction matérielle des capacités de production et des infrastructures à la suite des hostilités ou de l'occupation de territoires, ainsi que de la hausse de l'inflation mondiale, en particulier en raison des prix élevés de l'énergie. Pour l'année écoulée, l'inflation s'est élevée à 22,6 %.

En raison de la destruction des actifs des entreprises et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, il faut s'attendre à une augmentation du montant des arriérés de salaires, au non-paiement des arriérés d'avant-guerre et à une augmentation de faillites qui laissent les salariés sur le carreau. Dans le même temps, les Ukrainiens ont été forcés de s'adapter aux dures réalités militaires et luttent pour atteindre la victoire et soutenir l'économie de leur pays. Selon le gouvernement, en 2022 les citoyens et les entreprises ukrainiens ont versé plus de 900 milliards au budget de l'État. Notons également que le montant des impôts payés par les entreprises a été supérieur à 80 milliards de hryvnias par rapport au 2021.

Les gens travaillent dans un contexte où les alertes aériennes sont récurrentes, les frappes de missiles et de drones russes sont régulières. Dans les territoires

1. Propos recueillis le 12 janvier 2023 par Dominique Martinez, *Ensemble* et Espace international de la CGT. *Ensemble* est le journal des adhérent·es de la CGT.

à proximité de la ligne de front, les tirs de missiles et d'artillerie sont presque quotidiens, ce qui oblige les travailleurs à interrompre le travail et à se rendre dans des abris, dont le nombre et l'équipement sont insuffisants. La FPU s'est adressé au ministère de l'économie en charge des questions de la sécurité au travail en insistant sur la nécessité de fournir des casques de protection militaires et de gilets pare-balles aux travailleurs des infrastructures critiques.

Le gouvernement a lancé le programme E-Work, permettant de recevoir des microsubventions pour démarrer ou développer une activité. L'État a mis en place un système d'aide aux employeurs pour l'emploi des personnes déplacées intérieures qui a déjà été utilisé par 9 000 entrepreneurs. En outre, les chômeurs bénéficient des programmes de formation et sont recrutés dans l'«Armée de reconstruction» pour participer aux travaux d'utilité publique.

Les syndicats ukrainiens, en coopération avec les employeurs et le gouvernement ukrainien, accordent une grande attention à la préservation du potentiel de production national dans le cadre du régime juridique de la loi martiale. C'est ainsi que fonctionne le programme gouvernemental de relocalisation des entreprises. 761 entreprises ont déplacé leurs installations de production de régions où la guerre sévit vers des régions plus sûres, 588 (80 %) d'entre elles ont déjà relancé leur travail dans leur nouveau lieu d'implantation. Cela permet de préserver le potentiel de production du pays, mais aussi des milliers d'emplois. La plupart des entreprises ont été déplacées vers les régions de Lviv (30 % des entreprises délocalisées), Transcarpatie (17 %), Tchernivtsi (11 %), Ivano-Frankivsk (8 %), Khmelnytsky (7 %) et Ternopil (7 %). Actuellement, 1 863 demandes de délocalisation d'entreprises ont été enregistrées, 623 de ces entreprises ont finalement décidé de rester en raison

de la désoccupation des territoires dans lesquels elles sont situées.

En 2022, dans les conditions de guerre, les exportations de marchandises de l'Ukraine ont diminué de 35 %. C'est la métallurgie qui a le plus souffert. Les exportations de minerai d'acier ont diminué de 57,8 % pour s'établir à 2,9 milliards de dollars. La raison en est que le transport maritime pour le minerai et d'autres produits industriels est bloqué, et les prix et la demande sont en baisse en raison des craintes de récession mondiale.

Les conséquences de la guerre, le risque de nouvelles attaques terroristes contre les infrastructures essentielles et les délais de leur réparation, la baisse de la production, la baisse des revenus réels de la population ont compliqué l'activité économique et ont miné les attentes des entreprises quel que soit le secteur. Dans ces conditions, les entreprises devraient encore réduire leurs effectifs, les attentes sont pessimistes notamment dans le secteur de la construction.

Le système énergétique de l'Ukraine a été soumis à 11 attaques de missiles et à 14 attaques de drones. Les dommages causés aux installations de production et aux réseaux de transport d'électricité sont complexes et à grande échelle. Leur rétablissement nécessite beaucoup de ressources et de temps. Les équipes de réparation composées d'ingénieurs en énergie travaillent jour et nuit. Lors de la restauration des lignes électriques détruites dans les territoires libérés, les sapeurs doivent travailler avant les réparateurs, mais la menace de blessures causées par des engins non explosés reste élevée. L'agenda énergétique international doit changer. Il est nécessaire de créer un système de protection contre l'occupation ou la destruction des sites énergétiques, des installations qui fournissent des services vitaux aux citoyens. Une protection efficace des installations énergétiques

devrait être un aspect tout aussi important de la transition énergétique que la production sans carbone. Leur protection devrait être garantie par le droit international. Une attaque contre l'énergie devrait déclencher un mécanisme automatique de réponse collective – ce n'est qu'ainsi que nous pourrions tempérer les ardeurs des dictateurs.

Comment le travail syndical est-il mené pendant cette période?

Avec l'introduction de la loi martiale, la législation nationale dans le domaine de la négociation collective a été modifiée. Ainsi, la loi ukrainienne du 15 mars 2022 (n° 2136) «Sur l'organisation des relations de travail sous la loi martiale» accorde aux employeurs le droit d'initier la suspension de certaines dispositions de la convention collective. Les résolutions du présidium et du conseil de la FPU demandent aux organisations membres de poursuivre une coopération constructive dans le cadre du dialogue social à tous les niveaux, surtout localement, pour éviter les actions unilatérales d'employeurs et les suspensions de certaines dispositions de la convention collective. Pour aider les affiliés de la FPU, les documents suivants ont été élaborés : une brochure sur les mesures à prendre lorsque les employeurs appliquent la norme relative à la suspension de certaines dispositions de la convention collective en vertu de la loi martiale ; des recommandations sur les principales tâches de la négociation collective pour 2023. Malheureusement, les données officielles du Service national des statistiques indiquent une diminution du nombre de conventions collectives conclues dès avant la guerre. En 2021, 43 154 conventions collectives ont été conclues, soit 84,4 % par rapport à 2020 (51 125 conventions conclues). Dans le même temps, le nombre de salariés couverts par des conventions

collectives en 2021 est de 5 064,4 milliers de personnes, soit 94,35 % par rapport à 2020.

Selon les affiliés de la FPU, les travaux de révision ou de conclusion des conventions collectives et des accords sectoriels et territoriaux sont, en règle générale, suspendus jusqu'à la fin ou à l'abolition de la loi martiale.

Dès les premiers jours de la guerre, la Fédération des syndicats a fourni des locaux à ceux qui avaient besoin d'aide. Les maisons syndicales, les dortoirs des centres éducatifs, les sanatoriums et les institutions sanitaires et touristiques sont devenus des centres de refuge et de transit pour plus de 140 000 de nos concitoyens. Les soldats blessés suivent des programmes de réhabilitation dans nos sanatoriums. Les portes de 14 sanatoriums, 8 établissements touristiques, des dortoirs, des centres éducatifs des syndicats et autres installations sont ouvertes aux déplacées intérieures. Une moyenne de 5 000 personnes y séjournent quotidiennement.

Les installations syndicales où se trouvent les personnes déplacées ne reçoivent pas de soutien de l'État, contrairement aux institutions étatiques ou municipales similaires. Dans de telles circonstances, le soutien humanitaire à la population ukrainienne de la part des syndicats français est une contribution importante qui aide directement à améliorer les conditions de vie des déplacées intérieures. L'aide fournie est distribuée par le centre humanitaire de la FPU en fonction des besoins existants et restera à jamais dans le cœur des Ukrainiens.

Le gouvernement a chargé le ministère de l'économie d'élaborer un nouveau Code du travail. Quel type de dialogue est prévu avec les syndicats ?

Selon le plan d'action approuvé par l'ordonnance du conseil des ministres de l'Ukraine datée du 16 décembre 2022 (n° 1148-r), le ministère de



l'économie doit élaborer un projet de Code du travail d'ici au 1^{er} avril de l'année [2023].

La Fédération des syndicats d'Ukraine a constamment cherché à obtenir une telle décision. Il est très important que l'élaboration d'un acte juridique aussi fondamental soit réalisée avec la participation des syndicats représentant les intérêts des employés et des employeurs qui les embauchent. Il est tout aussi important que des experts ukrainiens, ceux de l'Organisation internationale du travail et de l'Union européenne, y participent pour la mise en œuvre inconditionnelle des normes internationales du travail et des garanties sociales.

Un convoi humanitaire organisé par les syndicats français arrivera bientôt en Ukraine. Que vous apporte cette aide? Est-ce un symbole pour vous?

L'aide humanitaire des syndicats français, qui arrivera bientôt en Ukraine, est un élément important de soutien au peuple ukrainien, qui est actuellement confronté aux dures épreuves de la guerre. Elle contribuera à alléger les souffrances de notre peuple.

Cette aide est pour nous un puissant symbole de solidarité. Les syndicats d'Ukraine accueillent toutes les manifestations de solidarité, grâce auxquelles ils comprennent qu'ils ne sont pas seuls et que leurs actions font partie de la lutte commune pour la libération du pays des occupants russes et sont cruciales pour la victoire.

Souhaitez-vous mettre l'accent sur un autre problème?

Depuis 2001, l'Ukraine a réformé son système d'assurance sociale en s'inspirant de l'expérience européenne et en créant des fonds d'assurance sociale avec gestion paritaire (à l'exception de la Caisse de pensions). Cependant, les syndicats sont préoccupés par les processus négatifs qui ont eu lieu ces dernières années dans le domaine de l'assurance sociale. Les

fonds d'assurance sociale sont liquidés et la gestion dans ce domaine est confiée au Fonds de pensions de l'Ukraine, un organisme d'État. Le dialogue social dans le domaine de l'assurance sociale devient de plus en plus formel. La protection sociale des assurés se détériore – le montant des prestations pour incapacité temporaire a été réduit et la question de l'octroi de jours payés de congés supplémentaires par l'employeur au lieu de prestations d'invalidité temporaire est en cours d'élaboration. Le montant des paiements uniques a été réduit et les conditions de fourniture de services sociaux aux victimes dans les sanatoriums et les centres de villégiature aux frais de l'assurance sociale se sont détériorées, les conditions d'octroi des allocations chômage se sont aussi détériorées. Une telle attaque progressive et constante des droits des travailleurs peut conduire à la réduction du système de protection sociale. La protection sociale risque de se résumer au maintien du niveau de vie minimal en cas d'accident et à la restriction de cette aide aux seules couches démunies de la population.

**ENTRETIEN AVEC MYKHAÏLO VOLYNETS,
PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION DES
SYNDICATS LIBRES D'UKRAINE (KVPU)¹**

Comment travaille-t-on au quotidien aujourd'hui en Ukraine?

L'année a été très difficile et éprouvante pour les travailleurs et pour tout le peuple ukrainien. Des millions de nos citoyens ont dû fuir la guerre brutale déclenchée par la Russie et les atrocités de l'armée russe. Les gens ont perdu leurs maisons, leurs emplois et ont des blessures physiques et psychologiques.

Beaucoup de secteurs économiques continuent de fonctionner malgré les tirs de roquette, les tirs

1. Propos recueilli par Dominique Martinez, *Ensemble* et Espace international de la CGT le 12 janvier 2023

d'artillerie et les bombardements. Les syndicats et les employeurs tentent de résoudre le problème de la protection des travailleurs, mais c'est difficile à faire car l'ennemi fait tout pour détruire toujours plus d'entreprises, d'hôpitaux, d'écoles, des installations d'infrastructure et tuer plus de gens. Selon les données officielles, 762 travailleurs ont été blessés sur leur lieu de travail à la suite de l'agression armée russe durant la période du 24 février au 26 décembre 2022. Parmi eux, 220 personnes n'ont pas survécu. Malheureusement, les travailleurs continuent de périr. Le 6 janvier, veille du Noël orthodoxe, un sauveteur a été tué lors du bombardement d'une caserne de pompiers à Kherson.

Les travailleurs, et parmi eux des syndicalistes, meurent aussi au combat, comme engagés volontaires ou mobilisés.



La conduite de la guerre à grande échelle en Ukraine a impacté d'une façon ou d'une autre tous les secteurs de l'économie. De nombreuses entreprises ont été détruites et toutes ne pourront pas être reconstruites. En raison des attaques ciblées contre les installations et les infrastructures énergétiques en Ukraine, il y a eu des black-out. Et maintenant il y a des coupures programmées d'électricité, ce qui ne permet pas le fonctionnement normal des entreprises industrielles et du secteur des services, des institutions publiques, des écoles, des hôpitaux, etc. Même notre activité syndicale souffre à cause des pannes d'électricité. Nous sommes reconnaissants à tous les syndicats frères qui nous aident avec des générateurs, des stations de recharge et des *powerbanks*. Le besoin en ces équipements est très grand.

Par exemple, je voudrais vous rappeler que les travailleurs des mines de charbon, d'uranium et de minerai de fer continuent à exercer leur travail déjà dangereux en temps normal. Pendant la guerre, il

est devenu encore plus dangereux. Avec l'arrêt soudain de l'alimentation électrique à la suite d'attaques d'artillerie et de roquettes, les mineurs restent sous terre sans lumière ni ventilation. Des opérations de sauvetage sont alors organisées pour les remonter à la surface.

Comment le travail syndical est-il mené pendant cette période?

Avant l'invasion à grande échelle de notre territoire par l'armée russe, les syndicats ukrainiens luttaient activement pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, menaient des négociations collectives, résistaient à la détérioration de la législation du travail et soutenaient sa mise en adéquation avec la législation de l'UE. Or, nous avons fait face à plusieurs tentatives de restreindre les droits des travailleurs et des syndicats.

Mais à partir du 24 février 2022, la KVPU et ses affiliés travaillent également dans le domaine humanitaire et aident le personnel militaire, parmi lequel il y a beaucoup de travailleurs et de syndicalistes. Nos organisations aident à évacuer les gens, fournissent de la nourriture et des produits de première nécessité aux victimes de la guerre. KVPU aide aussi les hôpitaux avec des médicaments et du matériel. Nous sommes reconnaissants à tous les syndicats qui nous ont fourni une aide humanitaire et des dons.

Les délégués syndicaux dans les entreprises n'exercent pas seulement leurs fonctions syndicales, mais se portent aussi volontaires pour diverses tâches de défense civile. Ils doivent également trouver du temps pour faire des tâches domestiques. Ainsi, travaillent-ils jour et nuit, et cela face à des menaces et à un stress constants.

Je tiens à souligner que la KVPU et ses affiliés continuent de protéger les droits des travailleurs avec

divers outils. Même maintenant, pendant la guerre, nous obtenons des victoires devant les tribunaux. Par exemple, en mai 2022, la Cour suprême d'Ukraine a rendu une décision en faveur des mineurs de SA Kryvyi Rih Iron Plant, qui ont mené une action de protestation sous terre pendant quarante-trois jours. La Cour suprême d'Ukraine a également ordonné une réintégration d'un membre de notre syndicat illégalement licencié du bureau de représentation de Wizz Air en Ukraine. Une organisation régionale de Kryvyi Rih de notre fédération des cheminots et son dirigeant, Vyacheslav Fedorenko, ont bataillé devant les tribunaux et ont permis aux travailleurs de recouvrer 700 000 hrinvyia d'impayés de salaires.

Cependant, en temps de guerre, nos capacités d'action sont limitées. Par exemple, nous pouvons mener des campagnes d'information et des campagnes de plaidoyer, mais nous n'avons pas le droit d'organiser des manifestations. Actuellement la KVPU lutte contre la libéralisation de la législation du travail en Ukraine, qu'on essaie de présenter comme une nécessité pour le développement économique. Pour ma part, en tant que militant politique¹, j'essaie d'empêcher l'adoption de lois qui portent atteinte aux droits des travailleurs et des syndicats, et en même temps – de promouvoir des normes législatives progressistes.

Le gouvernement a chargé le ministère de l'Économie d'élaborer un nouveau Code du travail. Quel type de dialogue est prévu avec les syndicats?

Malheureusement, nous constatons que le gouvernement tente d'élaborer rapidement un nouveau Code du travail sans tenir compte de l'avis des syndicats. Mais nous continuerons à nous battre, en faisant appel à la fois aux normes du travail de l'OIT et aux directives de l'UE. La position de la KVPU est la

suivante : la reprise économique et le développement après la guerre ne seront pas efficaces si les travailleurs, leur emploi stable et un salaire décent ne sont pas protégés.

Un convoi humanitaire organisé par les organisations syndicales françaises arrivera bientôt en Ukraine. Quel bénéfice cette aide peut-elle apporter?

Tout d'abord, au nom de la KVPU, je voudrais remercier les syndicats français de nous avoir déjà fourni un véhicule, que nous utilisons pour le transport de biens humanitaires. Grâce à ce don, nous livrons de la nourriture, des médicaments, des générateurs dans différentes villes et villages, y compris dans les zones à proximité de la ligne du front.

Nous sommes reconnaissants à nos consœurs et confrères syndicaux en France pour l'organisation du convoi humanitaire. Les produits seront livrés en priorité aux femmes et aux enfants dans le besoin, aux travailleuses et aux travailleurs des régions touchées et aux personnes déplacées.

Pour nous, l'aide des syndicats français est plus qu'un symbole de solidarité. C'est un grand soutien humanitaire et moral pour tous nos syndicalistes qui travaillent et luttent pour l'indépendance de l'Ukraine et la paix en Europe.

Voulez-vous ajouter quelque chose?

KVPU est reconnaissant aux travailleurs Français et à leurs syndicats pour l'assistance qu'ils fournissent aux réfugiés ukrainiens – femmes, enfants et personnes âgées qui ont fui les bombardements et la terreur. Les Ukrainiens sont forcés de quitter leur pays, car la Russie continue de détruire les villes et les villages, les infrastructures et la menace d'une nouvelle offensive militaire demeure. Mais nous croyons tous en notre victoire et au fait que lorsque la paix viendra, nos réfugiés rentreront chez eux et tous

1. NdT : Mikhaïlo Volynets est élu à la Rada, le Parlement ukrainien.

ensemble nous reconstruirons le pays. En attendant, les habitants d'Ukraine se battent pour un avenir libre et démocratique, et paient un prix terrible pour cela – la vie de leurs meilleures filles et fils.

ENTRETIEN AVEC MAKSIM PAZNIAKOU, PRÉSIDENT DU BKDP EN EXIL ET LIZAVETA MERLIAK, RESPONSABLE INTERNATIONAL DU BKDP EN EXIL ET PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION SALIDARNAST QUI VIENT EN AIDE AUX SYNDICALISTES BIÉLORUSSES RÉPRIMÉS ET À LEURS FAMILLES¹

Le 26 décembre 2022, la justice biélorusse condamnait Aliaksandr Yarashuk, président du BKDP et membre du CA de l'OIT, Siarhei Antusevich, vice-président du BKDP, et Iryna But-Husaim, salariée du BKDP, à des peines de prison de quatre ans, deux ans et dix-huit mois pour « atteinte à l'ordre public ». Avez-vous de leurs nouvelles? Quelle analyse faites-vous de ces condamnations? Allez-vous faire l'appel?



LIZAVETA MERLIAK: Nous sommes en contact permanent avec les familles de nos camarades emprisonnés. Les familles ont eu l'occasion d'avoir plusieurs rencontres personnelles avec les détenus avant l'audience. Ainsi, ils ont pu voir de leurs propres yeux des conditions inhumaines dans lesquelles vivent leurs proches en prison. Nous avons également été choqués de voir nos dirigeants menottés derrière les barreaux au tribunal. Personnellement, je n'ai pas pu retenir mes larmes. Il va sans dire que la prison n'est pas un endroit où l'on mérite de se retrouver. Surtout quand on n'est coupable que de l'exercice de son travail syndical.

Le cas de la direction du BKDP n'est pas le seul cas de persécution pour des activités syndicales au

Bélarus. Au cours des deux dernières années, des centaines de dirigeants, de militants et de membres des syndicats démocratiques sont passés par les centres de détention provisoire. En outre, des dizaines de dirigeants ont été arrêtés sur la base d'accusations pénales et condamnés pour des années de prison. Au total, trois douzaines de syndicalistes ont été condamnés à soixante-quatre ans de prison et douze ans et demi de liberté restreinte. Il convient d'ajouter qu'un procès est en cours contre les militants de Rabochy Rukh. Dix activistes risquent d'énormes peines allant jusqu'à quinze ans. Avec de telles actions, le régime se venge des militants du mouvement syndical pour leur participation aux manifestations populaires de 2020. Cependant, il convient de mentionner que ce n'est pas en août 2020 (élections présidentielles frauduleuses qui ont été suivies de manifestations pacifiques populaires massives au Bélarus) que la confrontation des travailleurs avec le régime de Loukachenko a commencé. C'est un long combat de plus de trente ans. Maintenant, nous assistons au point culminant de la réponse de la dictature à la lutte légitime des travailleurs.

Les avocats de la direction du BKDP ont fait appel de la décision du tribunal de Minsk devant la Cour suprême de la République du Bélarus. Les trois accusés comparaitront à nouveau quand la Cour suprême aura fixé la date de l'audience. Leurs avocats disent que l'audience sera ouverte au public comme l'était déjà celle de décembre 2022. Je voudrais mentionner que notre camarade, vice-président de la CSI et président de la Confédération du travail de Russie (KTR), Boris Kravchenko a participé à l'audience d'Aliaksandr Yarashuk et de ses collègues. De plus, Boris était la seule personne qui a paru en tant que témoin au tribunal. Nous espérons que d'autres camarades internationaux essaieront de se rendre à

1. Propos recueilli le 13 janvier 2023 par Dominique Martinez, *Ensemble* et Espace international de la CGT

l'audience d'appel à Minsk ou au moins insisteront pour que les représentants de leurs pays – leurs ambassadeurs nationaux au Bélarus viennent à l'audience cette fois-ci.

Toute cette affaire ressemble à une énorme gifle au visage du mouvement syndical mondial. Il est incroyable qu'un membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail, un camarade très respectueux, doive rester en prison pendant quatre ans pour avoir fait son travail syndical. Je comprends qu'il y a d'autres défis importants auxquels les syndicats doivent répondre ; mais celui-ci est vraiment exceptionnel. Cette offensive antisyndicale totale est devenue possible en raison de l'implication terrible du gouvernement biélorusse dans la guerre injuste de Poutine en Ukraine. Permettez-moi de vous rappeler que l'attaque contre le mouvement ouvrier démocratique a pris de l'ampleur de façon spectaculaire avec le début de la guerre et avec la position antiguerre du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques.

Comment fonctionne le BKDP en exil?

MAKSIM PAZNIAKOU: Après que la Cour suprême a interdit nos activités au Bélarus, nous ne pouvons pas exercer pleinement notre activité. Nous ne pouvons pas représenter les intérêts de nos membres dans la négociation collective, auprès des autorités, devant les tribunaux, nous ne pouvons pas peser sur les changements politiques, socio-économiques et juridiques au Bélarus. Cependant, nous poursuivons les consultations juridiques, organisationnelles et éducatives pour les travailleurs biélorusses. Nous poursuivons notre travail d'information. Nous continuons également à faire partie du mouvement syndical international. Le plus important est d'obtenir la libération rapide de tous nos camarades de prison. Pour

soutenir les syndicalistes réprimés et leurs familles, nous avons créé à Brême, en Allemagne, l'Association Solidarnast.

Quelles sont les conditions de travail au Bélarus aujourd'hui?

MAKSIM PAZNIAKOU: Au Bélarus, un système d'esclavage moderne a été créé. Les travailleurs biélorusses n'ont plus de liberté de réunion, de liberté d'expression ni d'opinion ni de liberté d'association, il n'y a pas de droit de grève. Toute critique des autorités, y compris les publications sur les réseaux sociaux, est jugée inacceptable et engage la responsabilité pénale de son auteur. En vertu de la législation du travail biélorusse, un employé qui a conclu un contrat avec un employeur pour une certaine période, ne peut prendre l'initiative de démissionner avant la fin de son contrat, sans le consentement de l'employeur. L'employeur a le droit de ne pas prolonger la relation de travail avec l'employé sans en expliquer la raison. Soit dit en passant, plus de 97 % des travailleurs sont employés par le biais de tels contrats.

Le travail forcé est également florissant au Bélarus, car sur le plan légal le travail est passé de la catégorie des droits à la catégorie du devoir. Cela se manifeste par la coercition des étudiants et des écoliers à des travaux agricoles pendant la période de récolte, forçant les travailleurs à ce qu'on appelle les *subbotniks*, lorsque les travailleurs sont contraints, sous la menace d'un licenciement, d'aller travailler gratuitement pendant leur jour de congé. Je tiens à attirer votre attention sur l'existence de « dispensaires médicaux du travail » (LTP en biélorusse). C'est un type d'établissement médical et correctionnel conçu pour ceux qui, par décision de justice, y ont été envoyés pour suivre un traitement obligatoire de toxicomanie et d'alcoolisme. En fait, LTP est un lieu de restriction

de liberté, où la principale méthode de traitement est le travail forcé du patient. Il ne reste plus qu'à en fixer officiellement le slogan : le travail rend libre.

LIZAVETA MERLIAK: Pour poursuivre le récit de Maksim sur le travail forcé, il convient de mentionner aux lecteurs de votre journal syndical que, grâce à une enquête des journalistes français et allemands, tout le monde sait désormais qu'Ikea s'approvisionnait en produits de bois au Bélarus et que pour sa production on recourait au travail forcé. C'est un scandale, il se pourrait que le travail forcé des prisonniers politiques y ait également été utilisé. En 2021, le BKDP a mené une recherche et publié un rapport analytique sur le recours au travail forcé au Bélarus. Au Bélarus, le travail n'est pas un droit mais une obligation. De plus, le système pénitentiaire utilise le travail comme un outil pour «améliorer, changer les prisonniers pour le mieux, corriger leur comportement». Alors oui, je suis d'accord avec Maksim que le slogan des nazis sur les portes du camp de concentration d'Auschwitz est très vrai pour le Bélarus d'aujourd'hui. Le travail forcé est également utilisé comme instrument d'humiliation ou de punition des prisonniers. La plupart des prisonniers sont obligés de travailler. Quelles que soient leurs compétences, leurs préférences, leurs diplômes – le travail est souvent non qualifié, sale, se fait dans de mauvaises conditions, sans protection (les blessures sont fréquentes en raison d'un manque de protection au travail, par exemple, pas de gants, etc.). Le rapport indique que 50 000 personnes sont soumises au travail forcé au Bélarus. Et que l'économie perd jusqu'à 1 % de son PIB chaque année à cause du recours au travail forcé : pas de prélèvement de la TVA, pratiquement pas de salaires versés aux personnes exploitées par le travail forcé.



Quel est votre message aux autres syndicats?

MAKSIM PAZNIAKOU: Aujourd'hui, me trouvant dans l'émigration forcée, je me demande de plus en plus si nous serons capables de répondre aux défis de notre temps, si nous avons réellement tiré les leçons de l'histoire, si nous sommes dignes de ce rêve d'une société basée sur les principes de justice sociale. Faisons-nous tout notre possible pour y parvenir? Je n'en suis pas sûr...

Mais j'ai confiance dans nos principes, dans le pouvoir de la solidarité syndicale, dans la pureté de nos pensées et dans l'honnêteté de nos intentions!

TÉMOIGNAGE D'UN SYNDICALISTE RUSSE SUR LA GUERRE EN UKRAINE¹

L'invasion des troupes russes en Ukraine le 24 février 2022, a marqué une rupture dans la politique extérieure de la Russie et, d'une façon moins spectaculaire, dans sa politique intérieure. Il y a un mot français plus fort, une déchirure – telle on l'a sentie dans la conscience des masses en général, en Russie et ailleurs. Et pourtant, un tournant pareil était largement à prévoir, pas forcément dans les formes brutales qu'il a prises, mais la tendance s'était avérée assez nette depuis 2013-2014 et même avant.

En effet, ce tournant, qui n'est pas encore tout à fait évident pour nombre d'observateurs, a commencé avec l'annexion de la Crimée en février 2014 (un mois fatal?) en riposte à la révolution de Maïdan en Ukraine. Cette action a permis à Poutine de briser définitivement la vague contestataire populaire des années 2011-2013 et, il faut le reconnaître, lui a assuré le soutien de la majorité de la population russe.

1. Novembre 2022.

Ainsi, le président russe s'est comporté comme un «gendarme de l'Europe» en imitant le tsar Nicolas I^{er} qui avait envoyé ses troupes en Hongrie pour écraser la révolution démocratique de 1848-1849.

Un acte brusque et inattendu? Non, ses actes précédents témoignaient de sa prédisposition à recourir à la force dès qu'il considérait que cela était nécessaire. Il faut se souvenir que Poutine a accédé au pouvoir présidentiel pendant la guerre en Tchétchénie (on l'appelle la guerre et personne ne le conteste) qui a duré sept ans, accompagnée des premières restrictions des libertés civiles en Russie. Il faut se souvenir aussi de «la guerre de cinq jours» contre la Géorgie en août 2008 (encore une guerre). Il faut tenir compte de l'aide accordée pendant ces huit dernières années par la Russie aux séparatistes prorusses du Donbass, pour maintenir la tension à l'est de l'Ukraine (ces républiques autoproclamées ont servi de détonateur au conflit actuel).

Pendant cette période, la restriction des libertés en Russie allait en s'accéléralant. Des faits isolés qui ont semblé être sans suite, s'enchaînaient peu à peu dans un système. Telle la loi sur les agents de l'étranger prise en 2012, complétée et élargie en 2017, 2018, 2020 et récemment durant l'été 2022, permettant de poursuivre quiconque percevait de l'argent de l'étranger ou même qui subirait une influence non déterminée de l'étranger. Elle vise en réalité tout opposant au régime, en premier lieu les médias et les ONG, et porte un caractère ouvertement discriminatoire. Une autre loi a élargi la notion de l'extrémisme qui peut être appliquée à tout un éventail d'actes de protestation et même des opinions, ce qui en a fait un instrument de perfection pour lutter contre l'opposition.

Pourtant, la situation sociale de la population ne s'améliorait pas, au contraire. Les prix ne cessaient

pas d'augmenter et le pouvoir d'achat de diminuer. De plus, le régime se bureaucratisait inévitablement, se pétrifiait; les gens, surtout jeunes, ne voyaient pas de perspectives dans une pareille situation. Le mécontentement social réapparaissait. D'abord il a pris la forme de manifestations contre la corruption organisée par la Fondation de lutte contre la corruption (en 2021 cette organisation animée par Alexei Navalny, a été déclarée extrémiste, ses militants ont dû quitter le pays, son leader, revenu en Russie après avoir été empoisonné, est toujours en prison). Ces actions auxquelles ont participé des dizaines de milliers de personnes, surtout des jeunes, ont eu lieu en 2017-2018 et ont été sévèrement réprimées par la police. Le but de ce mouvement était assez vague, outre la lutte contre la corruption, ses militants ont demandé la démocratisation de la vie politique, les élections justes, la révocabilité des autorités jusqu'au président du pays.

Cette même année 2018, le mouvement contestataire visant non seulement l'équité politique, mais aussi la justice sociale, en a pris le relais. Il a été provoqué par l'augmentation brusque de l'âge de la retraite (jusqu'à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes). Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue partout dans le pays, les syndicats, notamment la KTR, ont activement participé au mouvement. Mais le but du mouvement n'a pas été atteint bien que la réforme des retraites fût légèrement adoucie.

Il faut noter aussi les manifestations de masse à Moscou en 2019 contre la fraude électorale aux élections municipales quand de nombreux candidats de l'opposition se sont vus interdits d'y participer.

Tous ces processus révélaient une accumulation de mécontentement dans la population et une aspiration à la justice sociale et politique, malgré

l'affermissement du pouvoir qui utilisait largement les moyens de coercition. Mais la pandémie du Covid a provisoirement fait cesser toute activité de masse, comme d'ailleurs partout dans le monde, et a permis aux autorités de perfectionner les mesures répressives. Tous les rassemblements de masse que les lois restrictives ont rendu difficiles, voire impossibles, même les piquets de grève solitaires (une forme particulièrement humiliante de protestation, mais la seule légale ne demandant pas d'autorisation préalable) ont été défendus sous prétexte de lutte contre la pandémie. Ainsi toute expression politique légale de masses est devenue impossible, qu'il s'agisse des manifestations ou des élections.

La dernière explosion de manifestations de masse avant l'invasion des troupes russes en Ukraine, a eu lieu en janvier-février 2021, en solidarité avec Navalny, jeté en prison après son retour en Russie. Plus de 13 000 personnes ont été arrêtées pendant ces actions, ce qui démontre l'ampleur de la répression policière.

Elle a été accompagnée par la restriction de la censure. On a vu que Poutine avait étudié l'histoire notamment celle des tsars russes, Ivan le Terrible ou Nicolas I^{er}. Il a même écrit les articles sur la crise précédant la deuxième guerre mondiale. Un intérêt bien louable pour une période extrêmement riche de leçons. Mais quel usage le président a-t-il fait de ses recherches? En juillet 2021, il a signé une loi interdisant de comparer l'URSS et l'Allemagne nazie. Ainsi, la censure qui sévissait déjà dans la sphère politique, a été introduite dans le domaine des recherches scientifiques.

En 2020, la réforme constitutionnelle a eu lieu préparant de facto cette future guerre et permettant à Poutine de prolonger ses mandats présidentiels.

En juillet 2021, Poutine a publié un article, «Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens», dans lequel il a dit notamment que l'Ukraine actuelle est «entièrement et complètement le produit de l'époque soviétique». Un goût simple du chef d'État pour l'histoire? Un fait isolé? Ou un programme d'actions prochaines, un présage pas très clair de l'avenir?

Ainsi en Russie, «l'histoire comme champ de bataille» n'est plus une simple expression. Et ce n'est pas par hasard que l'hiver dernier, à la veille de l'invasion en Ukraine, a été liquidé le gardien de la mémoire historique (et prix Nobel de la paix), l'ONG Mémorial, qui portait haut le drapeau de défense de la vérité sur l'histoire de notre pays.

Tels étaient les signes avant-couriers de l'enchaînement logique des événements qui ont mené au 24 février 2022, la date clé qui a partagé notre monde en «avant» et «après».

En décembre 2021, Poutine avait demandé soudainement à l'OTAN quelques «garanties» de sécurité, notamment le refus d'extension à l'est, ce que les États-Unis et l'OTAN ont considéré comme irréaliste. Une activité diplomatique fébrile s'ensuivit, mais rares étaient les experts russes et étrangers qui y entrevoyaient une préparation à la guerre et leurs voix résonnaient comme des clameurs dans le désert.

En février, au Bélarus se sont tenues les manœuvres militaires russo-biélorusses, mais une fois les exercices terminés, les troupes sont restées sur place. Plus que cela, la Russie a concentré un groupe d'armées le long de la frontière ukrainienne. Les tensions se sont aggravées dans les républiques prorusses au Donbass. Mais la grande majorité de la population en Russie et dans le monde entier refusait toujours d'y voir une menace directe à la paix. La guerre en Europe au 21^e siècle semblait tout à fait impossible...



Le 21 février, les leaders des séparatistes prorusses ont réclamé leur indépendance, ce que Poutine a reconnu le même jour et a signé les accords de l'amitié et de l'aide mutuelle avec ces républiques autoproclamées, accords ratifiés le lendemain par le parlement russe. De plus, le président a prononcé une allocution dans laquelle il a largement développé ses thèses sur l'Ukraine «produit du régime soviétique». Au Conseil de sécurité russe tous ses membres ont pris la parole pour soutenir Poutine se montrant ainsi ses complices jusqu'au bout, l'un d'eux a même proposé d'annexer purement et simplement les républiques du Donbass. Le 23 février, l'Ukraine, inquiète, a proclamé l'État d'urgence.

Permettez-moi, ici, d'évoquer mes souvenirs personnels. Depuis décembre, je considérais l'invasion de l'Ukraine comme inévitable ou presque et les nouvelles que je suivais, confirmaient cette conviction. Depuis le 19 février, j'ai attendu la guerre du jour au lendemain. Le matin du 24 février, j'étais seule chez moi, je me suis réveillée, angoissée, vers 6 heures du matin, et j'ai regardé les nouvelles dans ma messagerie. J'ai vu une nouvelle allocution de Poutine, les images des villes ukrainiennes bombardées... J'ai écrit un message à mes amis et à mes proches : «Ça commence!» Mais tous dormaient à cette heure-là. Les photos et les vidéos des villes en flamme s'enchaînaient, remplissaient l'écran de mon portable et mon âme. Et j'ai ressenti un froid immense...

Je ne vais pas raconter les péripéties des opérations militaires, ce n'est pas mon métier et elles sont généralement connues. Je vais me concentrer sur la situation intérieure en Russie.

La réaction de la société civile à l'invasion en Ukraine a été immédiate. À Moscou, dans des dizaines des villes de Russie, la population est descendue dans la rue. Les manifestations spontanées,

illégalles bien sûr, ont duré plusieurs jours sous le mot d'ordre «Non à la guerre!» Elles ont été brutalement dispersées par la police, des milliers de personnes ont été arrêtées. De même, il y a eu des piquets de grève, ces actes solitaires de conscience désespérés. Les campagnes de pétitions ont été lancées immédiatement, la pétition principale contre la guerre en Ukraine organisée par Lev Ponomarev et d'autres militants des droits de l'homme, a vite rassemblé plus d'un million de signatures. Il y en a eu d'autres, des savants, des éditeurs, des artistes. Les organisations politiques démocratiques et celles de la société civile ont publié leurs déclarations antiguerre. Les syndicats libres ne se tenaient pas non plus à l'écart. La KTR, une des premières, a publié sa déclaration avec l'appel à la paix. Ses sections, comme les syndicats de professeurs et des universitaires sont allés encore plus loin en condamnant sévèrement le conflit armé. Sous l'impulsion des militants syndicaux russes, le GLI a adopté une déclaration analogue. Il y a eu aussi des actes de protestation moins pacifiques, les premiers commissariats militaires ont été incendiés.

Vu cette vague de protestation, le gouvernement a serré la vis. Fin février, ont été interdits et fermés les derniers médias plus au moins indépendants, la chaîne de télé Dojd, la radio L'Écho de Moscou, puis, peu après le journal *Novaya Gazeta* et d'autres médias électroniques comme le portail des étudiants *Doxa*, les sites *weMedouza*, *Mediazona*, etc. Leurs journalistes ont été obligés de quitter le pays pour reprendre leur travail à l'étranger. Au total, 181 médias ont été interdits. Les autorités ont bloqué les réseaux sociaux étrangers comme Facebook ou Instagram, la tentative d'interdire la messagerie populaire Telegram s'est avérée techniquement impossible. Pour avoir accès aux nouvelles indépendantes en russe, les utilisateurs

doivent désormais utiliser les logiciels VPN contre lesquels les autorités combattent sans trop de succès.

En mars, les autorités ont introduit dans les codes administratifs et pénaux un nouvel article “sur le discrédit de l'utilisation des forces armées russes” et “la diffusion de fausses informations sur l'armée” qui défend toute expression antimilitariste. Par exemple, il est interdit de nommer le conflit armé en Ukraine «la guerre», c'est «une opération spéciale», donc le mot d'ordre «Non à la guerre!» est devenu un crime puni d'amende et de prison. Le signe du pacifisme, le pigeon blanc et d'autres symboles analogues, même le vieux slogan soviétique “La paix dans le monde” ont subi le même sort. Tout cela réveille en mémoire le roman *1984* de George Orwell. La répression ne s'est pas fait attendre. Au moins 161 poursuites criminelles ont été entamées pour ces «faux» et «discrédits», à peu près 8 000 personnes ont subi la répression. De nombreuses personnes porteuses de ces symboles ont été arrêtées, plusieurs poursuites criminelles ont été entamées. Par exemple, Sacha Skotchilenko, une jeune femme de Saint-Petersbourg, est en prison depuis des mois, pour avoir changé les étiquettes de prix en tracts antimilitaristes dans un supermarché. Elle est menacée d'une peine pouvant aller jusqu'à sept ans de prison. La police arrête sans pitié les personnes portant des pancartes avec huit étoiles remplaçant les lettres russes du mot d'ordre «Non à la guerre». Ou, par exemple, cette femme qui a été arrêtée pour avoir lu, place Pouchkine, un poème de Nekrassov (du 19^e siècle!) contre la guerre en Crimée. Il semble que les autorités se sont spécialement acharnées contre les poètes. Il y a quelques semaines, un groupe de jeunes poètes ayant lu des poèmes antimilitaires devant la statue de Maïakovski, ont été brutalement arrêtés à leur domicile; un d'eux a subi des tortures atroces sous



les yeux de sa compagne, elle aussi maltraitée. Cela montre comment le pouvoir presque absolu a peur de la parole libre.

Oui, la parole est devenue criminelle dans la société russe autoritaire tendant au totalitarisme. Alexei Gorinov, un élu municipal de Moscou, a été récemment condamné à sept ans de prison pour sa proposition faite au conseil municipal de commémorer par une minute de silence les enfants assassinés par des bombes en Ukraine. Un autre élu municipal, l'homme politique Ilia Yachine attend en prison sa sentence pour avoir diffusé l'information sur le massacre de Boutcha, la banlieue tristement célèbre de Kyiv. Un autre politicien opposant Leonid Gozman a passé un mois en prison pour avoir comparé l'URSS et l'Allemagne nazie dans son blog en 2013 (on se souvient que cette loi a été adoptée en 2021, donc on l'a utilisé rétroactivement). Après avoir été relâché, le septuagénaire a réussi à s'évader à l'étranger.

Beaucoup de personnes ont choisi la même voie juste après l'invasion en Ukraine, ne voulant pas se sentir complices de ce qui s'est passé, ayant peur pour leur activité antimilitariste ou ayant peur du conflit armé tout simplement. C'était une première vague d'émigration.

Mais quelques mois après cette invasion, le courant antimilitariste était minoritaire. Il faut reconnaître que la majorité de la population a soutenu l'«opération spéciale» ou est restée indifférente. Et il ne faut pas se fier aux sondages officiels, les gens ont souvent peur de dire la vérité sur leurs opinions. Mais la propagande diffusée surtout à la télévision (certaines classes sociales de la population, en province et à la campagne sont privées d'un accès à Internet) s'est démontrée très efficace et quand on justifie l'invasion par «la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine» (je cite les paroles de Poutine)

en s'adressant au peuple dont les ancêtres ont combattu l'Allemagne nazie. Cela marche souvent. Et pendant quelques mois une «opération spéciale» s'est déroulée quelque part ailleurs, loin des foyers des gens simples, la tentation était grande de ne rien voir et de ne rien faire.

Pourtant, les conséquences économiques se sont vite fait sentir, à cause des sanctions internationales d'un côté, et de la croissance des dépenses militaires, de l'autre. Une journée de bombardement massif de l'Ukraine coûte – d'après certaines estimations – jusqu'à 900 millions de dollars. On voit ce que cela signifie pour un pays de s'arracher de l'économie globalisée au 21^e siècle. D'après l'économiste réputée Natalia Zoubarevitch, la production des automobiles a chuté de 81 %, des réfrigérateurs de 47 %. Le pouvoir d'achat a chuté de 17 % en mai, de 16 % en juin, encore de 15 % en juillet. Les prix, donc l'inflation, augmentent sans cesse, mais pas les salaires ni les revenus; la population s'endette. Les marchandises et les marques habituelles ont disparu du marché. Les gens cessent d'acheter les produits qui ne semblent pas être de première nécessité, les vêtements, les livres, les meubles, ce qui bouscule encore la baisse de production. Cela donnera à réfléchir tôt ou tard.

C'est pourquoi les autorités se sont préoccupées de leur justification idéologique. La glorification des militaires russes, les signes Z et V symboles de l'invasion sont collés partout et ne sont pas de nature à calmer les inquiétudes quotidiennes de la population. Donc, depuis septembre, les autorités ont modifié leur discours, maintenant il s'agit de la lutte contre le «satanisme mondial», ni plus ni moins, représenté par l'Ukraine et les «Anglo-Saxons».

Le pouvoir a voulu endoctriner les gens dès leur enfance en introduisant dans les écoles, dès la rentrée

de septembre, les nouvelles leçons intitulées «Les causeries sur les choses qui comptent» pour imposer la propagande aux plus jeunes. Mais les écoliers, leurs parents et les professeurs étaient loin d'une approbation unanime de cette nouveauté. Les syndicats libres comme L'Enseignant, affilié à la KTR, se sont dressés contre. Ils ont expliqué comment éviter cette nouvelle charge. On peut dire qu'ils ont obtenu gain de cause, le «nouveau» programme a été modifié, ces leçons ne sont plus obligatoires. C'est une petite victoire partielle, mais c'est déjà quelque chose.

Il n'est pas juste de prétendre – comme on entend souvent – que les gens en Russie subissent et approuvent la politique du gouvernement, que tous les Russes en portent la responsabilité. Les actions antimilitaristes continuent, malgré la pression de l'État autoritaire. Les tracts et les graffitis sont omniprésents et apparaissent sur les murs, comme des rubans verts, nouveau symbole de la résistance. Des actions sont également menées soit par des collectivités virtuelles comme la Résistance féministe antiguerre ou le mouvement Le printemps, déclarés extrémistes par les autorités, soit par les militants isolés qui agissent à leurs risques et périls. Ce ne sont pas de vaines paroles, la prison et la torture pour un tract ou un poème sont une réalité dans notre pays réduit au silence et chacun de ces actes demande du courage. On peut dire que le courage, c'est autre chose, que c'est d'être au champ de bataille ou dans les villes bombardées. Mais qui a le droit de juger entre courage et courage? On se souvient que les premières manifestations contre la guerre en Tchétchénie se sont tenues quelques mois seulement après son commencement, elles avaient été impossibles avant vu l'état d'esprit de la population, même avec beaucoup plus de liberté de parole et de presse. Et, dans votre histoire, vous avez eu l'exemple de la Résistance

pendant la Seconde Guerre mondiale qui a pris l'envergure, un an après l'armistice, et même plus tard, en 1941-1942. Oui, il y a eu l'appel du général de Gaulle, le vote des 80 à Vichy et les individus, les petits groupes isolés qui ont diffusé les tracts et les journaux clandestins, qui ont commis les premiers attentats. Mais qui oserait nier leur courage?

Peut-être que le tournant dans la conscience de masse s'est passé sous nos yeux, même latent. Il est lié à la mobilisation soi-disant partielle décidée par Poutine le 21 septembre face aux difficultés de son «opération spéciale». Des centaines de milliers d'hommes ont été arrachés à leurs foyers (300 000, d'après les données officielles), même plus selon certaines estimations. Cette décision a donné une nouvelle impulsion aux actions antimilitaristes. Les manifestants sont de nouveau descendus dans la rue à Moscou et ailleurs, des incendies des commissariats militaires se sont multipliés. Beaucoup d'hommes recevant les convocations, ont refusé d'aller servir, se sont cachés ou se sont évadés à l'étranger. La deuxième vague d'émigration, des centaines de milliers d'exilés, sans visa, sans moyens, faisant de longues queues à la frontière, menacés d'être renvoyés au pays par les gardes-frontières. Leurs familles saisies d'angoisse mortelle. L'économie privée de la main-d'œuvre. Les conséquences économiques de la mobilisation sont à attendre, mais déjà certaines entreprises se sont vidées, les spécialistes qualifiés vont contribuer à la croissance économique des pays voisins. Pour subvenir aux besoins de l'armée, on utilise déjà le travail des enfants qui cousent les cagoules et d'autres choses pour les soldats. Les groupes de juristes et de militants qui se nomment Filez dans la forêt (une expression russe à double sens, cela veut dire aussi «fichez-nous la paix») ont aidé les hommes à échapper à la mobilisation. Les syndicats se sont



engagés pour défendre leurs membres, leur action touchant de près la défense des droits de l'homme en général. En s'élevant contre la mobilisation des scientifiques, les leaders du syndicat Solidarité universitaire ont déclaré :

“N’importe quel citoyen de notre pays porte en lui les générations qui lui succéderont, il incarne la production des biens, des services, des investissements dans l’économie. Les scientifiques sont porteurs de contribution potentiellement inestimable pour l’avenir... pour le progrès de toute l’humanité. Nous tenons à défendre ce potentiel intellectuel important, c’est notre devoir devant notre pays et son peuple”.

Pour parer au mécontentement grandissant, à la fin octobre, Poutine et son ministre de la défense ont proclamé la mobilisation terminée, mais le décret officiel n'est pas paru (et peut-être ne le sera-t-il pas).

Il est difficile aujourd'hui de faire des pronostics. Le destin semble balancer bien que l'issue ne laisse pas de doutes. Je ne tire pas de conclusions, elles seraient superflues. Cette histoire n'est pas finie.

DOSSIER ÉTABLI PAR L'ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

BOÎTES ALERTES



rintah
menjadi
ram-

ama-
kata
ian
ri)

Sri menamb
perubahan ya
tubuh inspekt
mun, yang palin
setidaknya ada dua as
yang sepakat diubah
Pertama, menyangkut
ring atau tingkat jabatan str
tural. Nantinya, kepala inspe
torat daerah memiliki keduduka

ahkan

ILYA REPIN, UN PEINTRE UKRAINIEN ET LA COMMUNE DE PARIS

PATRICK LE TRÉHONDAT

Le peintre ukrainien Ilya Repin (1844-1930) est étiqueté comme peintre russe dans les musées américains et français. Lors d'une exposition qui lui a été consacré en 2021-2022 au Petit-Palais à Paris, le catalogue publié à cette occasion, le présente comme le «peintre russe le plus célèbre du 19^e siècle». Une colonisation russe du peintre toujours présente sur le site musée. D'autres sites annoncent la même bêtise.

Repin est né à Tchouhouïv, près de Kharkiv. Lors de son second séjour à Paris, il assiste au rassemblement annuel devant le Mur des fédérés en hommage aux combattants de la Commune, fusillés en mai 1871. Nous sommes en 1883. Repin est très impressionné et ému par cette commémoration populaire. Il a 39 ans. Il dessine quelques croquis pour le beau tableau coloré qu'il va peindre dans son atelier. Le tableau se trouve à la galerie Tretiakov, à Moscou. Demander son retour en Ukraine serait légitime.





LE CINÉMA UKRAINIEN ET L'AVENIR DU TRAVAIL

THOMAS ROBERTS¹

La première ukrainienne de *Reflection*, le dernier film du réalisateur Valentyn Vasyanovych, a eu lieu à la Semaine de la critique de Kyiv en octobre 2022, plus d'un an après sa projection au 78^e Festival de Venise. La guerre en Ukraine a limité la distribution nationale du film, bien que Vasyanovych ait indiqué que son public principal était international. Comme le précédent long métrage du réalisateur, *Atlantis* (2019), *Reflection* examine la guerre dans le Donbas du point de vue des militaires ukrainiens, pour rappeler aux spectateurs le conflit qui a précédé l'invasion à grande échelle de la Russie en février 2022.

Les films de Vasyanovych expriment avec force l'horreur du combat et le traumatisme qui poursuit les anciens combattants. Malheureusement, ce traitement sensible de l'expérience et de la subjectivité des soldats contraste fortement avec la représentation formelle des travailleurs post-soviétiques dans *Atlantis* et *Reflection*. Les deux films de Vasyanovych présentent la classe ouvrière du Donbas comme une relique du passé soviétique, dépourvue de conscience et d'activités politiques – une perspective qui s'est avérée encore plus problématique, lorsque Poutine a cyniquement déclaré que l'État ukrainien n'était qu'une fabrication soviétique, «l'Ukraine de Vladimir Lénine», pour justifier l'attaque de la Russie contre le pays. Compte tenu de l'histoire de la région, en tant que site central de la modernisation soviétique et de son identité culturelle en tant que centre de

la classe ouvrière héroïque de l'URSS, le prolétariat de Donbas exige une plus grande attention que celle que lui accorde Vasyanovych. En assignant une position marginale aux travailleurs du Donbas, le cinéaste reflète et renforce potentiellement la marginalisation de la classe ouvrière dans le discours politique ukrainien, à un moment où la production culturelle devrait conceptualiser une place pour les travailleurs au-delà du champ de bataille.

Se déroulant en 2014, pendant les premières phases de la guerre dans le Donbas, *Reflection* est centré sur Serhiy (Roman Lutskiy), un chirurgien qui se porte volontaire comme infirmier dans un bataillon de la défense territoriale ukrainienne déployé à Donetsk. Serhiy est capturé par des séparatistes pro-russes, torturé et forcé d'observer la brutalité de ses camarades ukrainiens, dont Andriy (Andriy Rymaruk), le partenaire de l'ex-femme de Serhiy. Libéré lors d'un échange de prisonniers, Serhiy est rapidement victime du syndrome de stress post-traumatique et lutte pour reprendre sa vie quotidienne à Dnipro. Les conséquences de la guerre sont également au cœur d'*Atlantis*, un film de science-fiction qui se déroule en 2025, un an après une guerre opposant l'Ukraine et la Russie. Dans le film, l'Ukraine a remporté une victoire militaire, mais n'a obtenu qu'un Donbas dévasté par une catastrophe écologique, un paysage de mines inondées et de munitions non explosées. En adoptant le point de vue des survivants du conflit, *Atlantis* révèle comment la guerre a dicté la forme que pourrait prendre la vie après la guerre.

La proximité de la guerre et de la vie quotidienne est au cœur d'*Atlantis* et de *Reflection*. Tel un documentariste, le cinéaste a développé un langage

1. Professeur adjoint d'études russes, est-européennes et eurasiennes au Smith College à Northampton (États-Unis).



cinématographique adapté à son sujet. Serhiy revient de Donetsk précisément au milieu de *Reflection*; les images de sa vie civile rappellent celles qu'il a rencontrées dans le contexte de la guerre, dans un miroir de formes et de compositions entre les deux moitiés du film. Dans *Atlantis*, de longs plans fixes captent des paysages ravagés par la guerre et le déclin industriel, cartographiant la présence persistante de la violence passée. La cinématographie de Vasyanovych exploite le potentiel médico-légal de l'image, la façon dont le personnage ou le lieu scruté produit des détails probants. L'image prédomine dans son œuvre et le son est, par voie de conséquence, secondaire: les dialogues sont réduits; son précédent long métrage, *Black Level* (2017), se passait entièrement du langage parlé.

En abordant le conflit du Donbass, Vasyanovych privilégie les acteurs non professionnels, recrutés y compris parmi les anciens combattants. Ce choix artistique [...] a été revendiqué par le réalisateur devant la Fédération des réalisateurs de films européens, aux lendemains du début de l'invasion russe. Vasyanovych y manifestait son intention de rester à Kyiv, «pour être parmi des gens qui sont conscients de leur affiliation ethnique, culturelle et politique», ce qui lui permet, disait-il, de «créer des histoires vraies» sur les habitants de la ville. Le réalisateur a ainsi filmé les combats et leurs conséquences près de la capitale [au printemps 2022].

Le cinéma de Vasyanovych affirme sa capacité à accéder à la réalité de la guerre, ainsi qu'aux effets du traumatisme psychologique. Simultanément, *Reflection* interroge la manière dont le traumatisme peut déformer la perception, l'illumination cédant la place à l'illusion, l'éclaircissement à l'égarement. Après son retour à Dnipro, un pigeon meurt en heurtant la fenêtre de l'appartement de Serhiy, faisant sursauter sa fille. «Je pense que l'oiseau a vu un

reflet du ciel dans notre fenêtre», explique-t-il. Le pigeon confond la mort avec la liberté, comme ceux qui s'imaginent être revenus du front en s'échappant des tranchées et des prisons du Donbass. Longtemps après la mort du pigeon, son empreinte marque la fenêtre, comme un mémorial spectral qui filtre la perception du monde extérieur. Que ce soit après le conflit ou en dehors de la zone de conflit, les personnages de Vasyanovych continuent à voir la guerre ou du moins à voir à travers elle: la vision elle-même est restructurée, l'identité de soi reconstituée.

En explorant le développement psychologique de Serhiy, le cinéaste emploie des métaphores visuelles qui traduisent à l'écran le monde intérieur du personnage, retraçant son parcours depuis les combats et la captivité jusqu'aux efforts de rétablissement. Toutefois, en comparaison, *Reflection* attribue une complexité psychologique bien moindre aux travailleurs ukrainiens. Pendant son emprisonnement, Serhiy est contraint de transporter les cadavres des prisonniers de guerre ukrainiens pour qu'ils soient éliminés dans un incinérateur importé de Russie (dans un camion portant la mention «Aide humanitaire», rien de moins) pour rendre la guerre invisible. L'opérateur de l'incinérateur, originaire de Donetsk, explique qu'il rêve d'acheter une voiture d'occasion pour en faire un taxi, affirmant que cet achat lui permettrait d'être «libre». Pour réaliser cette aspiration, il envisage de vendre au marché noir une prothèse de hanche récupérée dans l'incinérateur. Déçu d'apprendre que la vente ne pourra pas se faire, l'homme accepte un pot-de-vin pour enterrer secrètement le corps d'un soldat ukrainien que Serhiy négocie pour faciliter la récupération du corps par la famille du soldat. D'une manière ou d'une autre, l'opérateur de l'incinérateur tirera des revenus des restes des victimes de la guerre. Les conditions économiques

dans le Donbass, qui ont probablement précipité son appauvrissement, ne sont pas évoquées, et l'homme anonyme est plutôt soumis à une évaluation morale.

Personnage de base d'un scénario horrible, l'opérateur de l'incinérateur n'est pas un individu sympathique, bien qu'il soit représentatif de la façon dont Vasyanovych voit la classe ouvrière du Donbass : incapable, idéologiquement désengagé, essentiellement dévoué. On pourrait se demander qui serait le passager de cet hypothétique taxi, mais la réponse n'intéresse pas *Reflection*. Dans *Atlantis*, une scène qui se passe dans une aciérie du Donbass offre une vision similaire. Un représentant de la direction étrangère annonce que l'usine va fermer pour rénovation, puis invite les ouvriers licenciés à boire un verre. Discutant de la manière dont l'usine a cessé d'être rentable, un employé s'en prend à un collègue de travail et vétéran de l'armée ukrainienne (également nommé Serhiy et également interprété par Andriy Rymaruk) pour lui dire qu'il ne lui a jamais demandé d'aller sur le front pour le défendre et qu'au moins, avant la guerre, il avait un emploi stable. La dispute s'envenime et une bagarre s'ensuit. Comme l'opérateur de l'incinérateur dans *Reflection*, celui qui s'oppose à Serhiy est présenté comme le représentant d'une classe ouvrière ayant abandonné ses convictions et ses engagements politiques et prête à servir n'importe quel maître.

Lorsque le directeur s'adresse aux ouvriers de l'aciérie, son visage est affiché sur un grand écran vidéo avant d'être remplacée par des séquences du film de Dziga Vertov, *La symphonie du Donbass*. *Enthousiasme*, qui est projeté derrière les ouvriers pendant qu'ils se disputent et se battent. Premier film sonore de Vertov, ce film expose la volonté d'industrialiser l'Ukraine orientale, situant la «voix» du prolétariat du Donbass dans la modernisation soviétique. Près d'un siècle

plus tard, *Atlantis* raconte l'expérience prolétarienne annoncée par *Enthousiasme*. Vasyanovych juxtapose ironiquement l'héroïsation des mineurs et des métallurgistes par Vertov à l'effondrement de l'industrie du Donbas. Au lieu de la célébration par Vertov d'un prolétariat collectivisé et politiquement conscient, *Atlantis* dépeint les travailleurs de Donbass comme politiquement atomisés, faisant de la représentation triomphante du travail par Vertov une construction idéologique archaïque. Toutefois, simultanément, la scène de l'aciérie d'*Atlantis* critique l'idée selon laquelle l'orientation occidentale durement acquise par l'Ukraine lui assurera la prospérité, en montrant comment le libéralisme du marché facilite le pillage du capital industriel du pays.

Alors que Vertov appliquait la rhétorique belliqueuse du plan quinquennal à la main-d'œuvre industrielle et agricole, caractérisant les travailleurs de choc soviétiques et les brigades de kolkhozes comme des «combattants en première ligne de feu», Vasyanovych trace une conjonction plus littérale entre travail et militantisme.

Dans *Atlantis*, la guerre remplace le travail en usine en tant qu'opportunité professionnelle : les vétérans continuent de s'entraîner au tir, et l'un d'entre eux envisage une carrière de mercenaire à l'étranger. Avec la fermeture de l'usine, un ancien employé envisage de travailler à la récupération des «19 kilomètres de pont» qui se sont effondrés en Crimée, une référence au pont du détroit de Kerch qui relie la péninsule de Crimée annexée à la Russie [et partiellement détruit par une opération militaire ukrainienne]. Resté à Donbass, Serhiy est engagé pour livrer de l'eau fraîche aux ouvriers et aux soldats et participe au travail de Black Tulip, une ONG qui localise et identifie les restes des combattants. Bien que plus porteur d'espoir, son travail est aussi une



forme de récupération, une activité économique née de la destruction.

Atlantis et *Reflection* décrivent avec précision la dévastation implacable du Donbass et la façon dont la guerre a accéléré la dépossession des travailleurs de la région tout en dépeignant les travailleurs comme affaiblis et ayant depuis longtemps sacrifié toute idéologie à l'instinct de conservation. Les vétérans d'*Atlantis* se plaignent que leurs collègues ouvriers, ceux qui ont refusé de prendre les armes, veulent «qu'un tsar vienne résoudre tous leurs problèmes». Dans une interview accordée à Radio Liberty, Vasyanovych critiquait ces personnages dans des termes similaires, affirmant que leur «capacité à gérer leur propre vie s'est atrophiée» au fil des générations d'emploi industriel. Les travailleurs, affirmait-il, nostalgiques de la stabilité de l'État-providence soviétique, sont désireux de céder leur responsabilité personnelle à la direction de l'usine ou au gouvernement, y compris aux autorités séparatistes de Donetsk et de Luhansk.

Ce point de vue n'est malheureusement pas rare au sein de l'intelligentsia ukrainienne (ou plus largement post-soviétique); il reflète une appréciation générale de la classe ouvrière post-soviétique, pour laquelle le prolétariat de Donbass est emblématique. [...]

Compte tenu des défis auxquels le Donbass a été confronté au cours de la période post-soviétique et de la déresponsabilisation constante des travailleurs de la région, la désillusion semble inévitable. L'économie du Donbass a connu un déclin plus rapide que celle des autres régions d'Ukraine après 1991, dans un contexte de privatisation oligarchique des actifs industriels. La guerre dans le Donbass a causé des dommages considérables à l'économie régionale, qui n'ont fait que s'accélérer avec l'invasion militaire de la Russie et la concentration des combats dans l'est et le sud de l'Ukraine. Simultanément, la politique

économique ukrainienne a peu contribué à améliorer les conditions ou les perspectives de la classe ouvrière du Donbass. Depuis 2014, l'Ukraine s'est rapidement désindustrialisée, avec comme corollaire la poursuite de l'érosion de la position des travailleurs dans l'économie de la nation. Dans la période post-Maïdan, la gauche ukrainienne a été systématiquement marginalisée, avec de nombreux partis d'opposition interdits dans un processus continu de «dé-communisation». Cette contraction du champ électoral ukrainien prive de voix politique les travailleurs privés de leurs droits, ce qui est aggravé par le démantèlement de la législation du travail. Au cours de l'année dernière, le gouvernement ukrainien a adopté de multiples amendements au Code du travail, affaiblissant considérablement les droits du travail. [...] Le gouvernement poursuit la libéralisation économique, en prônant la privatisation, la déréglementation et d'autres politiques qui sont sans doute illogiques pour une économie de guerre. Les plans proposés pour la reconstruction de l'Ukraine favorisent également les intérêts des entreprises, mais ils ne prévoient pas de restauration du secteur industriel par l'État.

Lorsque les combats en Ukraine prendront fin, le Donbass risque de subir des dommages économiques permanents, qui auront probablement un impact disproportionné sur la classe ouvrière de la région; les «perdants» de la transition post-soviétique, comme le suggèrent la politique actuelle et la planification de l'après-guerre, ont été condamnés à perdre une fois de plus. Généralement centrés sur des protagonistes de la classe moyenne à la dérive, les films de Vasyanovych ne tiennent pas compte de la dégradation continue du prolétariat post-soviétique, ni des implications potentielles pour l'avenir politique de l'Ukraine. En éludant le travail de son cinéma, le

réalisateur démontre une tendance commune à l'intelligentsia post-soviétique qui, comme l'affirme Ilya Budraitskis, identifie sa mission dans une lutte contre le passé communiste. Cette «lutte avec les vestiges», note Budraitskis, conduit à la «dématérialisation de la réalité»; dans le cas de Vasyanovych, un cinéaste attaché au réalisme et au réalisme documentaire, cela déforme la représentation de l'Ukraine post-soviétique et limite la perspective critique sur son avenir. Si *Reflection* et *Atlantis* mettent en lumière le résultat traumatique de la violence actuelle dans le Donbass, ils sont également révélateurs d'un effort post-soviétique plus large visant à déconstruire les représentations soviétiques du travail héroïque, en postulant une antipathie entre les milieux intellectuels et prolétaires. Vasyanovych a développé un langage cinématographique qui concède l'échec du projet de modernité, se contentant d'en esthétiser les ruines. Au lieu de cela, son travail devrait utiliser les ressources de l'héritage moderniste pour représenter l'expérience collective, en offrant des portraits complexes et pleinement dimensionnels de la classe ouvrière, et une analyse rigoureuse des conditions économiques et sociales. Lorsque la guerre prendra fin, il sera urgent d'envisager un avenir pour les travailleurs du Donbass au-delà de l'armée et de ses résidus, un avenir fondé sur la solidarité et l'action progressive, afin de garantir la participation de la classe ouvrière au projet politique ukrainien. Pour l'instant, alors que la Russie tente d'absorber le Donbass et que les combats se poursuivent dans la région, il est essentiel de garder à l'esprit qu'un tel avenir est réalisable et de le faire découvrir aux spectateurs du cinéma international.



LEFTEAST

Traduction Patrick Caligari

JEUX OLYMPIQUES DE PARIS: COURIR DANS UNE MARE DE SANG?

PATRICK LE TRÉHONDAT

Stanislav Pozdnyakov, président du Comité olympique russe soutient, ouvertement la guerre de la Russie contre l'Ukraine. L'Ukraine exige que les athlètes russes (et biélorusses) ne participent pas aux Jeux olympiques de Paris. Le CIO proposerait que les athlètes russes soient sous une bannière neutre et à condition que les athlètes concernés ne «soutiennent pas activement la guerre en Ukraine». Mais comment le savoir? Enquêter sur chaque athlète? Qui va le faire? L'invasion de la Crimée a eu lieu pendant les Jeux d'hiver de Sotchi en 2014... Sur la question de la neutralité politique du sport, on se souvient que le CIO a déjà exclu un pays: l'Afrique du Sud, de 1964 à 1992, au nom de la lutte contre l'apartheid.

Mais la question est plus vaste. La Russie a décidé de mener (le sport est la continuation de la politique par d'autres moyens) une offensive sur le sport mondial. L'historien Patrick Clastres explique que «la Russie est en train de former une sorte de contre-alliance sportive. Elle a multiplié les tentatives de compétitions avec les pays d'Europe, d'Asie centrale, de Chine».

Interrogé à la télévision, un journaliste sportif français, opposé à la participation des athlètes russes aux JO, demandait: «Voulez-vous courir dans une mare de sang?»

[Les sportifs biélorusses contre la guerre](#)

La Fondation de solidarité des sports biélorusses et les représentants des sports biélorusses, parmi lesquels des athlètes, ont pris position dans un communiqué

sur la participation des athlètes biélorusses et russes aux Jeux olympiques de Paris.

«Nous rappelons que de nombreuses équipes et athlètes biélorusses ont été suspendus des compétitions internationales en réponse à la guerre que la Russie mène en Ukraine depuis le 24 février, en utilisant le territoire de la Biélorussie. Le 25 janvier, le CIO a autorisé la possibilité d'annuler cette suspension sous des conditions strictes, notamment la participation aux compétitions uniquement en situation de neutralité et l'absence de «soutien actif» à la guerre en Ukraine. Les athlètes libres biélorusses estiment que cela n'est pas suffisant et exigent une position anti-guerre active comme base des contrôles d'admission aux Jeux olympiques. Tous les athlètes de Russie et de Biélorussie qui soutiennent ouvertement les régimes

de Poutine et de Loukachenko ou préfèrent garder le silence sont utilisés comme un outil de propagande pour glorifier la guerre en Ukraine et légitimer les régimes de Poutine et de Loukachenko»

Ils rappellent que plus de 20 athlètes biélorusses sont désormais derrière les barreaux, que des centaines d'autres ont été réprimés et contraints de quitter le pays. En outre, plus de 200 athlètes ukrainiens ont été tués, tandis que d'autres sont privés de la possibilité de s'entraîner efficacement – plus de 320 installations sportives ont été détruites.

Pour des raisons de sécurité, les signatures des 50 athlètes biélorusses n'ont pas été publiées.

12 FÉVRIER 2023

LES PUSSY RIOT CONTRE POUTINE ET SA GUERRE

[Cliquez sur la photo pour visionner la vidéo](#)







Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».